

Annexes :

Principes fondamentaux de la nouvelle politique slave

Appel aux peuples slaves par un patriote russe (et variantes)

Appel aux Slaves par un patriote russe

La situation en Russie

Ma défense

[1] Principes fondamentaux de la nouvelle politique slave¹

Après avoir traversé des siècles d'esclavage, de luttes pénibles et de souffrances, les Slaves se réunissent aujourd'hui pour la première fois dans un congrès général, et se donnent la main pour une alliance fraternelle, déclarent solennellement devant Dieu comme devant les nations que les principes suivants feront désormais la base de leur nouvelle existence politique.

1. Arrivés les derniers dans la marche de la civilisation européenne, éprouvés et formés par de longs malheurs, ils se sentent appeler à réaliser ce que les autres peuples de l'Europe ont préparé par leur développement ultérieur et ce qui est regardé aujourd'hui comme le but final de l'humanité, c'est à dire : la grandeur, la liberté et le bonheur de tous fondés sur une solidarité sainte et fraternelle des individus comme des nations.

2. Ils ont été trop longtemps eux-mêmes les victimes de l'oppression étrangère, ils ont trop bien vu les conséquences fâcheuses : la démoralisation et la désorganisation qui résultent de l'oppression non seulement pour l'opprimé, mais encore et surtout pour celui qui opprime, ils ont trop profondément abhorrés le joug étranger pour vouloir jamais imposer le leur à une race étrangère. Le respect et l'amour de la liberté des autres est à leurs yeux la première condition de leur propre liberté.

3. Ils ont été trop longtemps victimes du mensonge et de la violence pour vouloir puiser autre part de leur nouvelle existence et leur force que dans la vérité sainte et pure, dans la liberté pure, dans la justice pure sans aucune restriction, comme sans arrière-pensée et par là-même ils excluent à tout jamais de leur politique, tant extérieure qu'intérieure, la diplomatie et la conquête tout ce qui aurait pour but de fonder artificiellement ou mécaniquement une *puissance centrale quelconque* au détriment de la liberté des individus ou des nations. La nouvelle politique de la race Slave ne sera donc pas une politique d'États, mais une politique de nations, une politique de peuples libres et indépendants.

4. Ils fonderont leur nouvelle puissance sur l'alliance individuelle et fraternelle de tous les peuples qui composent la race Slave et ils ne chercheront point d'autre centralisation que celle de la fédération Slave tout entière. Tous leurs malheurs sont provenus de leur désunion. Ensemble ils auraient été invincibles, mais ils étaient dispersés, désunis jusqu'à oublier les liens sacrés de race et du sang qui devaient les unir irrévocablement dans une commune destinée : d'autres se sont laissés entraîner dans une guerre fratricide : d'autres enfin s'oublièrent jusqu'au point de servir d'instrument à une race étrangère et à une politique anti-slave pour opprimer leurs frères. Et Dieu pour les en punir les laissa tomber l'un après l'autre sous le joug des Allemands. Sans en excepter même ceux qui ont conservé l'apparence d'une existence nationale et indépendante, car ceux là sont devenus le fléau de leurs frères, les exécuteurs à la fois malheureux et criminels d'une pensée allemande.

Mais le temps des épreuves est fini, l'heure de la délivrance a sonné pour les Slaves. Arrivés à Prague des points les plus opposés ils se sont rencontrés, reconnus et sentis comme frères, ils ne se sont pas seulement sentis par leurs cœurs, ils se sont compris par leurs langages, qui ne sont que les idiomes, des modifications de cette langue belle et sonore, qui se parle depuis les bords de l'Adriatique et de la mer noire jusqu'aux confins de la mer blanche et de la Sibérie. Ils se sont trouvés unis par leurs intérêts communs, mais encore plus unis par le sentiment de la grande destinée que l'avenir leur prépare : ils se sont inclinés devant le Dieu en le remerciant d'avoir mis fin à leurs dures épreuves, de leur avoir conservé dans toute sa pureté ce sentiment fraternel, ils se sont mutuellement pardonnés le passé et ne voyant plus devant eux que le présent et l'avenir, ils ont prêté serment de ne plus séparer leurs destinées.

[2] Bases de l'alliance slave

1. L'indépendance des tous les peuples composant la race slave est reconnue.

¹ Rédigé en juin 1848 au cours du Congrès slave de Prague. La première page de ce texte rédigé en français est de la main de Bakounine, le reste d'une main inconnue. Inédit en français.

2. Mais tous ces peuples sont solidaires l'un de l'autre. Cette solidarité (*vsaimnost*) doit être si intime que le bonheur ou le malheur de l'un soit le bonheur ou le malheur de l'autre et qu'aucun ne puisse se sentir et se croire libre quand les autres ne les sont pas et vice versa l'oppression de l'un est l'oppression des autres.

3. La fédération universelle des tous les peuples slaves est l'expression et la réalisation de cette solidarité. [3] Elle représente la Slavie entière et porte le nom du *concile slave*.

4. Le concile slave est placé au-dessus des tous les peuples slaves comme autorité et comme tribunal suprême : – tous doivent également s'incliner devant ses jugements et exécuter ses ordres.

5. Toute tentative de la part d'un peuple slave, ayant pour but de former au sein de la fédération générale une fédération particulière : – ou bien de soumettre un autre peuple slave soit par la diplomatie soit par la violence, dans le but de former un état central puissant, capable de contrebalancer ou même de limiter la puissance de la fédération générale : – toute tendance de former une hégémonie quelconque soit au profit d'un peuple ou bien des quelques peuples réunis et au détriment des autres, est déclarée comme un crime et comme une trahison envers toute la Slavie. – Les peuples slaves, qui veulent faire partie de la fédération doivent entièrement résigner leur puissance et la concentrer entre les mains du concile et ne chercher désormais leur grandeur particulier que dans le développement de leur bonheur, de leur liberté et de cette sainte fraternité, qui doit être la base vivifiante et religieuse de la nouvelle existence.

6. Le concile seul a le droit de déclarer la guerre aux puissances étrangère. Aucun peuple ne peut l'entreprendre sans l'assentiment des tous, car d'après cette même loi de solidarité tous doivent prendre part à la guerre de chacun et aucun ne peut abandonner son frère dans le moment du danger.

7. La guerre intestine entre les peuples slaves est proscrite à jamais comme un crime, comme le plus odieux fratricide. – Si soit de disputes entre deux peuples slaves, elles doivent être portées devant le concile dont le jugement et la décision doivent être exécuter comme sacrés.

8. Mais de trois derniers points il se suit nécessairement que quand un peuple slave est attaqué à l'improviste, soit par un peuple étranger soit par un peuple rebelle slave, avant que le concile ait eu le temps de prendre une décision ou des mesures quelconques, tous les peuples voisins doivent voler à son secours. Est donc déclarer traître à la patrie tout peuple slave, qui porte les armes contre un autre, tout peuple slave qui en cas d'attaque ne vole pas au secours de son voisin attaqué. Défendre son frère est le premier des devoirs.

9. Aucun peuple slave ne peut contracter d'alliance avec les peuples étrangers : ce droit est uniquement réservé au concile : aucun ne peut mettre à la disposition d'un peuple ou d'une politique étrangère des troupes slaves.

Constitution intérieure des peuples slaves

Les peuples slaves étant indépendants chacun peut se donner librement des constitutions adaptées à ses mœurs, à ses intérêts, à sa position, sans que le concile ait le droit de s'en mêler. Mais il y a des principes inhérents à la nature slave, qui doivent faire par conséquent la base fondamentale de la nouvelle existence des peuples slaves alliés et sans l'observation religieuse desquels aucun ne peut entrer dans la fédération universelle.

1. Les principes sont : l'égalité des tous, la liberté de tous et l'amour fraternelle. Sous le ciel libre de la Slavie point d'esclaves (ni de droit ni de fait). La sujétion sous quelque forme qu'elle se présente est proscrite à jamais : tous les slaves sont également libres, également frères. Point d'autres inégalités que celle que la nature a créées. Point de castes. Là où il existe encore une aristocratie, une noblesse privilégiée, elle doit si elle veut être slave, chercher désormais son honneur et son privilège, dans la richesse de son amour et dans la grandeur de son sacrifice : sœur aînée de son peuple par les sciences et les arts, elle doit se fondre et se perdre entièrement dans les masses populaires pour y puiser une vie nouvelle et pour l'initier à son tour dans la civilisation accumulée par les siècles.

2. Sur le terrain immense et béni qu'occupe la race slave il y a de la place pour tout le monde et

chacun doit avoir la part dans la propriété nationale et dans le bien-être des tous.

3. Tout individu appartenant à un peuple slave a par la même le droit de citoyen chez tous les autres peuples de la même race et doit être regardé et traité par tous comme un frère : la même solidarité, qui unie tous les peuples slaves, doit aussi exister entre tous les individus slaves.

4. Le concile a le droit et le devoir de veiller à ce que ces trois points fussent religieusement observés et largement appliqués dans les institutions intérieures des tous les peuples, qui font partie de la confédération universelle. Il a le droit et le devoir d'intervenir lorsqu'ils sont violés par une institution ou une mesure quelconque et tout Slave a le droit d'appeler au concile contre les injustices de son gouvernement particulier.

[1] Appel aux peuples slaves par un patriote russe²

Frères ! On Vous trompe, on Vous trahit ! Vous vouliez être indépendants et libres, et on veut faire de Vous des instruments serviles de la plus infâme réaction. Notre cause était si belle au mois de Juin dernier, lorsque Windischgrätz³ est brutalement venu terminer, que dis-je ? quand, par le bombardement de Prague, il est venu couronner les travaux de notre congrès. C'était alors le réveil puissant d'une race puissante, d'une race de 80 millions d'âmes tirée de son sommeil séculaire par le bruit d'une révolution qui ébranle le monde. C'était la résurrection des Slaves, c'était pour nous tous le premier jour d'une vie nouvelle. Réunis à Prague comme représentants de nos peuples, nous nous sommes rencontrés comme des frères qui se revoient après une longue séparation. Nous nous sommes sentis irrévocablement unis par les liens de l'histoire et du sang, nous avons reconnu la solidarité fraternelle qui doit exister entre nous tous enfants de la même race, et forts de notre union, pleine de foi dans notre avenir, après nous être jurés mutuellement de ne plus séparer nos destinées, nous avons hautement protesté contre l'infâme oppression dont [2] on nous a fait si longtemps les victimes, nous avons revendiqué notre droit à une entière indépendance, notre dignité de nations, notre place parmi les peuples libres de l'Europe. Notre cause était bien belle – alors ! Car partout la justice était de notre côté, partout était contre nos adversaires. Que demandions nous ? » La liberté, l'égalité la fraternité de tous les peuples. » Aux Magyars, ennemis acharnés de notre race, et qui étant à peine au nombre de 4 millions s'imaginent pouvoir imposer leur joug à 8 millions de Slaves, nous avons proposé de se fédérer avec nous. Nous avons proclamé l'indépendance de la Bohême et de la Moravie, et nous avons repoussé avec indignation les prétentions absurdes de ce ridicule parlement de Francfort, qui est devenu aujourd'hui la risée du monde entier, et qui, dans son insolente impuissance, prétendait faire de nous des Allemands. [3] Mais loin de nourrir contre le peuple allemand des sentiments hostiles, nous avons fait des vœux pour son bonheur, espérant que, régénéré par la révolution, devenu plus grand et plus libre lui même, il deviendra aussi plus équitable envers les peuples voisins. Nous avons déclaré nos fraternelles et vives sympathies pour ceux de nos frères slaves qui gémissent encore sous le joug des Ottomans. Nous avons solennellement protesté contre la politique criminelle qui a déchiré la Pologne en lambeaux, et nous avons exprimé l'espoir que la résurrection de cette noble et sainte martyre deviendra bientôt le signal de notre commune délivrance. Nous avons fait un appel à ce grand peuple russe qui, seul parmi tous les peuples Slaves, a su conserver son indépendance : et tout en lui rappelant, ce qu'il ne sent lui-même aujourd'hui que trop bien, que cette indépendance même ne sera qu'illusoire tant qu'il n'aura pas reconquis la liberté, tant qu'il n'aura pas cessé d'être un fléau contre la nation polonaise et une menace contre la civilisation et la liberté de l'Europe. Nous avons enfin proclamé la solidarité indissoluble de tous les peuples slaves qui ne doivent former désormais qu'un seul grand corps politique, constitué fédéralement sur les bases démocratiques de la nationalité, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Tels ont été les vœux du congrès slaves, tels sont les principes énoncés dans son Manifeste à l'Europe. Les despotes s'en émurent.[4] Ils avaient espéré d'abord que le congrès slave pourrait leur servir de moyen pour paralyser la révolution en Europe, et ils l'avaient protégé. Mais lorsqu'ils virent que loin de leur venir en aide, il se déclarait ouvertement contre leur politique en proclamant le droit imprescriptible des peuples, alors ils ordonnèrent à Windischgrätz de sévir contre lui. – Après une défense héroïque de cinq jours, trahie par ceux mêmes qui devaient la défendre, Prague fut

² Rédigé en Allemagne en octobre-novembre 1848 en français, puis traduit (et adapté) en allemand sous le titre *Appel aux Slaves*. Cette première rédaction est inédite en français, de même que les variantes qui l'accompagnent.

³ Alfred Candidus Ferdinand, Prince de Windischgrätz (1787-1862), maréchal autrichien. Il est nommé à la tête de l'armée de Bohême le 12 juin 1848. Lors de l'insurrection de Prague, sa femme est tuée par une balle perdue. Il entre dans la ville le 27 juin 1848 et y écrase l'insurrection d'une manière sanglante. Par la suite, il se distingue en noyant dans le sang l'insurrection viennoise (novembre 1848), mais échoue à venir à bout du soulèvement hongrois, ce qui met fin à sa carrière. Ses troupes étaient en grande partie composées d'éléments slaves.

obligée de céder. – Le temps où nous avons accompli le premier grand acte de notre commune indépendance fut violé par une brutale soldatesque, le Congrès slave fut dissout. Mais notre cause n’y aurait rien perdu, car notre union, sanctifiée par le sang de nos frères égorgés sur les barricades n’en était devenue que plus forte. Sous le feu des canons autrichiens, nous avons proclamé la déchéance de toutes les tyrannies et l’avènement de la démocratie slave. Nous avons pour nous le droit, la justice, l’intérêt bien entendu de l’Europe tout entière : – nous devons avoir les sympathies de toutes les démocraties et nous pouvions compter dans un prochain avenir sur la puissance irrésistible de quatre-vingt millions d’insurgés. [5] Les cœurs pleins du foi, nous nous étions séparés pour aller préparer, chacun de son côté, les éléments de notre prochaine délivrance, et nous nous étions données tous rendez-vous au grand jour de notre insurrection.

Frères ! Qu’a-t-on fait, qu’avez-vous fait de notre sainte cause ? Qui la défend, qui la représente aujourd’hui ? Où sont les Slaves ? Partout je ne vois que la cause Autrichienne, partout des serviteurs de l’Empereur ! – Jelačić a dédaigné le plus beau rôle qui fût au monde, il n’a pas su comprendre la sublime mission que l’histoire semblait lui avoir réservée : *celle de vengeur et de libérateur d’une grande race opprimée* ! La guerre des Slaves en Hongrie était une guerre légitime et juste, une guerre populaire, une guerre éminemment démocratique : c’était la guerre sainte du paysan slave auquel on voulait prendre tout : liberté, propriété, même jusqu’à la langue maternelle contre une poignée des Magyars arrogants, qui poussèrent la folie jusqu’à vouloir nier d’existence de la nationalité slave. Jelačić devait appuyer le soulèvement des Slovaques dans le Nord de l’Hongrie. Pourquoi ne l’a-t-il pas fait ? Non, il a préféré marcher sur Vienne pour déclarer la guerre à la révolution, et là jetant le masque, il proclame tout d’un coup qu’il ne connaît point d’armée Croate, ni d’armée slave mais une seule armée impériale autrichienne : il ne veut plus être le chef des Slaves, mais un simple général Autrichien arrivé sous les murs de la Capitale de l’Empire pour soutenir les droits de son Empereur et l’unité de l’État. Frères ! Savez-vous ce que c’est qu’un général Autrichien ? C’est un homme sans patrie, sans foi, sans honneur ! C’est un jésuite à la tête d’une armée capable de tous les crimes, de tous les mensonges, de toutes les lâchetés pour défendre les intérêts d’une Cour rapace et d’une infâme aristocratie !

Et que fait Prague ? L’antique et la glorieuse Prague ! la ville sainte, la patrie de Hus et de Žižka⁴, celle à qui appartient la gloire immortelle de nous avoir donné le premier [6-7] signal de l’émancipation des peuples slaves ? Prague, dit-on, est redevenue une ville *autrichienne*, le centre d’une réaction *autrichienne*, l’asile de tous les lâches, l’amie complaisante de son bourreau Windischgrätz, l’esclave d’un Empereur imbécile ! – Cette population héroïque qui au mois de Juin a si vaillamment combattu sur les barricades, cette jeunesse si noble dont les chants enthousiastes retentissent encore à nos oreilles et que nous avons tous vue animée des sentiments les plus grands et les plus généreux, entraînée, dit-on, par des chefs indignes qui s’étaient lâchement cachés au jour du danger, elles ont tout oublié, et le bombardement de Prague, et la brutalité des soldats, et la trahison de Windischgrätz, et la dispersion du Congrès slave, et leurs serments de vengeance, et toutes ces injures mortelles qu’une nation qui se respecte ne pardonne jamais. Elles n’ont pas craint de souiller leurs mains pures en tenant la main encore toute sanglante de l’assassin de leurs frères ! Windischgrätz est aujourd’hui leur héros ! Elles lui ont promis de marcher avec lui, sous son commandement, contre la révolution de Vienne.

Frères ! Ne Vous laissez pas tromper par des hommes qui ne savent parler que sous la protection des baïonnettes autrichiennes. Ils Vous disent, que le soulèvement de Vienne a été soudoyé par l’argent des Magyars. Ils mentent ! Ils mentent impudemment pour Vous entraîner dans une voie désastreuse : ils mentent pour excuser, pour cacher leur propre lâcheté ! C’est un vieil artifice, artifice aussi misérable

⁴ Jan Hus, théologien, réformateur religieux et héros national tchèque, excommunié en 1411 et mort sur le bûcher en 1415, ce qui déclencha l’insurrection de ses partisans, les Hussites. Ceux-ci eurent pour chef Jan Žižka (orthographié Ciska par Bakounine ; 1370-1424), à qui George Sand consacra un roman en 1843. Jan Hus est le premier à avoir codifié la langue tchèque, dans laquelle il prononçait ses sermons.

qu'usé, et vraiment digne de ceux, qui s'en servent encore, que d'expliquer toutes les révolutions, tous les grands changements survenus dans le monde par un peu d'argent jeté dans le peuple. C'est ainsi, qu'on a attribué le dernier soulèvement de Prague à l'argent polonais. Non, Vous le savez fort bien, tout l'argent du pays le plus riche ne suffirait pas pour produire une révolution, quand la révolution n'est pas dans les cœurs de tout [8] le monde. Jeunes gens de Prague ! Vous qui devez connaître la jeunesse et le peuple de Vienne, Vous dont plusieurs ont même pris personnellement part à la glorieuse révolution du mois de Mars, mettez la main sur Vos cœurs et dites, si Vous croyez réellement que cette jeunesse et ce peuple puissent être achetés ? – Non, Vous êtes trop nobles pour Vous rendre complices d'un tel mensonge, d'une si infâme calomnie !

Ne croyez pas non plus que cette seconde révolution soit une révolution anti-slave. Les ennemis de notre cause, profitant de la conduite criminelle de Jelačić⁵ et de la réprobation générale qui s'est élevée contre lui en Europe, voudraient bien lui donner ce caractère. Mais les Viennois n'ont rien fait qui puisse justifier une pareille opinion. Au contraire, n'ont-ils pas été les premiers à protester en faveur de la Pologne, en faveur de la malheureuse Galicie ? Et la Pologne n'est pas un pays slave ? – Il est vrai, qu'égarés par de perfides rapports, ils hésitèrent d'abord sur la parti qu'ils devaient prendre, au mois de Juin, dans les événements de Prague. Mais ce fut l'hésitation d'un instant, et tandis que *Votre bon*, Votre magnanime Empereur, sourd à nos prières et violant des engagements solennels, non content de maintenir à Prague Votre persécuteur Windischgrätz, l'investissait d'un pouvoir discrétionnaire, illimité : tandis qu'au nom de Votre Empereur, ce général sans honneur, aujourd'hui Votre ami, soumettait Votre ville à toutes les horreurs d'un régime militaire, tandis qu'on Vous désarmait, tandis que l'on peuplait Vos prisons de Vos meilleurs concitoyens, que faisait le comité de sûreté de Vienne ? Il envoyait des députés dans le camp du dictateur pour réclamer le maintien de Vos droits et de Votre liberté. – Enfin, dans la guerre des Slaves contre les Magyars, malgré les graves présomptions qui dès le commencement s'étaient élevées contre Jelačić, malgré les bruits sourds, inquiétants qui circulaient partout sur la nature réactionnaire de sa mission, les Viennois gardèrent la plus stricte neutralité aussi longtemps que cette guerre ne dépassa point les limites de la Hongrie : tant qu'elle avait conservé le caractère d'une lutte entre deux nationalités. Ils ne prirent parti pour les Magyars que lorsque des faits éclatants : la correspondance publiée de Jelačić lui-même, et de sa nomination par l'Empereur comme chef militaire de toute la Hongrie, avaient suffisamment prouvé [9], qu'il n'était point là, comme chef d'une grande nation opprimée, pour défendre les droits de ses concitoyens, mais comme serviteur de la cour Autrichienne, comme *général de la réaction*. Pest n'était pour lui qu'une étape pour marcher sur Vienne, la nationalité slave un simple prétexte, le rétablissement du despotisme son véritable but. – Vienne en se soulevant a sauvé sa révolution, la révolution de l'Europe. Vienne a mérité de l'humanité tout entière !

Et Vous pouviez Vous déclarer contre Vienne ! Voudriez-vous donc prouver par là que Votre cause, que la cause slave est contraire à la cause de l'humanité ? que Vous ne savez marcher que sous l'ombre du despotisme, que les Slaves sont nés pour être esclaves et pour servir d'instruments aux despotes contre les nobles enfants de la liberté ? Serait-il donc vrai, mon Dieu ! que nous ne sommes qu'un race avilie et bâtarde, l'opprobre et le fléau du genre humain ! Sommes-nous donc vraiment morts pour tous les instincts généreux, pour toutes les grandes choses qui font tressaillir et vibrer les cœurs des hommes libres, et nos ennemis auraient-ils raison ? Quoi, tous nos rêves, nos beaux rêves de Juin, nos plans, les projets que nous avons formé ensemble à Prague pour notre commun avenir, tout cela n'aurait été que mensonge, et nous n'aurions d'autre destinée qu'un honteux esclavage et le mépris du

⁵ Josip Jelačić Bužimski (1801-1859), militaire et homme d'État croate, contribua au soulèvement des Croates contre les Hongrois, auxquels ils étaient alors rattachés. Ce soulèvement fut instrumentalisé par l'empire des Habsbourg pour venir à bout des Hongrois qui cherchaient à s'émanciper de sa tutelle. Après avoir été défait par les Hongrois, Jelačić se joint à Windischgrätz pour écraser l'insurrection de Vienne en novembre 1848.

monde entier ! – Frères ! l'heure suprême a sonné pour les Slaves, de grands événements se préparent, le moment de l'action est venu. Il n'est plus temps d'hésiter, il faut que Vous preniez un parti. Sur Vous pèse une responsabilité immense, Vous tenez entre Vos mains notre honneur, l'honneur et le salut de 80 millions. Songez y bien, et décidez Vous.

Aujourd'hui plus que jamais l'Europe est partagée en deux camps. La révolution a porté un coup terrible à la vieille politique, un coup dont elle ne se relèvera jamais. L'ancien ordre se brise partout avec un bruit effrayant, partout les peuples se sont réveillés, partout ils redemandent à grands cris leurs droits si longtemps méconnus et leur liberté. Tous les souverains absolus de l'Europe, excepté un, sont devenus comme par miracle des rois constitutionnels : ils le sont devenu par frayeur et non de bon gré, car leur peur fut si grande au printemps, que si les peuples justement courroucés leurs avaient fait signe de partir, ils se seraient tous [10] enfuis sans la moindre tentative de résistance. Le couteau sur la gorge, on les avait forcés de faire *généreusement* les concessions les plus larges. Chose inouïe ! Sous des gouvernements monarchiques, le droit illimité de la presse, celui de se réunir et de convoquer des assemblées populaires, l'armement général et le suffrage universel, furent unanimement reconnus comme les droits imprescriptibles des peuples. Toutes ces concessions furent pour ainsi dire emportées par un seul coup de vent révolutionnaire, et les rois terrifiés, étonnés qu'on ne leur demanda pas leur vie, s'empressèrent de tout concéder.

Les rois ont tout accordé, mais ils veulent tout reprendre, et ils ont raison, car une si grande liberté est incompatible avec le principe monarchique. Le pouvoir des princes est basé sur la bêtise et la misère des peuples, sur les mésentendus [sic] qui existent entre eux, sur l'isolement politique et moral des individus, des classes et des nations. Diviser pour régner ! Vieille maxime, aussi vieille que les crimes des rois ! mais assez bonne pourtant, et toujours efficace aux yeux de ceux qui n'ont d'autre mission dans le monde que l'abrutissement de l'humanité. Eh bien, cet abrutissement systématique est devenu impossible depuis que les amis des peuples peuvent leur parler librement par la presse et dans les assemblées populaires. La liberté de tous les peuples est solidaire, leurs intérêts le sont aussi, et les peuples, quand ils sont assemblés en grandes masses, possèdent presque toujours un instinct infailible qui découvre la vérité avec la rapidité foudroyante de l'éclair. Sept mois se sont à peine écoulés depuis que la révolution a éclaté en France, et voyez, quels immenses changements se sont déjà faits sur toute la face de l'Europe ! Reconnaissez-vous la Vieille Allemagne, le vieil Empire Autrichien ? La révolution et le chaos sont partout ! L'esprit nouveau, apparaissant d'abord comme un esprit destructeur, s'est infiltré jusque dans les couches les plus profondes et les plus obscures de l'existence populaire : il tourmente les nations. Il s'agit bien de diriger et de modérer le mouvement révolutionnaire : le mouvement ne fait seulement que commencer, et tout le monde sent que toutes ces constitutions qu'on s'amuse de faire aujourd'hui ne sont que des jouets qu'on brisera à la première occasion. Il faut détruire à présent, détruire ce vieux monde qui croule sous le poids [11] de ses propres iniquités. Il faut faire table rase, pour faire place à un monde nouveau. Ce monde nouveau, frères ! C'est l'émancipation complète et réelle de tous les individus, comme de toutes les nations : c'est l'avènement de la justice politique et sociale, c'est le règne de l'amour, de la fraternité, c'est le règne absolu de la liberté !

Les peuples, agités par le pressentiment de ce grand avenir tressaillent d'impatience, et les rois que font-ils ? Que peuvent-ils faire ? Ils conspirent, ils doivent conspérer, car le moment de notre délivrance sera celui de leur chute. Ils conspirent avec les aristocrates, avec les privilégiés de toutes les nations : privilégiés d'argent, privilégiés d'emploi, privilégiés de naissance, tous se sont serrés autour d'eux et, ne reconnaissant plus ni patrie, ni préjugés nationaux, ils ne forment aujourd'hui qu'une seule masse compacte, un seul camp : le camp de la réaction. – Ce que les réactionnaires ont l'esprit de faire pour le mal, ne le ferons nous pas pour le bien ? Si la réaction est solidaire en Europe, la révolution l'est aussi : et n'est-ce pas un devoir pour nous tous, révolutionnaires et démocrates de tous les pays, de nous réunir, de nous entendre et de serrer nos rangs pour combattre et pour terrasser les ennemis de l'humanité ?

Frères ! Cette grande conspiration réactionnaire n'est pas une fiction, elle existe. Les rois, d'abord

interdits par les événements de Février et de Mars, se rassurèrent peu à peu en voyant l'inexpérience extrême, les lenteurs et l'indécision des hommes qui étaient alors à la tête du mouvement. Ils résolurent d'en profiter. La révolution avait pris tout le monde à l'improviste : personne n'y était préparé. Il n'y avait pas même l'ombre d'une organisation, aucun but bien déterminé, rien qui ressembla à un plan. Les idées et les volontés des chefs populaires heurtaient, se contrecarraient, se paralysaient : les peuples privés de toute direction n'étaient menés que par leur propre instinct, et ce fut encore le meilleur conducteur, car c'est à lui que nous devons toutes les conquêtes importantes que nous avons déjà faites sur le despotisme des rois. Du reste, l'on parlait beaucoup, on criait, on chantait, on s'enivrait, on se félicitait mutuellement, et l'on ne craignit point de perdre un temps précieux, tellement on était sûr de la victoire... Que fit la réaction ? Elle était vaincue : elle simula de l'être encore davantage : elle s'humilia profondément : elle se prosterna à genoux : « mon Dieu ! – disait-elle, – me voila bien à terre, Vous êtes mes vainqueurs ! Voila ma tête, Vous pouvez la couper, Vous pouvez m'enlever ma couronne, me dépouiller de mon sceptre et de mon épée... Mais laissez moi tout cela, je ne pourrai plus jamais en faire usage contre Vous : conservez moi ces vétilles innocentes, conservez les moi, comme souvenirs de Votre Victoire, comme des curiosités historiques ! Oh ! le peuple est grand ! il est généreux, il sait pardonner ! »... – Tel fut à peu près alors le langage de la réaction. Et pendant que les peuples, encore tout abasourdis de leur propre victoire, s'enivraient follement au spectacle de cette chute profonde, tandis qu'ils se laissaient aller au plaisir d'écouter ces paroles dangereuses et perfides [12] de leur plus dangereuse ennemie, l'infâme intrigant, rompue dans l'art infernal de conspirer l'esclavage des nations, avait déjà forgé tout un plan pour ressaisir le pouvoir, et pour les soumettre de nouveau à un régime plus dur encore que celui qu'ils venaient de briser.

Dès le mois d'Avril, il se fit un grand mouvement dans le monde diplomatique. Londres était alors le rendez-vous de tous les princes, de toutes les hommes d'État fugitifs : Londres devint le centre de la conspiration Contre-révolutionnaire qui bientôt, embrassant tout le Nord de l'Europe, fut activement poussée à Innsbruck, à Potsdam et à Saint-Pétersbourg à la fois. Ce fut le renouvellement de la Sainte-Alliance : le but était resté le même, les moyens avaient seulement quelque peu changé de nature : on ne pouvait plus brusquer les peuples, il fallait les entraîner à leur perte en les égarant. D'ailleurs, grâce à la stupide générosité des masses et à l'incurie vraiment singulière de leurs chefs, les rois avaient conservé entre leurs mains, presque intactes tous les vieux instruments d'oppression : C'étaient partout les mêmes armées avec leurs anciens officiers animés de l'esprit le plus hostile contre la révolution : l'ancienne diplomatie, conspiration permanente contre la liberté et le salut des peuples : les mêmes employés rétrogrades presque dans toutes les autres branches de l'administration : et chose inconcevable, même jusque dans les directions de police, on avait gardé les agents et les espions du vieux régime despotique !

Armée du pied en cape, la contre-révolution se mit à l'œuvre. Son plan était tout simple et lui était tracé par la nature même de la révolution qui s'était faite en Europe.

Deux grandes questions s'étaient posées comme d'elles mêmes dès les premiers jours du printemps : *La question sociale, et celle de l'indépendance de toutes les nations*, – émancipation des peuples à l'intérieur et à l'extérieur à la fois. Ce n'étaient point quelques individus, ce n'était pas non plus un parti, c'était l'instinct admirable des masses qui avait élevé ces deux questions au-dessus de toutes les autres et qui en demandait la prompt solution. Tout le monde avait compris que la liberté n'était qu'un mensonge, là où la grande majorité de la population est réduite à mener une existence misérable, là où privée d'éducation, de loisir et de pain, elle se voit pour ainsi dire destinée à servir de marchepied aux puissants et aux riches. La révolution sociale se présente donc comme une conséquence naturelle, nécessaire de la révolution politique. De même, on avait senti que tant qu'il y aura en Europe une seule nation persécutée, le triomphe décisif et complet de la démocratie ne serait possible nulle part : *l'oppression d'un peuple ou même d'un simple individu est l'oppression de tous et l'on ne peut violer la liberté d'un seul sans violer la liberté de chacun*. Cette vérité fondamentale si longtemps méconnue, est désormais passée à l'état d'axiome populaire. Le premier cri de la révolution fut-il aussi partout un cri de haine contre la vieille

politique oppressive de l'Europe. On était las des perfidies, des mensonges et des crimes de la diplomatie : on avait honte d'avoir pu se laisser égarer si longtemps par le machiavélisme des princes : on ne voulait plus être bourreau, on voulait être [13] l'ami et le frère de tous les opprimés, peuples et individus. Cette fois, on voulait la liberté pour tout le monde, une liberté franche et entière, sans limites comme sans exceptions : « A bas tous les oppresseurs et vivent leurs victimes ! Vivent les Polonais ! Vivent les Italiens ! Vivent tous les peuples persécutés ! Plus de guerres de conquête, mais une seule bonne guerre révolutionnaire pour la délivrance des nations opprimées ! A bas toutes ces frontières artificielles, monstrueuses, déterminées violemment par des congrès de despotes, d'après de soi-disant nécessités historiques, géographiques, commerciales, stratégiques ! Nous ne voulons plus d'autre délimitation entre les peuples, que la seule délimitation naturelle, juste, démocratique, basée sur la volonté souveraine des peuples eux-mêmes et sur leurs différentes nationalités ! » – Tels furent les nobles cris qui retentirent alors presque en même temps à Paris, à Vienne, à Berlin ! Frères ! Vous avez entendu ces cris généreux, Vous les avez entendus à Vienne, où, au milieu des barricades allemandes, combattant Vous-mêmes pour les droits de toutes les nations, Vous aviez érigé cette grande barricade slave avec le drapeau de notre future liberté !

C'était la fin du vieux monde et l'avènement d'une nouvelle politique, de la politique fraternelle des peuples émancipés. En déclarant la guerre à tous les oppresseurs, la révolution proclamait la dissolution de tous les vieux états composés d'éléments hétérogènes : la dissolution de l'État de Prusse par la mise en liberté de ses provinces polonaises : celle de l'Empire Autrichien, agglomération monstrueuse des nationalités les plus opposées : celle de l'Empire Turque où sept cent mille Ottomans tiennent courbés sous leur joug une population de plus de douze millions, composée de Slaves, de Valaques et de Grecs : la dissolution de l'Empire Russe enfin, où, sans parler des autres petites peuplades qui se perdent dans son immensité comme des gouttes d'eau dans l'océan, il y a trois grandes nations Slaves différentes : les Grand-Russes, les petits-Russiens⁶ et la nation polonaise, toutes les trois d'origine très distincte, avec une histoire à part, douées également de toutes les conditions nécessaires pour une existence séparée, et qui gémissent aujourd'hui toutes les trois sous le sceptre de fer du plus affreux des despotes. – En déclarant la guerre aux oppresseurs, la révolution proclamait donc le remaniement, le bouleversement de tout le Nord, de toute la partie orientale de l'Europe, l'émancipation de l'Italie, et comme but final, *la fédération universelle des républiques Européennes* !

Ainsi donc, l'émancipation sociale des masses et la délivrance des nationalités opprimées : tel fut, dès le commencement, la double tendance de notre sublime révolution. Mais c'est précisément sur cette double direction des esprits que les ennemis des peuples basèrent le plan de leurs opérations contre-révolutionnaires.

La question sociale, question bien difficile, hérissée de dangers et grosse de tempêtes, ne peut être résolue ni par une théorie préconçue, ni par aucun système isolé. Pour la résoudre, il faut la bonne volonté et le concours unanime, il faut la foi [14] de tout le monde dans le droit de tous à une égale liberté. Il faut renverser les conditions matérielles et morales de notre existence actuelle, renverser de fond au comble ce monde social décrépiti, devenu impuissant et stérile, et qui ne peut contenir ni comporter une si grande masse de liberté. Il faut purifier notre atmosphère et transformer complètement le milieu dans lequel nous vivons, car il corrompt nos instincts et nos volontés, en rétrécissant nos cœurs et nos intelligences. – La question sociale apparaît donc d'abord comme le renversement de la société.

Il est clair que nos ennemis devaient la saisir par ce côté négatif pour en tirer parti contre la révolution. Il y a malheureusement aujourd'hui, grâce à cette civilisation tant admirée et prônée du dix-neuvième siècle, beaucoup, beaucoup d'hommes qui sont d'une indifférence absolue pour tout ce qui

⁶ On distingue les grands-russiens (ce que nous appelons aujourd'hui les Russes) des petits-russiens (les Ukrainiens), et parfois des blancs-russiens (les Biélorusses).

concerne le bien-être, la dignité et le bonheur de notre espèce. On dirait que toutes ces questions brûlantes qui agitent le reste des humains ne les regardent pas, que les événements se passent en dehors et loin d'eux, sans effleurer seulement leur apathique existence. Ces hommes n'ont ni opinion, ni religion, ni conviction, ni prédilection : monarchie, république, liberté, esclavage, patrie, indépendance nationale ou joug étranger, honneur, déshonneur, – tout cela leur est parfaitement égal, pourvu qu'on les laisse tranquilles. La tranquillité, c'est leur Dieu : la propriété et l'argent, leur unique passion : mais une passion tellement forcenée, que ces gens si paisibles, si timides et si doux dans les temps ordinaires, deviennent féroces comme des tigres, quand ils les croient attaqués. Alors aucune lâcheté ne leur coûte et ils seraient même capables de sacrifier la vie de dix hommes pour sauver un écu. Nous avons tous vu la terreur indescriptible de ces gens lorsque la révolution éclata. Naturellement, ils ne purent rien comprendre ni à la grandeur, ni à la beauté sublime de l'avenir qui s'ouvrait devant nous : il n'y virent seulement que la perte de leur chère tranquillité et de tout ce qu'ils possèdent, et bientôt, passant de l'effroi à la haine, ils devinrent partout les ennemis acharnés de la Révolution. – La réaction eût été bien stupide si elle n'en avait point profité : C'était pour elle une si excellente occasion de diviser les classes, d'égarer la marche et de détruire l'harmonie et la force du mouvement révolutionnaire ! Aussi ne manqua-t-elle pas de se mettre de suite en campagne : elle sema l'argent à pleines mains, elle s'empara de mille voix de la presse pour prêcher la croisade des bourgeois contre le prolétaire. Elle eut recours à des artifices incroyables pour effrayer encore plus l'imagination déjà toute bouleversée de cette bonne bourgeoisie. Et tandis que le peuple, animé comme toujours du plus généreux enthousiasme, ne songeait partout qu'à se battre et à se sacrifier pour le salut de tous, elle le calomnia indignement en le représentant comme avide de sang, de pillage, ne rêvant que le vol, la violence et l'assassinat.

Les fruits de ces calomnies furent bientôt visibles partout. Dans toutes les grandes villes de l'Europe, les relations d'ouvriers à bourgeois, d'abord si franches, si cordiales, si parfaitement pures de toute arrière-pensée mauvaise, se refroidirent à vue d'œil. Le bourgeois [15] se mit à craindre le peuple et à lui témoigner une défiance blessante. Le peuple se sentit repoussé, isolé : il se sentit attaqué dans son honneur, et il devint défiant à son tour. Nos ennemis se frottèrent les mains de joie : leur plan semblait avoir réussi, car l'abîme entre les deux classes, dont l'entente devait être si décisive pour le triomphe de la révolution, s'élargissait chaque jour davantage. La première conséquence de cette fatale division fut, qu'au lieu de cet armement général qu'on avait partout proclamé comme le premier des droits naturels et qu'on avait solennellement promis en Allemagne aussi bien qu'en France, il n'y eut d'armée que la bourgeoisie. Le peuple fut laissé sans armes. Ce fut une grande victoire remportée par la réaction qui savait fort bien, qu'au grand jour de la lutte, ce ne sera pas tant le bourgeois, mais le peuple dont elle aura à redouter la colère et les coups. Le peuple, soldat né de la liberté, a toujours été l'armée naturelle de la bourgeoisie contre le despotisme, et les bourgeois libéraux ont aussi follement agi, en souffrant qu'on le prive de ses armes, qu'un général qui, en présence de l'ennemi, consentirait à désarmer ses soldats.

Nous en avons eu nous mêmes une preuve à Prague. Qui s'est battu contre Windischgrätz ? Les étudiants et les ouvriers. Et qu'ont fait la plupart des bourgeois ? Les uns s'étaient lâchement cachés dans des caveaux, tandis que d'autres nous trahissaient à Windischgrätz pour garantir leurs maisons contre les bombes autrichiennes. L'hôtel de ville, Vous Vous en souvenez bien, était devenu le centre des plus sales intrigues et de la plus infâme trahison. La révolution était sur le point de triompher, Vous le savez. Car après une lutte meurtrière de trois jours, dans laquelle Windischgrätz avait perdu beaucoup d'hommes et son fils, – chose qu'il ne Vous pardonnera jamais ! – il fut enfin obligé de se retirer de la ville. Ses soldats étaient exténués de fatigue, sans munition, sans pain et complètement démoralisés. Le peuple des campagnes alarmé par le bruit du canon, se soulevait en masse pour marcher à notre secours. Windischgrätz allait être pris entre deux feux, il était perdu. Vos bourgeois se sauvèrent. Aussitôt qu'il fut sorti de la ville, ils reparurent de nouveau, en armes, aussi fanfarons, – maintenant que le danger semblait avoir disparu, – qu'ils s'étaient montrés lâches un jour auparavant, la bouche pleine de discours

patriotiques et de bravades ridicules. Ils occupèrent tous les ponts de Prague et leur première mesure fut d'introduire le passage à ceux que Vous vouliez envoyer dehors pour Vous mettre en rapport avec le peuple des campagnes. Avec une perfidie sans exemple, ils ont retenu pendant deux mortels jours, les paysans qui n'attendaient que le premier signal pour écraser les troupes Autrichiennes : ils les ont arrêté en leur faisant dire que tout était heureusement terminé et qu'on n'avait plus besoin de leur assistance. Depuis ils se sont excusés par la crainte du pillage, les infâmes ! On assure même qu'ils poussèrent l'impudeur jusqu'à supplier Windischgrätz, de leur envoyer un bataillon de soldats pour défendre leur propriété contre les ouvriers qui ne songeaient, eux, qu'à mourir pour la liberté et l'honneur de Prague ! Le fait est que, dès le premier jour de sa retraite, ils s'étaient mis en rapport direct avec lui et avaient commencé ces honteuses négociations qui finirent par la reddition de [16] la ville à la merci du brutal Autrichien, Windischgrätz, rassuré du côté des campagnes, voyant que les bourgeois ne demandaient pas mieux que de se rendre, put alors nous bombarder à son aise. Vous savez le reste... Vous savez comment l'on capitula, comment, sans la moindre raison plausible, seulement pour se soustraire à des conditions insignifiantes qu'il avait signées de sa main, il recommença le bombardement vers le soir du 16 Juin, alors que toutes les barricades principales avaient été déjà enlevées. Vous Vous rappelez notre rage impuissante, nos tentatives infructueuses pour renouveler le combat... et sans doute, Vous n'avez pas encore oublié les infamies et les humiliations de l'état de siège qui suivirent cette odieuse trahison !

Tels furent les effets malheureux de la division que les ennemis du mouvement avaient semée partout entre la bourgeoisie et le peuple. Cette division éclata surtout à Paris dans ces événements fatals du Juin qui ont failli de tuer la révolution. Depuis, au lieu de marcher en avant, nous avons rétrogradé beaucoup : ce furent partout des lois et des mesures réactionnaires, et l'on put craindre même un instant, que la bourgeoisie, égarée par une terreur panique, appellerait à son secours le despotisme déchu. – Mais le danger est passé, grâce à Dieu ! La révolution s'est montrée plus forte que l'intrigue et les intrigants sont restés pour leur frais. Car la Bourgeoisie elle même, cédant à une impulsion toute-puissante qui la pousse presque malgré elle en avant, s'est enfin définitivement partagée en deux camps : les bourgeois rétrogrades et les bourgeois révolutionnaires. Ceux-ci marchent de nouveau avec le peuple, et réunis, ils seront invincibles. – Pour caractériser l'été qui vient de finir, on pourrait dire que c'était l'époque de la réaction bourgeoise contre le peuple. Mais ce fut aussi celle de la *réaction nationale* contre la démocratie, contre la liberté.

Au printemps ce fut un grand mouvement parmi les nations. L'Italie, la Pologne, les Allemands du Limbourg et du Schleswig–Holstein, tous les Slaves, les Magyars, les Valaques de l'Autriche ainsi que ceux de la Turquie, tous les peuples enfin qui avaient gémi jusque là dans les fers et sous le joug étranger, s'étaient levés frémissants, électrisés par le souffle de la révolution. Les rêves les plus hardis venaient de se réaliser ! La pierre écrasante du despotisme, qui pesa de siècles sur la tombe de leur indépendance, fut tout d'un coup enlevée comme par une main invisible : le sceau magique fut brisé, et le monstre, gardien de l'immobilité douloureuse de tant de nations enterrées toutes vivantes, abattu, lui même, par le glaive flamboyant du génie de la liberté, gisait là renversé et mourant... C'était la résurrection des peuples ! – Le despotisme une fois bien mort, les peuples semblaient n'avoir plus rien à redouter. Il n'y avait plus d'ennemis, car il paraissait impossible, qu'oubliant leur devoir, leurs intérêts les plus chers et les plus tristes leçons du passé, ils se missent à se battre les uns contre les autres. La sainte cause de la révolution ne devait-elle pas les unir tous dans une action commune, et puisque dans leur esclavage, dans leurs souffrances et leur honte, ils sont tout solidaires, ne le sont-ils pas aussi dans leur liberté, dans leur bonheur et leur gloire ?

Mais on avait compté sans la révolution. Avec une habileté vraiment diabolique elle s'était emparée de ce mouvement [...]

Variante 5 (extrait)⁷

Pour quelle fatalité étrange ce magnifique élan de justice et de fraternité s'est-il si vite transformé en jalousie, en haine nationale ? D'où sont sortis ces nouvelles dissensions ? ces hostilités, devenues aujourd'hui si dangereuses, qu'elle pourront nous faire craindre le retour du despotisme en Europe, Si nous n'avions dans la toute-puissance de la révolution une foi inébranlable ! Que les rois y ont activement concouru, qu'ils en sont même la cause principale, qui pourrait encore en douter ? et je m'en vais le prouver tout à l'heure par des faits qui convertiront, j'espère, les plus incrédules. Mais rien ne se fait de rien, et il faut bien le dire : toute l'habileté, toute l'autorité intrigante des rois et de leur infâmes serviteurs eussent été en pure perte s'ils n'avaient point trouvé, dans les nation elles-mêmes, des éléments de discorde. Ces éléments quels sont-ils ? Sont-ce les Vieilles injustices, les crimes et les injures sans nombre que les peuples égarés, entraînés par le machiavélisme des princes, avaient commis les uns contre les autres ? Les crimes furent grands sans doute, et ces injures ont laissé, dans plusieurs pays, des traces bien profondes ! Mais la puissance réparatrice de la révolution est plus grande encore et plus forte, à elle seule, que toutes les injures et tous les crimes du passé. Le bonheur de se sentir délivré guérit toutes les blessures, dissipe toutes les rancunes ! Les peuples qui, dans l'ivresse du triomphe, poussèrent la générosité jusqu'à épargner leurs rois, ces causes uniques de leurs fautes, et de leurs hontes et de leurs souffrances comment auraient-ils pu se refuser mutuellement un pardon généreux ? La grande cause de leur émancipation ne devait-elle pas les unir tous dans une action commune ? – Leur devoir, leurs intérêts les plus chers, leurs sentiments mêmes, tout leur commandait cette union, ils étaient sur le point de se réconcilier et de se donner la main pour une nouvelle et glorieuse existence ! Qui les en a empêché ?

Quelques individus ! – Oui, quelques individus à vue courte et aux cœurs encore plus étroits que leurs têtes.

Variante 8 (extrait)⁸

[3] [...] Fort heureusement pour nous, à part quelques villes où les Allemands sont parvenus à introduire des éléments étrangers à nos mœurs Slaves, la bourgeoisie proprement dite n'existe dans aucun de nos pays. Elle est aujourd'hui prédominante à l'occident, et c'est là ce qui fait le malheur et la malédiction de l'époque. Cette classe est la personnification de l'étroitesse, de l'indifférence politique et de l'égoïsme, elle imprime à toutes les choses un caractère désolant de mesquinerie et de mensonge qui lui est propre : elle stérilise tout, et ne vit que d'escamotages et de trahisons. Elle ne croit en rien, elle ne sympathise avec rien, elle n'a entrailles pour aucune souffrance, pour aucune misère, ni de cœur pour aucune de ces grandes questions qui contiennent le bonheur et la dignité de notre espèce. Elle n'a proprement ni patrie, ni couleur politique et peut vivre également dans tous les pays et sous tous les régimes, pourvu qu'on la laisse s'enrichir et jouir de sa fortune à son aise. Gagner de l'argent ! Voilà son but, l'unique préoccupation de sa vie. Les événements les plus graves, les plus palpitants d'intérêt, les catastrophes les plus tragiques, lors même qu'elle décide de l'existence et de l'avenir de plusieurs nations à la fois, n'ont pour elle d'importance qu'en tant qu'ils exercent sur les fonds publics une action quelconque. Toute l'histoire se résume pour elle dans un mouvement de hausse et de baisse : c'est la seule pulsation à laquelle elle sent et reconnaît la vie des peuples : et encore y participe-t-elle d'une manière si étrange, que quand les peuples se réveillent et commencent à respirer et à vivre, elle se désole

⁷ Il s'agit du dernier alinéa de cette variante (p. 5 du manuscrit), qui fait suite à un fragment utilisé à la fin du manuscrit de *l'Appel aux peuples slaves* et apparaît donc comme une possible continuation de celui-ci.

⁸ Il s'agit des deux dernières pages de cette variante. Les pages précédentes contiennent des passages qui ont été repris, avec peu de modifications, dans *l'Appel aux peuples slaves*.

et se plaint : pour la rendre contente, il faut qu'ils subissent un joug éternel. C'est à cette condition que les affaires, que *ses* affaires peuvent marcher. Le contentement de la bourgeoisie est donc toujours en raison inverse avec la liberté des peuples : son intérêt est toujours diamétralement opposé à l'intérêt des masses : mais elle pousse si loin la naïveté cynique de son égoïsme, qu'elle est très sérieusement convaincue que les grandes masses doivent se sacrifier pour elle, qu'elles doivent se tenir tranquilles afin de ne pas troubler son commerce, et elle s'indigne quand elles ne le font pas. Cette tranquillité morne, cette résignation stupide des peuples dans l'esclavage et dans la misère, elle les appelle, dans son jargon : *légalité* et *ordre public*, deux mots qui furent inventés par une société d'hypocrites, à l'usage d'une compagnie de bourreaux. Avec ces deux mots, l'aristocratie bourgeoise, depuis qu'elle est arrivée au pouvoir en Europe, a déjà commis les plus grands crimes politiques : avec ces deux mots elle a cent fois trahi et vendu l'honneur et la liberté des nations : elle les exploite, elle les vole, elle les opprime sans leur laisser seulement le droit de se plaindre et de se révolter. Avec ces deux mots, elle excuse les mesures les plus tyranniques, les plus féroces, [4] les plus monstrueuses : elle s'en est fait comme une égide contre la voix de sa propre conscience et contre l'indignation populaire : mais lorsque les peuples fatigués de souffrir se lèvent enfin pour se faire justice à eux-mêmes, c'est encore en criant ces deux mots qu'elle appelle à son secours les violences et la brutalité des soldats. Des hommes comme Windischgrätz, comme Wrangel et comme le général Cavaignac⁹ sont les derniers arguments du libéralisme bourgeois.

L'hypocrisie ne peut être défendue que par la force brutale de la riche bourgeoisie, se sentant méprisée et haïe par tout le monde, et ne trouvant en elle-même rien qui puisse la soutenir contre tant d'ennemis, cherche naturellement la protection des despotes. Elle intrigue partout en leur faveur. Elle espère à force d'argent et de machinations ténébreuses pouvoir embarrasser la marche de la révolution, et, il faut le dire, ses efforts criminels n'ont pas été entièrement perdus. Ils ont déjà porté des fruits détestables, ils nous ont fait rétrograder beaucoup depuis le printemps, ils ont retardé l'explosion de la guerre générale, cette première nécessité de la révolution Européenne. – Aujourd'hui les bourgeois triomphent, ils osent prophétiser la fin prochaine de la révolution, ils la croient déjà presque morte : lâches et rampants comme des [mot illisible dans le manuscrit] au jour du danger, ils se montrent aujourd'hui insolents, car Windischgrätz est à Vienne, Radowitz¹⁰ a reconquis l'Italie, la Pologne ne bouge plus, la Hongrie est menacée par une immense armée autrichienne, Berlin va être bientôt bombardé comme l'ont été Vienne et Prague, et Louis Bonaparte, le neveu ridicule du grand Napoléon, le candidat de l'empereur Nicolas, va tuer d'un seul coup la république, et l'honneur de la France.

⁹ Friedrich Heinrich Ernst Graf von Wrangel (1784-1877), général prussien qui se distingua lors de la guerre du Schleswig contre les Danois (printemps 1848) puis en marchant contre Berlin insurgée en novembre 1848. Louis Eugène Cavaignac (1802-1857), général et homme politique français qui écrasa dans le sang les Journées de Juin 1848 à Paris.

¹⁰ Lapsus manifeste : Bakounine confond ici Joseph Maria Ernst Christian Wilhelm von Radowitz (1797-1853), général et homme politique prussien, député conservateur au parlement de Francfort et futur artisan de la politique étrangère de la Prusse, avec le maréchal autrichien Joseph Wenzel Radetzky (1766-1858) qui commanda l'armée autrichienne dans le nord de l'Italie et obtint la reddition de Milan en août 1848. La version publiée de l'*Appel* corrigera cette erreur.

[1] Appel aux Slaves par un patriote russe¹¹

[2]

[3]

Frères !

L'heure de la résolution a sonné. Il s'agit de se déclarer ouvertement, ou pour le vieux monde en ruine, afin de le soutenir encore un moment, ou pour le monde nouveau, dont la lumière a pénétré jusqu'à vous, et qui appartient aux générations et aux siècles à venir. Il s'agit aussi pour vous de savoir si l'avenir sera à vous, ou bien si vous voulez encore une fois, pour des siècles, être replongés dans la tombe de l'impuissance, dans la nuit des espérances vaines, dans l'enfer de l'esclavage. Du choix que vous ferez dépendra le sort des autres peuples qui tendent à l'affranchissement : selon votre résolution ils marcheront vers le but d'un pas rapide et sans obstacle, ou bien ce but, qui ne saurait pourtant s'évanouir jamais, se perdra de nouveau dans un nébuleux lointain. Sur vous sont dirigés tous les regards dans une attente pleine d'anxiété. De ce que vous allez choisir dépendra l'accomplissement des destinées du monde, soit dans un jour très rapproché, soit dans un avenir reculé. Votre salut ou votre perte, la bénédiction des peuples ou leur malédiction : choisissez !

[4] En deux camps est partagé le monde. Il n'y point de route au milieu. Et ce ne sera point impunément que quelques-uns voudront se soustraire au lien indissoluble et immense sous lequel doivent s'unir, pour vaincre ou mourir, tous ceux qui poursuivent le même but.

En deux camps est partagé le monde. ICI LA REVOLUTION – LA LA CONTRE-REVOLUTION, voilà les solutions, frères, il faut que chacun choisisse son camp, vous comme nous.

Il n'y a point de route au milieu. Ceux qui en montrent une et qui la recommandent, ceux-là sont ou trompés ou trompeurs.

Trompés s'ils ajoutent foi à ce mensonge, que l'on peut se glisser le plus sûrement jusqu'au but en accordant quelque petite chose à chacun des grands partis en lutte afin de les adoucir tous deux et d'empêcher ainsi l'explosion de la bataille inévitable, nécessaire.

Trompeurs s'ils cherchent à vous persuader que, selon l'art des diplomates, vous devez vous tenir neutre quelque temps, et vous ranger ensuite du côté du plus fort, afin de faire heureusement vos propres affaires, grâce à son secours.

Frères, méfiez-vous de l'art diplomatique. C'est lui qui précipité la Pologne vers sa perte, le même sort vous serait réservé.

Que vous dit la chicane diplomatique ? Que vous pourrez vous servir d'elle comme moyen, pour soumettre vos ennemis. Mais ne voyez-vous pas qu'au lieu de pouvoir vous servir d'elle, vous n'êtes entre ses mains qu'un instrument avec lequel elle écrase [5] en ce moment son ennemi à elle ? Après en avoir fini avec celui-là elle se retournera contre vous, devenus isolés et faibles et vous mettra la tête sous le joug. Ne voyez-vous pas que c'est là précisément la honteuse tactique, la ruse de la contre-révolution ? Ne connaissez-vous pas la vieille maxime de tous les oppresseurs : « Divisons, pour régner ».

Que pourriez-vous attendre d'ailleurs de la diplomatie ? Peut-elle renier son origine qui n'est autre que le despotisme ? Peut-elle avoir d'autres intérêts à faire triompher que ceux auxquels elle doit son origine ? Peut-elle travailler à la naissance du monde nouveau, qui sera sa condamnation et sa mort ? Jamais. Regardez-la seulement en face, et devant ce visage, type de méchanceté, de duplicité et de trahison, vous serez saisis du dégoût le plus profond. Vous le repousserez, car du mensonge ne naît jamais la vérité. Les eunuques n'ont jamais rien fait de grand, et la liberté ne peut être conquise qu'avec la liberté.

¹¹ Depuis la traduction et adaptation en allemand (sous le titre *Aufruf an die Slaven von einem russischen Patrioten*, Kœthen, 1848) de *L'appel aux peuples slaves*. La retraduction en français a été publiée dans le journal *La Réforme* du 7 janvier 1849.

Avec raison vous maudissez cette vieille politique allemande, objet de votre haine légitime, qui ne rêva jamais que votre ruine, qui vous tint enchaînés pendant des siècles, qui, naguère encore à Francfort, répondait par l'ironie à vos justes espérances et à vos suppliques, qui se réjouissait à Vienne de la dissolution de notre congrès de [6] Prague. Mais ne vous y trompez pas, et écoutez bien : cette vieille politique que nous condamnons, que nous maudissons comme vous, et à laquelle nous promettons une terrible vengeance, cette politique ne sera pas celle du futur peuple allemand, elle n'est pas celle de la révolution allemande, de la démocratie allemande. Elle n'est que la politique des vieilles chancelleries d'État, des droits monarchiens, des aristocrates et des privilégiés de toute nature : elle est la politique des camarillas et des généraux dirigés par elles comme des machines de guerre, des Radetzky, des Windischgrätz et des Wrangel : c'est la politique dont nous préparons la chute, nous tous qui sommes animés de l'esprit de jeunesse et d'avenir, qui saisissons avec transport la main des démocrates de tous les pays, afin de lutter tous ensemble, étroitement unis, pour le salut commun, pour l'avenir de tous les peuples.

Ce que font les réactionnaires pour une mauvaise cause, ne devons-nous pas le faire pour notre bonne cause ? Quand la réaction conspire dans toute l'Europe, quand avec l'aide d'une organisation préparée lentement et s'étendant partout, elle travaille sans relâche, la Révolution doit se créer une puissance capable de la combattre.

C'est un devoir sacré, pour nous tous soldats de la Révolution, démocrates de TOUS les pays, d'unir nos forces, de nous entendre et de nous grouper.

Au premier signe de vie de la Révolution, vous le savez, il y eut un long cri de haine contre la vieille politique des oppresseurs, un long cri de sympathie et d'amour [7] pour toutes les nationalités opprimées. Les peuples qui avaient été si longtemps traînés à la chaîne de la diplomatie eurent enfin le sentiment de leur honte et reconnurent que le bien-être des nations ne pouvait être assuré tant qu'il existerait encore, quelque part en Europe, un seul peuple courbé sous le joug. Que la liberté des peuples, pour pouvoir être acquise quelque part devait l'être partout et, pour la première fois, les peuples demandèrent, comme une seule voix, la liberté vraie et tout entière, la liberté sans réserve, sans exception, sans entraves. « Arrière les oppresseurs ! » crièrent tous. « Liberté aux opprimés, aux Polonais, aux Italiens, à tous ! Plus de guerres de conquête, mais la guerre dernière, suprême, la guerre de la Révolution pour l'affranchissement de tous les peuples ! Arrière les limites étroites imposées de force par le congrès des despotes, selon les nécessités prétendues historiques, géographiques, commerciales, stratégiques ! Il ne doit plus y avoir d'autres frontières que celles qui répondent à la fois à la nature et à la justice, selon le sens de la démocratie, et que traceront les peuples eux-mêmes dans leur volonté souveraine, en se fondant sur leurs sympathies nationales ! » Tel est le cri unanime des peuples.

Frères ! Vous l'entendîtes alors, ce cri sublime ? A Vienne, encore, vous en souvient-il, vous l'avez entendu et compris, ce jour où, combattant encore avec les autres pour le salut de tous, vous dressiez au milieu des barricades allemandes cette grande barricade slave où flottait votre bannière nationale avec cette devise : A NOTRE LIBERTE FUTURE !

[8] Qu'il fut grand et beau ce mouvement qui s'étendit sur toute l'Europe et la fit tressaillir ! Touchés du souffle révolutionnaire, Italiens, Polonais, Slaves, Allemands, Magyars, Valaques de l'Autriche et Valaques de la Turquie, tous ceux enfin qui agonisaient sous le joug étranger, se levèrent en frémissant de joie et d'espérance. Les rêves les plus audacieux allaient se réaliser. Les peuples voyaient enfin rouler au loin, comme écartée par une main invisible, la pierre qui depuis des siècles couvrait le tombeau de leur indépendance : le sceau enchanté était brisé, et le dragon qui gardait la douloureuse léthargie de tant de peuples mort-vifs gisait là, frappé mortellement et râlant. La vieille politique des rois était évanouie, une nouvelle naissait à la vie, celle des peuples. La Révolution, dans sa toute-puissance, déclarait dissous les États des despotes : dissous l'empire prussien qui abandonnait l'un des débris de la Pologne, dissous l'empire d'Autriche, ce monstre composé de nations diverses qui avaient été enchaînées les unes autres par la ruse, la force, et les crimes, dissous l'empire turc, au sein duquel

700 000 Ottomans à peine avaient foulé aux pieds une population de douze millions de Slaves, de Valaques et de Grecs, dissous enfin la dernière consolation du despotisme, le dernier boulevard du machiavélisme et de la diplomatie frappée au cœur, dissous l'empire russe, pour que les trois grandes nations si longtemps asservies dans son sein, la Grande-Russie, la Petite-Russie et la Pologne, affranchies enfin et rendues à elles-mêmes pussent tendre leur main libre à tous leurs frères de la race slave. Ainsi, dissolution, bouleversement et régénération dans tout le nord et l'est de l'Europe, l'Italie libre, et, comme [9] dernier résultat : FEDERATION UNIVERSELLE DES REPUBLIQUES EUROPEENNES.

Comme des frères nous nous réunîmes alors à Prague, comme des frères qui, après une longue séparation, se revoyaient enfin pour se dire que désormais leur chemin ne les séparerait plus. Ressentant vivement les liens communs de l'histoire et du sang, nous jurâmes de ne plus laisser diviser nos destinées. Maudissant la politique des despotes dont nous avons été la victime si longtemps, nous établîmes nous-mêmes notre droit à une indépendance absolue, et nous promîmes qu'elle serait commune à tous les peuples slaves. Nous reconnûmes à la Bohême et à la Moravie leur nationalité. Les prétentions absurdes du parlement de Francfort, de ce parlement devenu maintenant la risée de l'Europe, et qui voulait faire de nous des Allemands, ces prétentions nous les repoussâmes tandis que nous tendîmes une main fraternelle au peuple allemand, à l'Allemagne démocratique. Au nom de ceux des Slaves qui habitaient la Hongrie nous offrîmes aux Magyars, à ces ennemis ardents de notre race qui, au nombre de quatre millions à peine, prétendaient faire subir le joug à huit millions de Slaves, nous leur offrîmes une alliance fraternelle. Nous n'oubliâmes pas non plus, dans notre pacte pour l'affranchissement, ceux de nos frères qui gémissent sous la domination turque. Nous condamnâmes solennellement cette politique criminelle qui déchira trois fois la Pologne et veut déchirer encore ses tristes débris : nous exprimâmes le vœu ardent de voir bientôt la résurrection de ce noble et saint peuple martyr, comme le signal de la [10] délivrance de nous tous. Enfin nous fîmes un appel chaleureux à ce grand peuple russe qui, seul parmi tous les Slaves, a pu conserver une existence nationale : nous le conjurâmes de songer enfin sérieusement à ce qu'il ne sait que trop bien, à savoir que sa nationalité et sa grandeur ne sont rien, tant que lui-même ne sera pas libre, tant qu'il souffrira que sa force serve de fléau à la malheureuse Pologne, et de menace perpétuelle à la civilisation européenne. Voilà ce que nous fîmes et, avec les démocrates de tous les pays, nous demandâmes **la liberté, l'égalité, la fraternité des nations** au sein desquelles, libres comme elles et ayant avec toutes de fraternels rapports, les peuples slaves, unis par une alliance plus étroite, pussent se transformer promptement en un vaste État démocratique.

Nous avons alors pleine confiance dans le succès de notre cause. Il n'y avait pas à douter du triomphe, du moment que nous le voulions fermement : car la justice et l'humanité étaient de notre côté, et du côté de nos ennemis il n'y avait qu'injustice et barbarie. Ce n'était pas à des rêveries stériles que nous nous livrions, mais aux idées de la politique vraie et nécessaire, de la politique de la délivrance par nous-mêmes, de la révolution, de l'action et du travail combinés avec les aspirations de tous les pays, avec les efforts des démocrates du monde entier. La politique contraire, celle qui vous fut proposée, nous la rejetâmes comme étant la politique de l'hypocrisie et de la trahison, la politique [11] des diplomates, des sages d'État. Ces derniers vous conseillaient de chercher, dans la restauration de la toute-puissance impériale et dans le salut de l'Autriche, votre propre salut : car, disaient-ils, en rendant la force à l'empereur, vous, les Slaves autrichiens, vous formerez en État slave indépendant et libre, grâce à cette force de la puissance impériale. Le seul danger que nous courions à Paris consistait dans l'adoption de cette politique, et j'en avertis le congrès. Nous échappâmes alors à ce péril, et le parti des politiques d'État dut se retirer devant notre enthousiasme pour la cause commune des Slaves et de toutes les nations libres.

Mais que firent les valets de cette politique d'État, réprouvée par nous ? Tant qu'ils crurent utile de paraître favorables à notre congrès, pour leur but diplomatique et leurs projets contre la révolution allemande et la révolution magyare, ils le tolérèrent : mais ils commencèrent à se déchaîner contre nous

dès qu'ils virent que le congrès se tournait contre leurs plans, et qu'au lieu de vouloir servir leurs intérêts, il se rangeait du côté des intérêts sacrés de la liberté et de la fraternité des peuples. Ils finirent par fermer le congrès et bombarder Prague avec l'aide de Windischgrätz. Ce fut en vain que le peuple opposa pendant cinq jours la plus héroïque résistance : trahi par ceux-là même qui étaient appelés à défendre la ville, il succomba et le congrès slave fut dissous. Et pourtant nous déclarons que rien n'est perdu. Pleins de foi dans notre sainte et juste cause, nous nous séparâmes et nous dispersâmes afin de travailler [12] pour elle en tous lieux et de préparer partout le terrain pour notre prochaine délivrance. Nous jurâmes de nous retrouver au grand jour de l'émancipation commune des Slaves.

Les despotes tremblèrent, malgré leur apparente victoire à Prague. Ils tremblèrent de nous voir accomplir le serment de vengeance que nous fîmes au milieu de l'explosion des bombes dont fut couvert Prague (la cité d'or) par Windischgrätz, le bourreau de notre liberté, au milieu des ruines et des cadavres, au milieu du sang de nos vaillants frères. Ils tremblèrent devant le réveil et l'insurrection des peuples slaves qu'ils s'étaient flattés d'abord de mener comme des enfants dociles.

Que firent les despotes ? Ils se dirent entre eux : La réveil des Slaves menace de devenir notre perte : trouvons le moyen de transformer ce réveil slave en ancre de salut pour nous ! Quel moyen ? Excitons les Slaves contre les Allemands et les Allemands contre les Slaves ! A ces enfants encore inexpérimentés dans la politique, persuadons, par des raisons spécieuses et des tableaux illusoire, qu'ils seront très sages en prenant le chemin qui ne pourra conduire que nous-mêmes à notre but. Souillons-leur, à ces fins, la vieille haine héréditaire, tous les préjugés justes et injustes, tous les motifs à peine ébranlés encore de l'orgueil et de l'envie nationaux : empoisonnons les cœurs, révoltons les sentiments, éblouissons les esprits et enflammons-les les uns contre les autres. Ce feu que nous allumons de la sorte, attisons-le à force de promesses [13] flatteuses, et faisons-en in vaste incendie.

Ce qui fut dit fut fait, et ils sont parvenus, ces ennemis éternels de la liberté et de la justice, ces agents de discorde et de trahison, ces diplomates de la politique d'État, ils sont parvenus, frères, à vous égarer un moment. Et, dans votre colère, vous vous êtes tournés contre les Magyars, oubliant qu'en vous faisant les instruments de la cause dynastique et du despotisme, vous attaquiez LA CAUSE DE LA REVOLUTION, qui est votre propre cause. A notre alliée naturelle et à notre amie, la Démocratie, vous avez fait payer à Vienne, à Slaves, les attentats commis contre vous par la vieille politique allemande, par le système despotique renaissant à Francfort. Des Slaves ont été, hélas ! punir à la personne des coupables et les alliés des vengeurs. Et le parti des politiques d'État, fuyant lâchement la ville de Vienne où le peuple juge était maître, s'en alla à Prague et de là vous cria ce mensonge : Que l'insurrection viennoise n'était point une révolution populaire, mais seulement un mouvement opéré par l'or des Magyars. Mais qui donc parmi nous, ô frères, serait assez misérable, assez stupide [14] pour ajouter foi à ce conte absurde. Est-ce que les révolutions se font avec de l'or ? Non. Tout l'or du monde ne saurait entraîner un peuple à la révolte, et la jeunesse d'aucun peuple n'est assez vile pour se mettre à l'encan.

Vous serez libres ! vous ont dit les politiques de l'Autriche impériale, dès que vous nous aurez aidés à vaincre nos ennemis. Quel mensonge ! Vienne est tombée... [15] Où donc est la liberté de Prague ?

Déjà votre erreur se dissipe : déjà, frères, vous êtes rendus à vous-mêmes : déjà vous voyez clair. Ce qu'a fait votre Jelačić, vous l'avez devant les yeux, et le but qu'il poursuivait n'est plus un secret pour personne. Quel fut son premier prétexte ? De défendre la liberté slave contre la politique oppressive et antipopulaire du parti régnant des Magyars. Il le disait : mais, au lieu de cela, il marcha sur Vienne et aida à vaincre le mouvement populaire, la démocratie. Jelačić a trahi une cause juste et sainte, le mouvement démocratique des Slaves du sud. Il l'a vendu tout justement à cette politique ennemie et sans cœur, pour la ruine de laquelle les peuples slaves soulevés avaient confié à sa direction leur jeune et naissante vigueur. Sa mission avait été de voler au secours de notre famille des Slovaques de Bohême, avec les forces fraternelles que lui procurait la révolte des Slaves du sud. Dédaignant cette mission sainte,

il préfère être un employé autrichien et conduire son armée contre la capitale, afin d'en faire de nouveau un foyer de despotisme pour toute l'Autriche, pour toute l'Europe. Au lieu de travailler pour la liberté de toutes les nations, il travailla, au contraire, pour l'exécution du complot des oppresseurs des peuples, des dévastateurs des villes, des mitrailleurs des masses et des vieux despotes : de ce complot organisé à Innsbruck et à Vienne, repris avec joie et activité à Potsdam, sanctionné [16] à la fois par la puissance centrale de Francfort et par l'autocrate de Pétersbourg.

Autrichiens vous devez être, ô Slaves ! Ainsi le voudrait du moins la politique d'État, et ainsi le voudrait le traître Jelačić qui a eu l'audace d'annoncer hautement cette politique comme devant être le salut des Slaves.

Autrichiens vous devez être. Que signifie être Autrichiens ? Cela veut dire : Aider le despotisme à affaiblir par la division et la haine chacun des peuples de races diverses qui sont attachés à la chaîne commune que tient l'empereur d'Autriche, rendre fort par cela même celui qui tient la chaîne, et lui faciliter les moyens de les tenir tous sous le même joug. Cela veut dire : Rendre possible, pour le despotisme, ce coup de maître qui consiste à empêcher des hommes, unis par le sang, la langue, les mœurs, les grands souvenirs de l'histoire et de plus grandes espérances encore pour l'avenir, et voulant s'associer à une commune destinée : à les empêcher, dis-je, de se rapprocher pour former librement une nation. Cela veut dire : Donner au despotisme la force nécessaire pour renouveler l'histoire de la Pologne violemment déchirée en morceaux, lesquels entre les mains de chaque État despotique se sont vus déchirés encore, de manière à ce que tout espoir de renaissance fût à jamais éteint (s'il était possible) au cœur de ce généreux peuple. Cela veut dire : Aider à détacher, de la cause commune des Slaves, la cause des Tchèques, des Slovaques, des Serbes, des Croates et de tous les peuples de notre race, quel que soit le nom qu'on leur ait donné sous la [17] tyrannie autrichienne.

Autrichiens vous devez être ! Mais que gagneriez-vous donc, frères, à devenir Autrichiens ?

Il y a deux perspectives. Ou bien la monarchie autrichienne restera ce qu'elle est, un mélange de peuples divers auxquels en fera la grâce d'accorder des droits égaux : et vous ne serez alors, au sein de ce chaos, que ce que vous avez toujours été : de ils esclaves impuissants et méprisés, soumis à l'arbitraire et aux ordres de Vienne, sans liberté, sans force propre, sans influence sur le développement des destinées slaves en particulier, et encore moins de celles de l'humanité.

Ou bien la monarchie autrichienne ne réussira à se conserver qu'autant qu'elle se transformera en État slave, ainsi qu'on vous en fait la belle promesse en ce moment : et qu'aurez-vous alors ? Serez-vous libres et grands dans cette seconde alternative qui vous serait la plus avantageuse ? Non ! D'un côté vous serez les oppresseurs de vos frères, de nationalité étrangère, les despotes des Italiens, des Magyars, des Allemands de l'Autriche. Vous ferez aux autres ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse. D'autre part, vous serez encore esclaves et valets, les valets de votre propre gouvernement despotique : car, sachez-le bien, il n'est donné à personne d'asservir s'il n'est asservi lui-même. Moi, qui suis Russe, je vous le dis. Vous vous attirerez la haine non pas seulement de tous ceux que vous opprimerez, mais de toute l'Europe libre et amie de la liberté. Vous aurez contre vous la haine, la colère, le mépris et les malédictions de tous les peuples : et, misérable instrument de mal et de ruine pour les autres, vous travaillerez à vos propres maux et à votre propre ruine.

Slaves de l'Autriche, que serez-vous sous l'empereur de Vienne ? Rien. Que pourriez-vous être dans la patrie avec tous vos frères de race ? Une gigantesque puissance de 80 millions, un formidable bouclier pour la liberté, la joie et l'orgueil de l'humanité renaissante.

Frères ! Je suis Russe, et je vous parle comme Slave. Mes pensées, mes sentiments, je vous les ai fait connaître ouvertement au congrès de Prague. Vous savez que moi, Russe, je ne vois le salut de mes compatriotes que dans l'union et la fédération de tous les peuples slaves affranchis. Vous savez que je me suis imposé, comme devoir de la vie, la poursuite de ce but grand et sacré.

C'est là ce qui me donne le droit de vous parler ainsi que je le fais : car, en me préoccupant de vos intérêts, je m'occupe des miens : votre cause, votre salut, votre honneur sont les nôtres : votre honte et votre ruine seraient pour nous la honte et la ruine. C'est [20] au nom de 60 millions de Slaves que je vous parle, au nom de 60 millions de vos frères, les comme vous d'une longue et dure servitude, et qui, autant qu'ils ont pu avoir connaissance de la réunion du congrès de Prague, avaient fixé les yeux sur lui comme sur leur sauveur et leur Messie. Je regarde comme l'honneur de ma vie d'avoir été membre de ce congrès et d'avoir participé à ce qu'il a pu débattre et conclure pour le salut commun. Le peuple russe, cette grande fraction de la famille slave, que je représentai alors et que je représente encore ici dans ces lignes que je vous adresse, vous le reconnaissez aussi dans sa puissance et dans sa grandeur. Je sais qu'avec fierté et confiance dans l'avenir, vous avez les yeux sur lui, à qui seul parmi tous les Slaves il y a été donné de conserver intacte son indépendance nationale : et vous êtes convaincus qu'il sera le soutien et la force du slavisme.

Mais sachez bien distinguer, ô Slaves mes frères ! Ce n'est point la Russie asservie et esclave, ce n'est point son oppresseur et son tyran qui doivent être l'objet de votre confiance, si vous attendez votre salut de la Russie : mais bien la Russie insurgée, la Russie soulevée pour la liberté, c'est le peuple russe, en un mot, dans sa force libre.

C'est au nom de ce peuple que je vous le dis, moi le Russe :
NOTRE SALUT A TOUS EST DANS LA REVOLUTION, ET PAS AILLEURS.

Ni dans l'empereur Nicolas, ni dans ses armées, ni dans sa puissance et dans sa politique ne sont votre salut, votre patrie : [21] mais dans la Russie nouvelle qui s'apprête à renverser bientôt cette Russie impériale et à l'anéantir.

Croyez-moi, ce ne sont nullement les oukases du czar, du despote de la Russie, qui expriment nos sentiments, nos désirs, notre volonté. Non, et encore une fois, non ! Notre peuple ressent profondément la honte de la servitude dans laquelle le retient son tyran : le peuple russe est le plus grand ennemi de celui que plusieurs parmi vous regardent comme son vrai représentant : il est le plus grand ennemi de Nicolas, son géôlier, son bourreau et la cause de son déshonneur.

Qu'est-il, en effet, ce Nicolas ? Un Slave ? Non. C'est un seigneur de Holstein-Gottorp¹² sur un trône slave, un tyran d'origine étrangère ! Serait-il un ami de son peuple ? Pas plus. C'est un despote froid et calculateur, qui n'a ni cœur, ni pensée pour tout ce qui est russe, pour tout ce qui est slave : qui n'a pas la moindre idée de ce qui bout et fermente mystérieusement au sein de son peuple. Serait-il un protecteur des intérêts slaves en général ? Non. Il l'est si peu, que chaque jour il les trahit, et qu'il ne se sert de ce terrible mot : le « panslavisme », que comme d'un moyen politique, d'une menace à l'aide de laquelle il cherche à assurer son influence et sa domination sur l'Allemagne, influence que maudit cette dernière et qui cause sa ruine. Toute sa préoccupation, toute sa politique est d'être fort en Allemagne, dont les petits despotes sont ses [22] disciples et ses admirateurs. La Russie, le slavisme, il ne les considère que comme des instruments avec lesquels il poursuit sa vieille politique, basée seulement sur la division des peuples et des princes. Cette politique consiste, en effet, à trahir les Slaves à l'aide de l'Allemagne, pour trahir les Allemands à leur tour à l'aide des Slaves trompés. Voulez-vous savoir au juste ce que valent à ses yeux les Slaves, leur race et leurs intérêts ? Rappelez-vous sa lettre de

¹² La lignée masculine des Romanov s'étant éteinte en 1762 avec la mort de l'impératrice Elisabeth Ire (née en 1709), le trône impérial russe passe, avec Pierre III, à la branche des Holstein-Gottorp de la maison d'Oldenburg. Après quelques mois de règne, Pierre III (1728-1762) est renversé par sa femme (et néanmoins cousine) Catherine II (1729-1796) et sans doute assassiné par son amant le comte Orlov. Le fils de cette dernière lui succéda sous le nom de Paul Ier (1754-1801). Pierre III n'était sans doute pas son père. Après l'assassinat de Paul, son fils Alexandre Ier (né en 1777) lui succède et meurt, peut-être assassiné, en décembre 1825. Il est remplacé par son jeune frère Nicolas Ier (1796-1855), dont il est question ici.

félicitations à Windischgrätz, au massacreur des Slaves de Prague, en récompense d'horribles exploits contre les défenseurs de la cause slave ! Songez aussi à cet or, à ces armes, à ces troupes qu'il envoya aux Slaves du Sud pour les exciter à la révolte. Ce n'est point en leur qualité de Slaves se soulevant pour le salut de nous tous, qu'il les assistait ainsi : mais il les excitait parce que, selon les calculs infâmes, cette révolte devait servir le despotisme autrichien, son enfant d'adoption. Il les assistait sous cette condition surtout, souvenez-vous-en, qu'ils séparaient leur cause de celle de des Polonais. Rappelez-vous encore qu'il tenait ses soldats prêts à envahir la Galicie, au premier signe de la camarilla autrichienne ! Vous savez enfin que tous ses efforts tendent à empêcher la renaissance de la Pologne, parce que la renaissance de la Pologne serait la fin de sa puissance.

Mais sa dernière heure a sonné.

Je vous le dis encore une fois : le peuple russe est enfin las de son esclavage et de sa honte, las de n'être que l'instrument misérable d'une politique maudite. Frères, que les apparences ne vous trompent pas ! [23] Gardez-vous de croire que ce peuple-géant soit encore lié par tous ses membres dans un magique sommeil de fer ! Je vous le dis : sa léthargie n'est plus si profonde, il ne fait plus que sommeiller, il se réveille déjà. Ne vous faites pas illusion sur la puissance de Nicolas et sur la confiance qu'il a dans son art de despote, dans sa fidélité de ses armées, dans la soumission des masses. Lui-même n'a plus foi dans sa force.

Je vous le dis : cette foi s'éteint partout aussi chez ses peuples, et le knout, les dégradations, les confiscations, l'exil en Sibérie et au Caucase, sont de mauvais moyens pour le ranimer.

Je vous le dis : l'art du despote s'émousse de plus en plus sur la poitrine d'airain de l'esprit révolutionnaire et c'est en vain, d'autre part, que le tyran essaie de préserver de cet esprit la terre russe. C'est en vain que, tremblent intérieurement quoiqu'il s'efforce extérieurement de paraître calme et rassuré, c'est en vain que Nicolas garnit toutes ses frontières d'épais cordons de troupes, et qu'il s'apprête même, dans son audace insensé, à marcher à la rencontre de l'esprit de la révolution sur les territoires de l'Autriche et de la Prusse. C'est en vain, vous dis-je, car l'esprit s'avance invisible et marche sans cesse, se moquant des cordons et des entraves, comme le choléra asiatique.

Je vous le dis : la fidélité des armées russes est attaquée au cœur et ébranlée par la sympathie du Slave pour le Slave : elle l'est par les pulsations du cœur russe répondant fraternellement à celles d'un cœur polonais. Oui, le cœur des Russes saigne de douleur et de honte à la vue de ces conseillers allemands du sceptre russe trahissant un peuple slave et le livrant avec tant de cruauté aux tyrans de l'Allemagne, ou partageant insolemment avec eux les nobles dépouilles. Le cœur des Russes saigne [24] et se soulève d'indignation, en voyant le sort affreux de cet héroïque peuple de frères slaves, qui nous a précédés tous dans la voie de la liberté : qui dans un long martyre a répandu son sang précieux pour notre avenir à tous, mais qui n'a jamais désespéré, ne s'est jamais lassé, malgré des injures sans nom et des malheurs inouïs : dont la résurrection nous donnera le signal de feu qui, illuminant la nuit de notre long esclavage, dirigera tous les Slaves dans la voie de l'affranchissement et du salut. Oui, la Pologne, c'est le pieu dans les chairs du despotisme russe qui saigne sans cesse depuis le crime du partage. Cette croix à laquelle il a cloué le martyr est devenue l'instrument de sa propre expiation, et sur ce lieu de torture il est condamné à terminer son infâme existence, Nicolas en a le pressentiment, et c'est pourquoi il continue à enfoncer toujours plus profondément ses griffes de vautour dans les membres pantelants de ce pauvre corps déchiré de la Pologne, éperdu qu'il est de terreur, et tremblant de voir ces membres immortels se rencontrer de nouveau, se réunir pour former un corps animé et accomplir sur lui, le bourreau des Slaves, la terrible vengeance longtemps remise, mais jamais abandonnée. Au sein de sa puissance et de sa splendeur, il sent dans les entrailles d'agiter, comme une torture mortelle, la grande proie qu'il a dévorée, mais que jamais le despotisme ne pourra digérer. Il sent et il sait tout cela : mais ce qu'il ne sait ni ne veut croire, c'est que la poison fait déjà de terribles ravages dans ses veines et dans toutes les parties de son corps : c'est que son armée, soldats et généraux, partout où elle est en contact avec le peuple polonais, ressent [25] l'influence magique de ce sanctuaire de notre rationalité, consacré

par tant de souffrances, de cette arche sainte de notre délivrance, de cette colonne de feu et de fumée qui, jour et nuit, à travers le désert de notre servitude, nous indique le chemin de la terre promise des Slaves. Oui, les Russes sentent avec la Pologne, ils sont inspirés, possédés de l'esprit de la Pologne : dans le salut de la Pologne ils reconnaissent leur propre salut : ils ne peuvent plus combattre contre la Pologne, mais pour la cause de la Pologne.

Tu comptes sur la soumission des masses, aveugle czar ! Tu es habile et rusé dans les petites choses : mais tes ruses grossières, ô czar, ne sont bonnes qu'à opérer des prodiges dans cette Europe qui tombe de vieillesse. Un pareil succès t'a ébloui, et tu bâtis chez toi sur le sable ! Il est vrai que la révolte des paysans en Galicie nous a été fatale un moment. Favorisée et nourrie par toi, elle tourna contre les gentilshommes polonais, animés de l'esprit de liberté et du génie de la démocratie : mais cette révolte galicienne renferme dans son sein le germe d'une puissance nouvelle et inconnue, un feu volcanique dont l'explosion couvrira bientôt et consumera en clin d'œil, sous des montagnes de lave, tous ces beaux jardins qu'aura plantés l'art de la diplomatie : ta domination et ta puissance seront englouties et anéanties, aveugle czar, sans même laisser de traces ! Une révolte de paysans en Galicie n'est rien, mais le feu qu'elle a allumé s'étend et se propage comme dans un foyer souterrain, et déjà ce feu s'ouvre des cratères parmi les masses de serfs de ton vaste empire, et cette lueur immense éclairera l'Europe entière de ses reflets sanglants. Des prodiges révolutionnaires surgiront des profondeurs de cet océan de flammes. La Russie est le but de la Révolution européenne : la force révolutionnaire se déploiera là dans sa plus terrible énergie, c'est là qu'elle terminera son œuvre. Avec cette force [26] passible, indomptable et persévérante, dont le peuple russe a fait preuve pour conserver son indépendance à l'intérieur, au milieu de toutes les tempêtes qui ont bouleversé le monde salve : avec cette même fermeté d'airain il s'emparera de la Révolution afin de conquérir et de garder sa liberté intérieure. C'est à Moscou que seront brisées les chaînes de l'esclavage sous lesquelles le sceptre russe tient encore réunis tant de peuples domptés : c'est à Moscou que, du même coup, sera proclamée pour toujours la liberté des Slaves : c'est à Moscou, enfin, que, définitivement, sera brisé le joug qui pèse sur l'Europe ou qui la menace : c'est à Moscou que, du sein d'une mer de sang et de feu, s'élèvera au ciel l'astre resplendissant de la Révolution, l'étoile polaire qui dirigera vers son salut toute l'humanité affranchie.

Debout donc, peuples slaves ! debout donc, ô vous qui êtes appelés à combattre aux avant-postes ! Au nom de ces millions qui auront à livrer la grande bataille décisive au nom des Slaves du nord qui auraient un jour à vous demander un compte sévère de ce que vous avez fait pour notre sainte cause : au nom de ce peuple je vous fais de nouveau un appel suprême : ROMPEZ ENFIN ET A JAMAIS AVEC LA REACTION, ROMPEZ AVEC LA DIPLOMATIE, ROMPEZ AVEC TOUTE POLITIQUE ETROITE ET INDIGNE DE VOUS, ET JETEZ-VOUS COURAGEUSEMENT ET SANS RETERRE DANS LES BRAS DE LA REVOLUTION !

La Révolution c'est tout pour vous. Elle est votre réveil, votre résurrection, votre espérance, votre salut, votre avenir. La Révolution, et rien que la Révolution ! Confiez-vous à elle ! Et vous pouvez vous confier à elle : car, en vérité, elle n'est pas une mauvaise alliée. On vous dit : elle a déjà succombé sous les coups de la Contre-révolution. Mensonge ! Jetez les yeux autour de vous, voyez ses œuvres ! Tout n'est-il pas transformé dans le vieux monde européen ? L'Europe [27] n'est-elle pas devenue tout à coup un vaste chaos, au sein duquel ceux-là même qui se disent destinés à rétablir l'ordre, ne font qu'augmenter le trouble et le désordre par leur appel aux armes, par les bombardements et l'état de siège, par leurs attentats, leurs forfaits qui crient vengeance, par leurs massacres et leurs dévastations ? L'anarchie n'est-elle pas en permanence, et tout essai tenté pour la dompter n'est-il pas plus anarchique que l'anarchie elle-même ? Voyez ! La Révolution est partout. Elle seule est en force. L'esprit nouveau, avec sa puissance dissolvante, a pénétré irrévocablement dans l'humanité : il creuse et la société européenne jusque dans ses couches les plus profondes et les plus ténébreuses. Et la Révolution ne se reposera point jusqu'à ce qu'elle ait créé, à sa place, un nouveau monde meilleur. C'est en elle donc, en elle seule qu'il y a toute vigueur et force, toute certitude de triomphe. En elle seule il y a vie, hors d'elle est la mort. Qui marche avec elle et qui se rend solidaire d'elle verra couronner son œuvre : car à elle

seule appartiendra de décerner le prix du combat. Quiconque est contre elle court à sa ruine plus ou moins prochaine et ne verra point le jour du salut. Elle ne souffre ni tiédeur, ni partage : elle ne veut ni caresse ni adultères, ni alliance chancelante, sans confiance ou hypocrite : elle veut qu'on se livre à elle sans réserve et avec une foi complète. Elle est la puissance, elle est le droit, elle est la vérité, elle est le salut de l'époque. Elle est la seule voie pratique qui puisse conduire au bien et au succès. Hors d'elle il n'y a ni prudence, ni sagesse, ni [28] politique : elle seule est la prudence, la sagesse, la politique : elle est tout ce qui mène au but. Seule, la Révolution peut aujourd'hui suffire à la vie active de l'homme, seule elle rend fort, seule elle peut enfanter des miracles, seule elle peut transformer en masse vivante et vivifiante un monde de 80 millions d'hommes, endormi encore par un despotisme dix fois séculaire. Confiez-vous donc à la Révolution ! Livrez-vous entièrement à elle ! Sans elle, point de slavisme !

A la Révolution vous devez vous livrer sans réserve.

De quelle manière ?

En suivant EXTERIEUREMENT ET INTERIEUREMENT une politique révolutionnaire.

Quelle doit être votre politique EXTERIEUREMENT ?

Vous devez être les amis et les alliés de tous les peuples et de tous les partis qui combattent pour la Révolution.

Quels sont les peuples et les peuples qui combattent pour la Révolution ?

Tous ceux qui luttent pour leur propre indépendance et par conséquent encore luttent en commun contre l'ennemi commun, contre la conspiration des despotes.

Que s'est proposée, avant tout, la conspiration des despotes ?

LA CONSERVATION DE L'AUTRICHE. L'AUTRICHE EST L'ARENE DU COMBAT.

Que devons-NOUS donc vouloir ?

Le contraire de ce que veulent les despotes : LA COMPLETE DISSOLUTION DE L'EMPIRE D'AUTRICHE. Les despotes ont eu parfaitement raison, selon leurs intérêts, [29] de faire de l'Autriche l'arène du combat : car, de même que l'empire de Russie est du dehors l'appui du despotisme en Europe, de même l'Autriche, au cœur même de l'Europe, se trouve être la base systématique du despotisme. L'Autriche, cette iniquité pétrifiée, est la digue contre laquelle sont venus se briser tant de fois les flots de la Révolution européenne. C'est pour cela que nous avons aussi le droit, dans l'intérêt de la liberté, de vouloir la dissolution de l'empire autrichien : car la dissolution de cette Autriche c'est la rédemption et l'émancipation de tous les peuples en esclavage sous son sceptre : c'est la délivrance du cœur de l'Europe. Quiconque est pour l'Autriche, est contre la liberté. Nous donc, qui sommes pour la liberté, nous devons être contre l'Autriche. Nous devons hâter la destruction de cet empire.

Comment y parvenir ?

En confondant les intrigues et les plans actuels de la cour impériale d'Autriche.

Quel est le principal de ces serviteurs ?

Windischgrätz.

Où va Windischgrätz en ce moment ?

En Hongrie. Après avoir bombardé Prague et assassiné la liberté de Prague, après avoir bombardé Vienne et assassiné la liberté à Vienne, il marche contre la Hongrie, pour y assassiner également la liberté.

Que devons-nous faire maintenant ?

Rien n'est plus simple. NOUS DEVONS **aujourd'hui** EN HONGRIE, **nous déclarer contre Windischgrätz et pour les Magyars.**

[30] Frères ! Je sais quel mot difficile j'ai prononcé ici. Je sais ce que les Magyars ont fait à nos frères slaves, quel crime ils ont commis envers notre nationalité, de quelle façon ils ont foulé aux pieds notre langue et notre indépendance. Je sais tout cela et je sais qu'ils continuent encore à ne pas respecter ni reconnaître la liberté des Slaves bien qu'ils soient forts de l'expérience qui les a poussés à venir en aide aux Viennois. Mais malgré tout cela, frères, c'est pour cette politique, que nous avons décidée dès le

Congrès à Prague et qui consiste à proposer aux Magyars une fédération des deux peuples, sous condition d'un respect réciproque des droits et d'une indépendance totale et mutuelle, c'est encore pour cette politique que nous devons nous prononcer. C'est la politique de la magnanimité et de la générosité. Offrir une alliance à un peuple qui est sous une telle menace, comme c'est le cas pour les Magyars, ne saurait aucunement vous avilir, au contraire, cela serait tout à votre honneur. C'est une politique qui ne restera pas infructueuse. Il y a sûrement parmi les Magyars des hommes qui comprennent toute la valeur d'une telle offre et qui, au nom du bien-être de la Hongrie, ne rejettent pas les conditions qui s'y rattachent. Et l'esprit qui préside à ces conditions s'imposera toujours plus aux yeux des Magyars. Il va dès maintenant y avoir aussi parmi eux un parti démocratique qui considère que la liberté de CHAQUE peuple en particulier n'est assurée que par la liberté de tous les peuples et qui dans cette période de misère générale emportera [31] l'assentiment général de façon indiscutablement plus facile qu'auparavant. Mais même si tel n'était pas le cas, même si l'on repoussait la main que vous tendez, vous seriez alors dégagés de toute responsabilité et que tombe sur la tête de ceux qui auraient rejeté avec arrogance l'offre la plus noble, au mépris du salut collectif, l'opprobre et une réprobation qui jamais ne mourront. Car la politique, que je prône ici, n'est pas uniquement la politique de la générosité et de l'intelligence à la fois mais aussi celle de la véritable sagesse, soucieuse de l'avenir. Car au travers de ce geste de magnanimité vous œuvrerez de la façon la plus magistrale en faveur des principes de la liberté de tous les peuples. Par ce geste vous imprimerez un tournant décisif non seulement à la lutte en Hongrie mais aussi à la lutte globale de la révolution contre les despotes, par ce geste vous vous placerez à la tête du mouvement révolutionnaire et vous éclairerez, fiers et braves, comme vous savez l'être, la voie de la libération pour les peuples européens.

Mais le Slave ne se porte-t-il pas préjudice à lui-même en tendant la main à son ennemi naturel ?

Certainement pas ! Car nous sommes assez forts pour pouvoir être généreux. En vérité, le Slave ne doit souffrir aucun dommage, bien au contraire, il faut qu'il sorte vainqueur. En vérité, il faut qu'il vive ! Et nous allons vivre. Tant que la plus infime part de nos droits nous sera contestée, tant qu'un seul membre de notre corps global nous sera arraché ou maintenu séparé, nous nous battons jusqu'au sang, nous nous battons sans merci à la vie à la mort jusqu'à ce que les Slaves arrivent finalement à être dans le monde tout à fait libres et indépendants. Mais c'est précisément pour cette raison que nous devons fermer les yeux sur le petit [32] pour regarder le grand, fermer les yeux sur le particulier pour regarder le général et diriger toute la force de notre résistance contre l'ennemi acharné et lorsqu'un peuple accepte enfin de reconnaître notre droit et de se battre à nos côtés contre le grand ennemi commun, même si ce peuple était l'ennemi d'une partie d'entre nous, nous devons de bonne grâce lui tendre la main.

Vous devez tendre la main au peuple allemand. Pas à ces despotes d'Allemagne avec lesquels vous êtes maintenant liés par un pacte, et c'est précisément ce que vous ne devez pas faire. Pas à ces pédants allemands et à ces professeurs à Francfort, pas à ces mauvais littérateurs au cœur sec qui, bornés ou corrompus, ont rempli la majorité des journaux allemands de propos outrageants contre vous et vos droits, contre les Polonais et les Tchèques. Pas à ces Allemands petits-bourgeois qui se réjouissent de chaque malheur qui arrive aux Slaves. Mais tendez la main à ce peuple allemand qui, issu de la révolution, ne se transforme que maintenant en nation allemande, libre. Tendez la main à cette Allemagne qui n'existe pas encore, qui donc n'a pas pu se rendre coupable d'un crime envers vous et dont certains membres encore isolés et répartis dans toute l'Allemagne, dispersés comme nos peuples slaves et poursuivis et opprimés comme nous, sont dignes de notre amitié et, les bras grand ouverts, sont prêts à être nos amis.

Vous devez avant tout briser la puissance militaire de l'Autriche, cette puissance qui fait de l'Autriche l'État autrichien, cette puissance qui réprime et entrave le soulèvement des peuples et qui entrave la victoire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité générales de tous [33] les peuples. Vous avez vu à Prague ce qu'est cette puissance militaire, comme elle est effroyable. Quels sont ces gens qui sous les ordres de Windischgrätz ont bombardé la Prague slave ? Etaient-ce des Magyars ? Etaient-ce

des Allemands ? Etaient-ce des Italiens ? Non, c'étaient des Slaves, et rien que des Slaves, des Tchèques, des Polonais, des Slovaques. Et vous avez pu récemment voir en la personne de Jelačić, ce qu'est un général autrichien. C'est un Jésuite à la tête de bandes disciplinées qui, sans volonté personnelle et oubliant leurs propres objectifs, suivent ses ordres, un homme pour qui rien n'est sacré, que n'anime aucun amour de la patrie, aucun sentiment pour sa nation, mais qui n'est poussé que par un empressement pour servir une camarilla autrichienne pernicieuse et qui, pour plaire à cette camarilla, est capable de commettre tous les crimes. Vous devez donc briser ce monstre qui, sous la contrainte, monte le frère contre le frère, qui étouffe et tue toute émotion humaine dans le cœur des hommes, cette organisation militaire qui transforme les hommes en machines au service du despotisme, si vous voulez que les Slaves soient libres.

Vous devez rappeler d'Italie vos soldats, de cette belle Italie corrompue par l'asservissement imposé par l'Autriche, car n'est-ce pas une honte que des Slaves, qui combattent eux-mêmes pour leur indépendance, tendent la main pour asservir un noble peuple qui ne leur a jamais causé la moindre offense, n'a jamais commis à leur égard la plus petite injustice ? Vous devriez rappeler tous les soldats slaves partout où ils sont au service de l'Autriche, ce qui les déshonore, pour qu'ils ne servent plus de valets à leurs bourreaux, ni qu'ils donnent ainsi à d'autres le droit d'être pour vous des valets de bourreaux, mais pour que vous puissiez avec eux constituer une véritable armée slave, [34] une armée au service de la révolution, une armée qui permette de parvenir à la liberté pour vous, pour tous les peuples slaves et pour l'Europe.

Mais vous ne pourrez pas changer radicalement votre politique extérieure tant que vous n'aurez pas changé radicalement votre politique intérieure.

N'acceptez plus cette administration opérée par les vieux fonctionnaires autrichiens !

N'acceptez plus rien de ces dirigeants politiques qui tantôt provoquent le peuple et tantôt l'amadouent. Laissez tomber ces mauvais gens, qui vous disent éternellement : agitez-vous, mais ne vous agitez pas trop, car il est dangereux d'exciter le peuple, l'objectif se laissera bien atteindre par d'autres moyens diplomatiques, parlementaires, plus modérés. Ne faites pas confiance à ces gens. Seul un mouvement, un mouvement en rafale de nos peuples pourra amener la libération de ces peuples. L'esprit de l'ère nouvelle ne s'exprime et n'agit que dans la tempête. Notre nature slave n'est pas celle d'une vieille usée à qui ne plaît que ce qui est affaibli et atténué, elle n'est ni altérée, ni gâtée, mais elle est simple et grande et seul ce qui est sincère et total a un effet sur elle. Il faut que les Slaves prennent feu pour faire des miracles. Agitez donc sans ménagements et sans restrictions les masses slaves. Allumez en elles le feu sacré. Allez tels des apôtres du slavisme renaissant ! Unissez-vous, peuples slaves d'Autriche ! Unissez-vous tous et contractez ensemble un pacte sacré, une alliance offensive et défensive ! Une alliance qui ne soit pas sous l'égide de la dynastie autrichienne ! Mais une alliance tournée contre elle, une alliance pour la dissolution de l'Autriche ! Une [35] alliance permettant de fonder une fédération qui coalisera bientôt tous les peuples slaves. Redevenez ce que vous avez déjà été dans la Prague dorée, pour nous, pour tous les Slaves du Nord et de la Turquie, redevenez le signe annonciateur, la nuée d'orage flamboyante de la révolution qui nous libérera tous.

Alors le slavisme ressuscitera.

Michel Bakounine

La situation en Russie¹³

I. L'ARMÉE

A partir du moment où le dernier combat, le combat pour l'extermination de la réaction se trouve avec la révolution, avec la démocratie générale dans une perspective certaine, où la tyrannie saignant de mille petites blessures, avec ses appendices dans la noblesse héréditaire et l'aristocratie d'argent, dans l'armée et dans l'église, regarde d'un air de défi son ami et protecteur – le Tsar de Russie – et nous menace de ses cosaques, il devient absolument nécessaire d'apprendre à connaître cet adversaire. Tandis que les uns pensent que le seul nom de Russie suffit à repousser la démocratie dans un trou de souris et croient à la puissance de l'armée russe, à la nature inépuisable du trésor de l'État dans la forteresse Pierre-et-Paul, de même qu'en l'Évangile, d'autres ont pêché la phrase selon laquelle la Russie serait un colosse aux pieds d'airain et se croient alors autorisés à en tourner en dérision la soi-disant puissance. Les uns et les autres ont tort : nous ne devons ni MEPRISER, ni CRAINDRE cet ennemi, et cet article ainsi que les suivants doivent par une analyse objective de la situation en Russie permettre aux Allemands de s'en faire une juste opinion.

L'attitude calme et défensive de la Russie à l'égard des tourmentes qu'ont traversées l'année dernière la France et l'Allemagne, les énormes préparatifs de guerre et pourtant le maintien opiniâtre dans une paix armée, l'accumulation des troupes à la frontière allemande et pourtant l'observation passive lorsqu'une constitution a été extorquée aux Cours coalisées à Potsdam et à Vienne, tout cela a donné lieu à des conjectures et à des interprétations savantes. Comment cela se fait-il, se demandait-on, le Tsar sait pourtant qu'il est lui aussi perdu, alors que la démocratie l'a emporté en France, en Allemagne, pourquoi ne vient-il pas à la rescousse de ses alliés avec toute la puissance dont il peut disposer ? Redoute-t-il des troubles à l'intérieur ou doit-il même les combattre ? Veut-il attendre une demande officielle pour intervenir ou redoute-t-il dans le cas présent les puissances de l'Angleterre et de la France ? Et maintenant qu'il est effectivement entré dans le Siebengebirge, pourquoi l'a-t-il fait avec une puissance aussi réduite étant donné que cela constitue un casus belli ? Nous n'avons pas l'intention de contester l'importance de ce scrupule politique, le véritable sens de ce calme apparent se trouve cependant dans l'état de l'ARMÉE RUSSE elle-même, non pas à l'extérieur, dans les armements et les équipements, mais plutôt à l'intérieur, dans l'état d'esprit des hommes de troupe et parmi les officiers. Nous affirmons qu'AUCUNE ARMÉE AU MONDE N'EST PLUS FACILE A DEMORALISER QUE L'ARMÉE RUSSE. On en trouve les raisons dès le moment de la levée des recrues et elles se prolongent au-delà de la mise à la retraite des vétérans. L'oukase arrive exigeant la mise en place de tant de milliers d'hommes pour telle ou telle province, alors commence toute une série de violences et de trahisons, de ruses et de corruptions qui accompagnent toujours la levée des troupes. C'est nuitamment que l'on s'empare des victimes désignées : on arrache le mari à la femme, aux enfants, à la mère aveugle, on arrache le fils des bras du père affaibli par l'âge, souvent pour la seule raison que le fils a une jolie épouse ou qu'il a offensé un régisseur des biens seigneuriaux lors des corvées : on lui coupe les cheveux du dessus de la tête et à partir de ce moment il appartient à l'Empereur. Mais son village et les siens disent qu'il appartient à la mort et ils l'accompagnent en poussant des gémissements et en entonnant des chants funèbres. Ils prennent congé de lui pour l'éternité. Ils ont raison puisque c'est parmi les recrues que la mortalité est la plus élevée, elle peut être estimée à 10%, en plein milieu de l'hiver, on oblige en effet les hommes à troquer leur fourrure habituelle pour un misérable uniforme, à couper leurs longs cheveux

¹³ Rédigé au printemps 1849, publié du 12 au 14 avril dans la *Dresdner Zeitung* pour les deux premières parties, puis sous forme de brochure pour l'ensemble du texte, à Leipzig, après l'arrestation de Bakounine. Inédit en français. Rien n'indique que Bakounine ait rédigé ce texte directement en allemand, d'autant que les esquisses dont on dispose sont en français. Par conséquent, les erreurs et confusions que le texte contient ne sont pas nécessairement le fait de Bakounine.

épais, on leur vole en plus en chemin le peu d'argent qu'ils ont pour se nourrir, ce qui fait qu'ils arrivent empestant et mourant de faim dans leur ville de garnison. Là ils sont soldats, seulement pour dix ans il est vrai, mais ce sont des soldats RUSSES, c'est-à-dire des machines, des bêtes qui doivent résister à la faim et aux coups dans des limites extrêmes et, quand ils y succombent, meurent sans que personne ne porte leur deuil. Le soldat en service est constamment harcelé, il n'a aucun moment de repos, toute sa vie n'est que marches, gardes, inspections, nettoyage des vêtements et fourbissage des armes, le seul mot qu'il puisse dire, à tort ou à raison, est : « sluschy », c'est-à-dire : j'obéis. Un incident survenu après des semaines à la frontière de Prusse orientale prouve la tension avec laquelle est bandé l'arc de l'obligation de servir l'Empereur et la facilité avec laquelle il peut se briser, lorsque se présente une occasion favorable. Les bataillons qui étaient stationnés là-bas reçurent un renfort de troupes de l'intérieur, misérables et à moitié morts de faim, ces gens durant les premiers jours furent incapables de porter les armes. Pour les rendre au plus tôt aptes au service, on les entraîna six fois par semaine aux manœuvres dans une région argileuse, détrempée par la pluie, ce qui ne leur laissait plus aucun temps libre entre les promenades et le récurage de leurs affaires. Quoi qu'il en soit, un ordre arriva de Pétersbourg selon lequel les entraînements aux manœuvres devaient aussi avoir lieu le dimanche pour accélérer la formation de ces troupes. Lorsqu'on leur lut cet ordre, l'exaspération générale des hommes éclata, le commandant fourra l'ordre dans sa poche et on en resta à l'ancien système. Un officier de ces troupes qui revenait de manœuvre, trempé et crotté, arracha sous les yeux de ses camarades son schako, son uniforme et jusqu'à sa chemise en maudissant l'Empereur pour cette vie de chien, peu lui importait qu'un délateur le trahisse ou non. Loin des leurs, sans aucun droit et en plus volés chaque jour par leurs officiers de la moitié de leur misérable solde qui s'élève par an à 4 thalers, nourris d'infectes quignons de pain et d'un peu de gruau de blé noir, les soldats sont obligés de voler pour manger à leur faim ou s'enivrer et cette source de plaisir se transforme pour eux en source de bastonnade même lorsque, pour un pourboire, ils sont envoyés par leur capitaine pour voler. Il existe il est vrai aussi en Russie ce qu'on appelle l'inspection des régiments par le général, au cours de laquelle, sur le papier, les soldats ont le droit de porter plainte contre leurs supérieurs. Le colonel, le plus grand larron du régiment, n'a rien de plus pressant à faire que d'offrir au général quelques milliers de roubles pour que son régiment soit aussitôt jugé en parfait état. Qu'un soldat ose porter plainte et il risque de lui arriver ce que Tourgueniev raconte : « Un cavalier présenta au général une doléance et, en réponse, reçut sous les yeux du régiment entier une gifle. Révolté, le colonel s'éloigna sur le champ. Le général, ne comprenant pas ce geste, lui dit : Si j'ai fermé la gueule à cet impudent, je l'ai fait dans votre intérêt de même que dans celui de la discipline. » Lorsqu'un soldat va à l'hôpital pour cause de maladie, il doit à sa bonne nature de ne pas mourir des médicaments qu'on lui administre ou des régimes que ces fripons des personnels sanitaires lui prescrivent dans l'intérêt de leur bourse. Tous ces faits sont connus à travers toute la Russie, les recrues savent dans les moindres détails le sort qui les attend par les récits de ceux qui à échapper à sont mis à la retraite, mais ces abus les ulcèrent au plus haut point et dès qu'ils le peuvent, ils cherchent ces chaînes. Un adage de soldat dit bien : Seul le paresseux ne nous frappe pas.

Ainsi préparés, les soldats des troupes de ligne viennent pour trois ans en Pologne et malgré les contrôles sévères, malgré les punitions effroyables, ils en repartent en restant contaminés par les idées démocratiques. Pour les régiments de la garde, l'Empereur en personne, et en particulier le Grand-Duc Michel, assure cet enseignement par les mauvais traitements insensés auxquels il soumet ces pantins qui sont à son service. Les régiments voient de près la Cour et tout ce qui se passe au palais et ils savent que l'Empereur est mortel. Au sein de la garde précisément, avec laquelle l'Empereur fait si particulièrement son coquet, avec laquelle apparemment il veut en ce moment chambarder l'Allemagne et la démocratie, il règne une animosité à l'égard de la famille impériale qui se fait jour dans les malédictions effroyables, proférées à découvert et dont la langue russe est si richement pourvue. Lors des revues devant l'Empereur, les officiers doivent fréquemment reculer de quelques pas à seule fin de ne pas entendre les malédictions proférées envers l'Empereur par les soldats brutalisés. Lorsque l'année dernière le Tsar a

publié son célèbre manifeste en faveur de la guerre contre les « païens » et qu'il a dépeint aux gardes les délices d'une campagne en France et en Allemagne, aucun signe de joie n'est apparu sur les visages des victimes désignées des caprices militaires impériaux et, malgré trois sommations, les Hourras ! obligatoires et enthousiastes n'ont pas franchi les lèvres obstinément closes. L'Empereur s'en est retourné à cheval au palais et les gardes NE se sont PAS mis en marche. Nous considérons déjà que la Pologne représente le haut enseignement démocratique pour les Russes. Elle l'est également dans les faits pour les officiers et les hommes de troupe. Les Polonais savaient très bien ce qu'ils faisaient lorsqu'en 1831 ils inscrivirent sur leur drapeau : Pour notre liberté et pour la vôtre ! Car les Russes aussi ont versé leur sang pour la Pologne. Nous ne parlons pas ici du premier rapprochement de ces deux nations lors de la conjuration de 1825, mais de 1835 lorsque des officiers russes se sont ligués à Vilnius pour la libération de Konarski, l'émissaire polonais¹⁴. Des circonstances malheureuses ou la vilénie d'un Polonais firent échouer ce plan, mais le nom du Capitaine Karavaieff, qui fut exécuté en tant qu'instigateur du complot, est toujours prononcé avec respect et enthousiasme. Jusqu'en 1825, le corps des officiers russe, dans la mesure où il se composait d'officiers de nationalité russe (les étrangers sont trop serviles), jusqu'au capitaine éprouvait bienveillance et enthousiasme pour les idées libérales. C'était là le résultat des campagnes en Allemagne et en France, la ligue pour la vertu et autres unions restaient dans les mémoires des officiers et des soldats, en particulier de ceux qui appartenaient au corps d'armée de Voronkov qui n'était revenu de France qu'en 1818¹⁵. Ce n'est plus maintenant le cas que dans la ligne et en partie dans l'artillerie : dans les régiments de la garde et de la cavalerie, l'école de la corruption des prytanées a avili les jeunes officiers et les a transformés en purs matérialistes et en robots dépourvus de pensées. On en arrive au point que les soldats russes, qui ont continûment la nostalgie de leur pays natal, pensent à la guerre avec déplaisir, sentiment qui ne fait que s'accroître lorsque, par une nuit tranquille, ils établissent des comparaisons entre leur sort présent et leur condition d'antan. On en arrive au point que très facilement, en pleine guerre, ils se rangent aux côtés de nations alliées et que, sinon, ils désertent à tout moment. Lors de l'insurrection de 1846, les Russes avaient fortement tendance à désertir et, en 1848, les déserteurs sont arrivés en masse à Cracovie, ils ont pris part aux combats et à Wroclaw on aurait pu encore constituer un gros bataillon avec tous ces fugitifs. Malheureusement, le soulèvement a gagné trop peu de terrain pour, dès cette époque, mettre en évidence la démoralisation ou le véritable moral de l'armée russe. Et c'est par milliers que durant les quelques mois du pacte d'alliance annulé, ils ont fui vers la Prusse. Une anecdote datant de cette époque trouve ici toute sa justification. Un sergent-major russe avait été envoyé dans un endroit proche de la frontière de Prusse pour exiger que lui soient livrés vingt déserteurs qui s'y trouvaient. Le fonctionnaire prussien refusa d'obtempérer. Le Russe proféra des menaces chargées de toute la colère du Tsar, ce qui resta aussi sans effet. Quand le Russe eut acquis la certitude que toute livraison était hors de question, il déclara : Alors je reste ici moi aussi. C'est le même scénario qui semble aussi s'être déroulé dans le Siebengebirge et la certitude qu'il en ira de même partout conforte l'Empereur dans son attitude défensive, même quand il faudra que vienne le moment où il osera livrer bataille.

Nous ajouterons encore une remarque à propos des soldats mis à la retraite et de leur attitude singulière et désastreuse pour l'Empereur. Après dix années de souffrances, les soldats mis à la retraite rentrent chez eux, mais ils n'en sont pas pour autant des hommes libres, ils sont « mis en congé pour

¹⁴ Il s'agit de Szymon Konarski (1808-1839), révolutionnaire polonais, qui fut envoyé à Vilnius sous une fausse identité pour y fomenter un soulèvement. Dénoncé par les autorités françaises (qui l'avaient déjà arrêté et expulsé vers l'Angleterre en 1835) auprès des autorités russes, il fut arrêté près de Vilnius en mai 1838 (et non en 1835, comme Bakounine le prétend ici). D'anciens sympathisants des décembristes russes, menés par Nikolai Kouzmine-Karavaieff, tentèrent en vain de le libérer. Il fut exécuté en février 1839. Karavaieff fut lui-même condamné à mort, mais sa peine fut commuée en emprisonnement à vie (ce que Bakounine semble ignorer).

¹⁵ Il s'agit des troupes qui étaient stationnées en France depuis la défaite napoléonienne de 1815 et qui jouèrent un rôle dans la diffusion d'idées libérales en Russie, contribuant à la tentative de soulèvement des décembre 1825.

une durée indéterminée » et peuvent donc, en cas de besoin, être rappelés. D'ici là la position de ces soldats libérés est tout à fait exceptionnelle : ils appartiennent à l'Empereur, sans que celui-ci leur accorde un pfennig pour leur subsistance, mais ils ne sont pas les sujets de leurs seigneurs et ne dépendent pas de leur juridiction. Ils tirent profit de cette situation pour exercer une influence sur leurs frères, les paysans. Ils prêchent l'insatisfaction, sèment les graines de la révolution dans le sol si fertile du servage russe. Ces soldats libérés sont les meneurs les plus actifs et les plus déterminés des soulèvements incessants parmi les paysans sur lesquels nous reviendrons dans notre prochain article. En effet, alors qu'auparavant ils se contentaient de déclencher des incendies et de battre les autres à mort, sans ordre ni tactique, on a pu remarquer lors des soulèvements dans les provinces de Simbirsk, de Saratov, de Penza, etc. que les insurgés s'organisaient en corps de bataille avec une avant-garde et une arrière-garde et qu'ils combattaient d'une façon beaucoup plus militaire.

Telle est la situation pourrie à l'intérieur de l'armée qu'aucun artifice ne saurait masquer. En cas de menace de guerre de la Russie le mieux sera pour nous d'ouvrir les frontières, en annulant le pacte d'alliance, et les militaires qui se trouvent à l'heure actuelle le long de la frontière polonaise devront battre en retraite pour éviter la fuite des déserteurs vers la liberté. Mais si la Russie veut prendre les devants en attaquant, puissions-nous alors nous trouver prêts et armés.

II. LE PEUPLE

Dans le premier article, nous avons arraché les recrues aux bras de leur famille, à leur village, nous les avons accompagnés durant leur parcours militaire et nous avons réintégré dans le peuple ceux qui étaient mis à la retraite. Attardons-nous plus précisément sur ce peuple. L'étranger n'a pour le moment aucune idée de ce qu'est le PEUPLE russe ou il ne s'en fait qu'une idée assez fausse. En général il est perçu comme étant une masse inculte, sans conscience ni volonté, un ramassis de nullités ligotées à la personne du Tsar et lui conférant une position imposante. Cette idée est tout à fait fausse. Le peuple russe ne s'identifie absolument pas à l'Empereur, il n'y a absolument aucune unanimité entre l'Empereur et lui, comme voudraient le faire croire au monde l'Empereur et les journalistes à sa solde de langue russe, allemande et française. Lorsqu'on dit que chaque matin 65 millions de personnes prient pour l'Empereur ou qu'un ordre impérial s'applique sans restriction de la Vistule à l'Océan Pacifique, tout cela procède du mensonge le plus grossier. Personne ne peut y croire et le Tsar le sait parfaitement. Le peuple russe, ce PEUPLE NOIR comme on l'appelle, composé de paysans ainsi que de commerçants et d'industriels, tous serfs, se répartit en plus de 200 sectes religieuses qui, toutes, ont une composante politique et qui, toutes, pensent unanimement qu'il faut récuser l'ordre actuel des choses et qu'il faut considérer la souveraineté de l'Empereur comme le royaume de l'Antéchrist. Ces sectes, dont beaucoup sont de nature communiste avec communauté des biens et des femmes, sont réparties à travers tout l'Empire jusqu'à l'Oural et, très opprimées, elles n'en sont que plus fanatiques. Catherine II les a persécutées si féroceement que de nombreuses communes ont mis le feu à leur village et se sont jetées dans les flammes avec femmes et enfants aux seules fins de ne pas se soumettre à l'Église nationale orthodoxe ni aux oukases de la Tsarine. Alexandre a laissé ces dissidents à peu près tranquilles sauf durant les dernières années de son règne. Nicolas qui agit par calcul avec la prêtraille et qui en public feint d'être l'homme le plus pieux de son royaume recommence à les persécuter très durement. Il a ainsi chassé des milliers de familles de la secte des Doukhobors¹⁶ de l'Est, du Centre et du Sud de la Russie

¹⁶ Littéralement : les lutteurs de l'esprit. Il s'agit de l'une des nombreuses dissidences de l'orthodoxie, apparues après le Raskol de 1666-1667. Les Doukhobors, apparus vers 1730, rejettent le gouvernement des hommes, les rituels et autorités ecclésiastiques russes orthodoxes, le caractère divin de Jésus et ne retiennent de la Bible que les Évangiles. Par ailleurs ardents pacifistes, ils furent l'objet de nombreuses persécutions, avant de pouvoir émigrer en masse vers le Canada en 1899, aidés par les quakers, ainsi que par Tolstoï et ses amis.

pour les repousser dans les steppes de Sibérie, dans les montagnes sauvages de l'Iméréthie¹⁷, sans les amener pour autant à renier leur foi, sans parvenir à autre chose qu'à rendre la propagande de ces sectes encore plus fanatique, encore plus active. Un seul exemple suffira à montrer la haine qu'éprouvent ces sectes pour l'Église nationale. Un jeune Doukhobor (membre de cette secte qui ne reconnaît absolument aucune autorité) avait parcouru en 1839 deux cents lieues, à pied naturellement, pour se rendre à Pétersbourg, dans le seul but de donner une gifle au métropolite, le grand chef de l'Église nationale. Et on pourrait citer quantité d'autres exemples, tels que la profanation de la communion lorsque les sectaires font irruption dans une église qui leur est hostile et qu'ils crachent dans la patène. Peut-on alors vraiment dire que le peuple russe dans son ensemble voit véritablement dans le Tsar le représentant de Dieu ?

Le peuple tout entier, en revanche, qu'il s'agisse d'orthodoxes ou de sectaires, est d'accord et étroitement uni pour une chose qui le concerne dans une égale mesure : L'ABSENCE TOTALE DE LIBERTÉ, l'ASSERVISSEMENT dans lequel il se trouve et les tentatives pour en sortir. Qu'on ne nous fasse pas croire que le paysan ne sait pas qu'il a droit à un sort meilleur, plus digne de sa condition d'être humain, que la terre qu'il cultive au nom de l'Empereur, de l'État ou de son seigneur lui appartient en fait. Les « BUNTS », les soulèvements, constituent la preuve la plus explicite du bouillonnement social qui a beaucoup plus progressé en Russie que ne le croit l'étranger, qui ne voit que la surface des choses fardée aux couleurs de l'Empereur. La première grande protestation du peuple des campagnes contre l'oppresser a été l'insurrection animée par Pougatchev en 1773-75 qui, simple cosaque, se faisant passer pour Pierre III ressuscité, rassembla à trois reprises une armée de 50.000 hommes, conquit Kazan et fit progresser ses troupes de l'Oural jusqu'à Tambov. Les sectaires constituaient le gros de son armée, les incendies des châteaux et les monceaux de cadavres des nobles et des fonctionnaires marquaient son passage. A Moscou, seul le peuple attendait son arrivée et Catherine II tremblait sur son trône lorsque Pougatchev fut battu et fait prisonnier. Mais le souvenir de ce héros populaire continue à vivre et le peuple parle toujours avec fierté de l'ère pougatchévienne. Lorsque cette insurrection sanglante fut achevée et que les meneurs furent exécutés, le peuple resta tranquille jusqu'en 1812 date à laquelle commence une nouvelle période dans l'histoire de la Russie, au cours de laquelle il faut bien faire la distinction entre le mouvement du PEUPLE et celui de la NOBLESSE. Un parti démocratique de la noblesse entra en pourparlers avec Napoléon pour, par son intermédiaire, libérer le peuple du joug du servage : mais le conquérant rejeta cette occasion de manifester sa grandeur, ce qui amena les démocrates à retourner CONTRE lui le soulèvement populaire organisé initialement POUR lui. Ils parvinrent à convaincre Rostopchine de réduire Moscou en cendres, concession qu'Alexandre sanctionna par une disgrâce, dans la mesure où il n'a jamais pu lui pardonner cet agissement, même si aux yeux du monde il fit comme s'il en avait été pleinement informé. L'incendie de Moscou, la ville vénérée, qui fut bien sûr imputé aux ennemis, fit sortir tout le peuple de sa somnolence, le géant s'éveilla dans toute sa puissance et, au bout d'un an encore, les volontaires arrivaient par légions entières des confins de la Sibérie, pour venger la ville sainte.

A la suite de cette guerre, on vit à travers tout l'Empire des corps francs qui ne voulaient plus retourner à leur travail, en particulier dans les provinces de Moscou, de Tver, etc., et qui criaient à pleine voix : Nous avons gagné notre liberté au combat ! Pendant ce temps, bien que les agitations fussent à nouveau réprimées et que depuis l'année 1842 les soulèvements paysans fussent permanents, chaque année on en voit éclater une douzaine dans les milieux les plus différents et ils ont pris une telle expansion que, tandis qu'autrefois seuls quelques communes et milieux se soulevaient, maintenant la rébellion gagne plusieurs provinces, parce que le peuple, saisi partout des mêmes aspirations, prend les armes aux premières rumeurs du cercle voisin. La plus grande sauvagerie mais aussi l'héroïsme le plus noble se manifestent lors de ces soulèvements. Lors de l'émeute provoquée par l'épidémie de choléra en

¹⁷ Province géorgienne.

1831, quelques centaines de milliers de paysans ont pris les armes dans les provinces de Novgorod et de Pskov : ils ont tué tous les seigneurs, officiers et fonctionnaires avec la plus effroyable froideur de la justice, sans faire de différence entre ceux qui avaient été les amis ou les ennemis des paysans. Ainsi le propriétaire d'un domaine qui se retrouva devant ses paysans insurgés, leur rappelant qu'il avait toujours été bon et juste envers eux, leur demanda pourquoi ils voulaient le tuer ! C'est vrai, reconnut un vieux paysan, les larmes aux yeux, mais nous avons juré de tuer tous les aristocrates : tu dois donc mourir, mais comme tu as été bon, nous allons adoucir ta mort. Et un autre paysan lui proposa sa pipe pour qu'avant de mourir il puisse une fois encore goûter à son plaisir préféré. En revanche, il y a environ huit ans dans la province de Simbirsk, un jeune paysan fut exécuté pour avoir été le meneur d'un de ces « Bunts ». Toute la commune l'accompagna en gémissant et en chantant des cantiques jusqu'à l'endroit de l'exécution. « Calmez-vous, mes amis, leur cria-t-il pour les consoler, je ne suis pas le premier et NE SERAI PAS NON PLUS LE DERNIER ! » Le peuple russe est, en tous cas, excitable, superstitieux au plus haut point, un conte suffit à le pousser à l'action et, le cas échéant, forge sa propre imagination qui nourrit ses pulsions. Ainsi vers l'année 1821, une légende s'était répandue selon laquelle à Kiev il était poussé des cornes à un prêtre, en punition de ses péchés. La victime du châtement divin avait été emmenée à Pétersbourg pour être examinée et des centaines de milliers de paysans s'étaient pressés sur le passage du convoi pour voir ce phénomène. Il y a 4-5 ans, les paysans dans la province de Simbirsk mirent le feu à leur village et se répandirent partout en affirmant que c'était le fait des nobles qui avaient ainsi voulu se venger de la libération des paysans envisagée par le Tsar.

Il ne s'agit donc plus en Russie exclusivement de la suppression du servage, de la LIBERTE DES PERSONNES, mais parallèlement du droit du sol. Les paysans raisonnent très clairement sur ce sujet et ils ne disent pas : le sol de notre maître, mais : NOTRE TERRE. Le caractère social de la révolution russe est ainsi posé, il ressort aussi de la nature même du peuple, de son organisation communale. Le bien-fonds appartient à la commune, les paysans n'en sont que les usufruitiers : le droit successoral ne vaut que pour les biens mobiliers, mais pas pour les biens-fonds et tous les 20-25 ans on procède à une nouvelle répartition des terres. Interférer dans cette organisation communale, même avec la meilleure des intentions, n'est pas permis. Cela signifierait une condamnation à mort pour chaque seigneur. Cette attente fervente d'une amélioration de leur situation, cet empressement à l'insurrection est un point d'accord de tous les paysans, qu'ils soient paysans DE LA COURONNE, paysans d'apanage ou SERFS, car malgré ces trois façons différentes de les nommer, leur sort est toujours le même, misérable et indigne. Tandis que les deux premiers, par leur nom même, ne sont pas des serfs comme les paysans des gentilshommes, pour eux les choses reviennent au même, leur situation est même souvent pire, au point qu'ils s'écrient : Si seulement nous appartenions à un gentilhomme ! Les paysans de la couronne n'ont avec leurs seigneurs que des relations fréquemment libérales et patriarcales ou ils en subissent l'arbitraire despotique en étant systématiquement opprimés et exploités, confondus par les FONCTIONNAIRES, ils sont régis par le Ministre des Domaines impériaux. Le monde des fonctionnaires constitue un tout bien structuré, une gradation avec de très nombreux échelons dont aucun absolument ne peut être sauté lorsqu'on veut parvenir au sommet, à l'Empereur, et le dicton maintient le ciel bien haut et le Tsar bien loin. On comprend ainsi sans peine quel borborygme de sangsues représente pour le peuple la caste des fonctionnaires russes, avec quelle impudence il est dupé, tyrannisé et, pour finir, condamné sans pouvoir faire valoir ses droits, dans la mesure où toutes les plaintes acheminées vers Pétersbourg s'entassent dans les bureaux des fripons qui leur sont supérieurs. Voici un exemple pour illustrer ces dires. A la suite d'une mauvaise récolte de céréales, les paysans de la province de Penza reçurent du gouvernement des semences de pommes de terre. Mais à cause des arrangements et des spéculations des fournisseurs, ces pommes de terre arrivèrent POURRIES et les paysans protestèrent contre le travail inutile qui consistait à les planter. Les fonctionnaires se firent payer chèrement cette concession, mais par la suite, pour sauver au moins les apparences et pouvoir imputer au mauvais temps le fait que les graines n'avaient pas mûri, ils obligèrent pourtant les paysans à planter les pommes de terre malades. Il

en résulta une insurrection des paysans ulcérés qui fut réprimée par le sang et le knout. Ainsi, bien que la noblesse ne soit pas aimée des paysans, la caste des fonctionnaires est la première victime de leur haine et ces soulèvements détruisent si régulièrement une partie de la machine politique russe que Nicolas, en 1841, en vint à envisager de libérer les paysans, aux seules fins de sauver la machine politique. Nous verrons plus tard que ce fut peine perdue et qu'il fallait qu'il en fût ainsi !

III. LA NOBLESSE

De même que pour l'armée et le peuple, à l'étranger on a de l'aristocratie de Russie les idées les plus erronées, nourries par les interprétations fausses de ceux qui écrivent sur la Russie et les affirmations supputées d'écrivains russes, qui engendrent les légendes les plus absurdes quant à la puissance et à la grandeur de cette aristocratie et à la dépendance de l'Empereur vis-à-vis d'elle. Nous détruirons complètement ces façons de voir en dressant un tableau concis de la naissance et de l'histoire de la noblesse russe. Ce qu'on appelle l'aristocratie russe s'est constitué de la façon suivante :

Avant l'invasion des Tartares, toute la Russie était divisée en une foule de petites principautés dont les chefs, issus d'une même lignée, reconnaissaient les Grands-Ducs de Kiev et plus tard de Vladimir comme les chefs de leur lignée, cette parenté ne les empêchait cependant pas de se livrer entre eux à des guerres sanglantes, au cours desquelles le prestige des Grands-Ducs entraînait peu en ligne de compte. Par suite de cette situation patriarcale qui n'autorisait aucun majorat dans les familles et qui chaque fois répartissait les biens du défunt entre ses fils, de nombreuses familles princières se retrouvèrent n'être plus que de simples propriétaires de biens-fonds, ne conservant de leur ancienne grandeur que le nom. L'ouragan tartare lors de la bataille de la Kalka¹⁸ (31 mai 1224) n'eut pas de mal à chambouler tout ce complexe déchiré par des dissensions internes de grandes et de petites principautés qu'il plaça toutes sous le même joug. Mais peu à peu, sous la domination tartare, on assista à une montée de la puissance et du prestige des Grands-Ducs de *Moscou* originaires de Vladimir qui s'opéra pour deux raisons tout à fait différentes mais concomitantes. Les Grands-Ducs eurent tôt fait d'admettre leur impuissance face aux Tartares, mais parallèlement ils notèrent la plus grande faiblesse encore des autres Princes. Avec la diplomatie qui jusqu'à nos jours est restée le fait des Tsars, les Grands-Ducs se sont coulés dans le rôle des sujets les plus soumis des Khans tartares et ont su par la flatterie et la flagornerie obtenir une espèce d'agence sur les Princes de Russie, en vertu de quoi ils devaient recouvrer des redevances et étaient reconnus comme arbitres dans le cas de conflits internes. Lorsqu'on voit comment la diplomatie russe est encore maintenant conçue pour jouer le rôle d'intermédiaire, comment elle a pu de cette façon acquérir la Pologne et la Géorgie, comment elle ferme la porte sur la Moldavie et la Valachie, la Grèce, comment elle s'y entend pour exercer son influence sur l'Allemagne, on comprend alors qu'elle ne pouvait que gagner à ce jeu contre les petits Princes de Russie, maintenus de surcroît sous le joug tartare. Telle fut la première école de la diplomatie russe, de ce moment date la malédiction qui pèse sur la politique de la Russie. Les Grands-Ducs de Moscou établirent les fondements de la centralisation en Russie. Outre leur propre habileté un autre facteur les y aida, un autre allié : le peuple. Gémissant sous la violence des Tartares, mais en même temps sous la pression de ses Princes dont la violence n'était limitée que par l'organisation inviolable, patriarcale et traditionnelle des communes, c'est-à-dire la seule constitution existant en Russie, aux termes de laquelle les paysans disposaient du droit de jouissance du sol qui appartenait au seigneur, et pouvaient circuler librement, le peuple aspirait à se libérer de ce fardeau et lorsqu'il comprit qu'il lui serait impossible dans cet éparpillement de s'insurger contre les Tartares, il favorisa instinctivement l'accroissement de la puissance des Grands-Ducs au détriment des

¹⁸ Rivière ukrainienne, la Kalka (en ukrainien, Kaltchik) vit se dérouler sur ses berges le 31 mai 1223 (et non 1224, comme indiqué par erreur par Bakounine) une bataille entre Genghis Khan et une coalition de princes russes, dont les troupes furent massacrées.

autres seigneurs. Alors que les efforts de Moscou pour réaliser une centralisation étaient de plus en plus couronnés de succès, les tyrans tartares subirent les mêmes divisions et clivages que ceux qui avaient permis qu'ils l'emportent sur la Russie et les Grands-Ducs mirent cet état de fait à profit pour enfin se dégager du joug tartare. Cet objectif et la centralisation de l'empire furent totalement réalisés sous Ivan III et IV (Le Terrible) de 1462 à 1584, grâce à la prise de Novgorod, de Pskov, etc. et grâce à la suppression totale des dynasties princières. Sous le nom de *Boyards*, princes indépendants transformés en simples courtisans et fonctionnaires des Grands-Ducs, déjà abêtis et asservis sous la domination tartare, à quelques glorieuses exceptions près, incultes, bornés, superstitieux, ils ont opposé pendant les réformes menées par Ivan la résistance passive d'un parti faisant fi du passé, dépendant de ce qu'on lui apporte, désarmé et inactif alors que, par en dessous, ils se comportaient à l'égard de leurs paysans en seigneurs outrepassants et inhumains. Ils ont donc provoqué eux-mêmes leur ruine. Car dans le peuple, l'amour pour les Tsars, qui l'avaient libéré des Tartares, était encore puissant et la diplomatie des Grands-Ducs russes trouvait sa plus puissante expression en la personne d'Ivan le Terrible. Cachant derrière sa sollicitude pour le peuple sa soif de pouvoir absolu et son désir d'accroître sa puissance, il tua en masse les boyards tyranniques sous les vivats du peuple et consolida ainsi sa puissance à la fois sur la peur et sur l'amour qu'il inspirait. Le soulèvement populaire contre les Polonais à l'époque des faux Dimitri¹⁹ au XVIIe siècle et l'élection des Romanov sur le trône des Tsars, résultant de la volonté populaire, constituent la meilleure preuve de la fidélité durable du peuple envers les Tsars. Voici encore un dernier exemple pour caractériser cette aristocratie, son cloisonnement stupide dans une véritable hiérarchie à la chinoise, son sens mesquin et ridicule des vexations pour des questions de préséance et sa bassesse éhontée. Il s'agit d'une anecdote tirée de l'un des livres les plus ennuyeux au monde, à savoir la chronique du règne du Grand-Duc Alexis Mikhaïlovitch, dans laquelle chaque jour, avec toute la pédanterie de l'orient, chaque fait et geste du Tsar était consigné avec le même sérieux que celui avec lequel Schéhérazade décrit les vêtements des femmes et détaille les cadeaux, mais elle en faisait quelque chose de si important et de si divertissant que le Sultan ne put que la laisser en vie. A la table d'Alexis, un jour, deux boyards se querellèrent au sujet de la place d'honneur. Le Grand-Duc s'en amusa un moment puis attribua les places à son idée. Celui qui s'estima blessé dans son honneur se jeta aux pieds du Prince, roula sous la table en pleurant et en criant : Tuez-moi mais ne déshonorez pas ma famille ! Alexis trouva une meilleure solution : il fit conduire dans la cour le bouffon fêré de généalogie, lui fit assener une centaine de coups de bâton et, lorsque ce dernier revint dans la pièce, il se rassit tout à fait calmé à la place qu'il avait auparavant refusée. Telle était l'aristocratie de cette époque. Ces querelles ridicules et ces chinoïseries stupides se produisaient si souvent que Fédor III, successeur d'Alexis, eut recours à un subterfuge despotique mais salutaire : sous le prétexte d'une révision, il fit rassembler tous les parchemins nobiliaires, fondements de toutes les querelles, et les fit brûler. Mais *Pierre le Grand* porta le coup de grâce à la vieille aristocratie lorsqu'il ordonna de sa propre autorité que toutes les barbes fussent coupées, que fussent introduites dans les cercles et sociétés les femmes emprisonnées jusque là d'une manière asiatique et que fût créée une *nouvelle noblesse*, *noblesse d'épée* ou *de robe*, avec des titres qui seraient perdus à la troisième génération si ni le père, ni le fils n'avaient été au service de l'État en occupant une fonction militaire ou civile. Tout ceci et la promotion d'une quantité d'étrangers méritants provoqua au sein de la vieille noblesse les nombreux soulèvements contre Pierre dont les réformes étaient présentées au peuple superstitieux comme étant contraires à la religion. On connaît l'insuccès de cette opposition.

Sous le règne de Pierre I jusqu'à celui de Catherine II, cette noblesse a simultanément généré une

¹⁹ Les faux Dimitri sont deux imposteurs qui ont tenté de se faire passer pour Dimitri, fils, décédé mystérieusement en 1591, d'Ivan IV le Terrible. Le premier, Dimitri II (1582-1606), de son vrai nom Gregori Otrepiev, régna en 1605-1606 avant d'être assassiné. Le second, dont la vie est moins bien connue, tenta également de prendre le pouvoir mais fut assassiné en 1610. Ces deux personnages sont caractéristiques du « temps des troubles » (1598-1613) qui précède l'arrivée sur le trône des Romanov

nouvelle aristocratie, celle des *courtisans* puissants, qui étaient soutenus par les régiments de la garde dont les postes d'officiers étaient occupés par les fils et les membres de ces familles. Autant que puisse le raconter l'histoire des Empereurs de Russie, quant aux activités de cette aristocratie sous Pierre II, Anna, Elisabeth et Pierre III, l'ensemble de l'aristocratie terrienne n'était pratiquement pas impliqué dans ces sombres entreprises destinées à ébranler l'Empire. Le reste de la noblesse ne prit aucune part à toutes ces intrigues et révolutions de palais, laissant ainsi totalement aux courtisans le champ libre. Cette aristocratie de cour comptait toutefois dans ses rangs des éléments de valeur et pleins d'énergie, issus pour la plupart de l'école de Pierre le Grand, des Russes et des étrangers, dont faisaient partie les Menchikov, Münch, Osterman²⁰ entre autres. Sous le règne de Catherine, cette aristocratie qui avait les faveurs de l'impératrice acquiert un certain raffinement. Ses membres se cultivent au travers de la littérature allemande et française, de véritables talents politiques se font jour, « d'illustres seigneurs (vielmochi) » comme on les appelle, se distinguant par une manifestation d'indépendance. A ce groupe appartenaient les Potemkine, Roumiantsev, Orlov, Bestoujev, et au moins par son indépendance rude, Souvarov²¹.

Catherine, qui ne connaissait que la liberté de l'aristocratie et qui se souciait si peu des droits des paysans que c'est sous son règne que les paysans d'Ukraine, qui étaient libres jusque là, devinrent des serfs, projeta d'élever la noblesse au rang d'une véritable aristocratie. A cette fin, elle lui accorda des droits politiques (c'est-à-dire le droit de nommer elle-même ses maréchaux, d'élire des juges, mais en aucune façon des droits que la noblesse pourrait utiliser contre elle, l'Impératrice), elle fit installer des bibliothèques dans les différentes provinces et, au sein de cette noblesse jusque là encore assez mal dégrossie, elle généra, même si les bonnes manières étaient encore assez superficielles, un certain sentiment de sa propre dignité. Mais comme ce fut le cas pour toutes les dispositions prises, la haine de *Paul* à l'égard de sa mère fit là encore échouer ces tentatives de valorisation de la noblesse. Dans sa folie autocratique, il s'ingéniait à piétiner en toutes occasions la dignité des hommes et à tout maintenir dans un état d'épouvante, d'insécurité et de dépendance. Cela en était au point que le peuple, jusques et y compris les officiers de la garde en uniforme, préférait courir dans les canaux et y rester caché un certain temps plutôt que de croiser la voiture de l'Empereur et de s'aplatir dans la fange devant lui. Cela en était au point que les officiers de la garde, lorsqu'ils étaient de service, avaient toujours sur eux quelque argent, ne sachant jamais si un caprice de Paul ne les ferait pas sortir du château pour les envoyer en Sibérie. Il avait bien envoyé un jour en Sibérie, pour cause de manœuvres maladroites, tout un régiment de cavalerie, qui avait été rappelé en chemin. L'assassinat de cet Empereur fut une fête pour la noblesse dans toute la Russie et particulièrement à Moscou où l'on s'en félicita, parce qu'on avait fondé les plus grands espoirs sur le Grand-Duc *Alexandre*, élevé par La Harpe. Et ces espoirs se concrétisèrent puisque durant une assez longue période il n'y eut pratiquement plus de censure et que les écrits en provenance de l'étranger purent être étudiés de façon active.

Puis vint l'année 1812 qui déclencha un grand bouleversement salutaire au sein du peuple russe, mais qui exerça aussi son influence sur la noblesse. La lutte qui eut lieu cette année là était de nature patriotique, interpellant la noblesse de tout le royaume, elle l'amena à prendre conscience de sa valeur et éveilla en elle une aspiration à la liberté. La guerre continua de se propager à l'Ouest et les observations et les expériences faites en Allemagne et en France comblèrent et enflammèrent les officiers et les

²⁰ Alexandre Danilovitch Menchikov (1672-1729) : homme politique et chef militaire, ami de Pierre le Grand. Münch : il s'agit sans doute du feld-maréchal Burckhardt Christoph von Münnich (1683-1767), qui entra au service de Pierre le Grand en 1721 et réalisa en Russie une série de grands travaux. Andreï Ivanovitch Osterman (1686-1747 – en allemand Johann Heinrich Friedrich Ostermann) : diplomate et homme politique.

²¹ Grigori Potemkine (1739-1791) : militaire et homme d'État, amant de Catherine II. Piotr Alexandrovitch Roumiantsev (1725-1796) : maréchal. Grigori Orlov (1734-1783) : amant de Catherine II, qu'il aida à évincer son mari Pierre III. Alekseï Petrovitch Bestoujev-Rioumine (1693-1768) : diplomate et homme d'État. Alexandre Vassilievitch Souvarov (1729-1800) : militaire.

soldats, jusqu'à l'Empereur lui-même qui fut contaminé par le libéralisme, puisqu'il promit lors de l'attribution de la constitution polonaise de l'étendre aux contrées russes. Tout ceci accrut l'ardeur de l'enthousiasme au sein de la jeunesse russe, mais il vira à l'opposé à mesure que cette jeunesse attendait le moment où le libéralisme de l'Empereur se concrétiserait. Sous l'influence de Metternich et du mysticisme, Alexandre redétruisit ce qu'il avait bâti et le vieux despotisme se remit en place. Les conséquences ne se firent pas longtemps attendre. La toute jeune noblesse, fougueuse et trompée dans ses attentes, se ligua contre l'Empereur. Cette conjuration fut remarquable en ce sens qu'elle représentait le premier éveil de l'ensemble de la noblesse russe et qu'elle n'était plus une simple conspiration de courtisans. C'est en particulier dans le corps des officiers, où l'élite de la noblesse était représentée, que prit naissance cette conjuration qui éclata en 1825 et fut réprimée dans le sang. Comme c'est le cas pour tout sentiment noble qui échoue, c'est là aussi la bassesse et la vénalité qui ont éclaboussé et souillé cette conjuration. Bien sûr, tout dans cette conjuration était plein de jeunesse et de romantisme, mais l'objectif posé au départ, à savoir une constitution pour l'Empire, a rapidement été dépassé par les leaders les plus remarquables, tels que Pestel, Ryleïev et Mouraviev²², qui ont posé les principes qui sont aujourd'hui encore essentiels pour une révolution en Russie. A savoir : la déclaration au titre de propriété nationale de la terre et du sol, la libération des paysans, l'éviction de la maison des Romanov et, grâce au démantèlement de l'empire russe, la fondation d'une république fédérative slave.

Nicolas avait assis son trône sur les massacres de Saint-Petersbourg et de Tulchin, sur les pendaisons et les exils en Sibérie. Le terrorisme de la peur fut son saint patron. Si son frère avait déjà, au cours des dernières années de son règne, entravé et opprimé le noble esprit de la jeunesse par la restauration de la censure, de la police secrète et de l'inquisition, ces mesures furent encore plus drastiques sous Nicolas en particulier après le soulèvement polonais. De lourdes interdictions pesaient sur les livres, ils n'en étaient que plus avidement lus et malgré les interdictions tout était disponible à des prix fort élevés. Pourtant, un certain engourdissement gagna la jeunesse durant de nombreuses années malgré une activité littéraire, cette jeunesse qui, dans le doute, se jeta sur tous les philosophes allemands existants, cet opium moral pour tous les assoiffés d'action et pourtant condamnés à l'inactivité. Mais cette oppression incessante généra aussi un nouvel esprit qui, parce qu'il reposait sur la connaissance de tout ce mouvement ignoble, était plus réel, plus solidement établi comparé à celui riche en déceptions de l'année 1825. La littérature russe de la période présente ne se préoccupe que de l'étude approfondie et de la description de la situation abominable et insupportable dans laquelle se trouve le pays. C'est la période qui, en Allemagne, est incarnée par Börne, la période de la douloureuse connaissance de soi, de l'auto-humiliation. Le résultat de tout cela, c'est que la jeune *noblesse* a acquis la conviction qu'elle ne vaut rien, qu'elle n'a pas d'avenir, et ce n'est pas *parce que* mais seulement *bien qu'elle* soit la noblesse, qu'elle a conscience que ce n'est que dans le *peuple* que réside l'énergie, la vie future de la Russie. Voici quel est le dogme de la Russie actuelle !

L'occasion nous est ici donnée de battre en brèche certaines des affirmations fort répandues, solidement ancrées et pourtant totalement erronées. On continue à parler de Moscou comme étant le foyer de l'insatisfaction, comme étant aujourd'hui encore le point de ralliement du parti des boyards mécontents. Il n'en est rien. Moscou est, il est vrai, le siège du mécontentement, mais de celui de la jeunesse radicale qui se refuse à servir l'État et qui prend parti pour le peuple, en essayant déjà dans les campagnes de se fondre dans le peuple. Mais du parti des aristocrates mécontents, qui du temps de Catherine avait son siège à Moscou, il ne reste plus la moindre trace. C'était celui de la noblesse des courtisans et des favoris, qui s'appuyait sur la garde. L'aristocratie de la Cour n'est plus maintenant

²² Paul Pestel (1793-1826), fondateur de la « Société du Midi » (basée à Tulchin, en Ukraine), Conrad Ryleïev (1795-1826), fondateur de la « Société du Nord », et Sergueï Mouraviev-Apostol (1796-1826), membre de la « Société du Midi » étaient trois des principaux représentants de la conspiration décembriste (ou décabriste) de décembre 1825. Ils furent pendus en 1826, en compagnie de deux autres conspirateurs, Mikhaïl Bestoujev-Rioumine (1801-1826) et Petr Kakhovsky (1797-1826) sous l'accusation de régicide.

qu'une nuée de valets misérables qui n'a plus du tout l'énergie que ses pères avaient manifestée pour les assassinats. Si cette noblesse exerce encore une influence, c'est celle qu'exerce sur son maître le laquais qui connaît toutes les faiblesses de son seigneur. Rien ne peut être obtenu par la sincérité et par la droiture virile, seules prévalent la servilité la plus pitoyable et les intrigues les plus infâmes. Une autre hypothèse pose le *Sénat* comme l'ennemi de l'Empereur qui est souvent entravé dans ses réformes les plus sages par l'opposition de cet organe. Mais c'est une plaisanterie. Le Sénat est de jure et de facto le serviteur le plus humble et le plus obéissant du Tsar, il n'a jamais eu l'audace de manifester la moindre velléité à l'autonomie. L'Empereur est la source unique de tout pouvoir législatif et exécutif. C'est lui qui nomme et révoque les sénateurs. C'est lui qui les condamne selon son bon plaisir dans les vingt quatre heures et qui les expédie en Sibérie, sans que personne n'y trouve à redire. Compte tenu de cet assujettissement, comment la fierté des hommes pourrait-elle s'exprimer ? Un dicton ne dit-il pas : Il est assez fou pour avoir sa place au Sénat ? Pierre le Grand voulut, il est vrai, conférer au Sénat un rôle juridique en tant qu'instance juridictionnelle suprême, mais pas un rôle politique. Mais aujourd'hui, il a perdu toute fonction puisqu'il n'est pas rare que dans des procès civils l'Empereur se prononce *contre* le Sénat. Après ce tableau, pouvons-nous encore réfuter l'histoire stupide selon laquelle, il y a quelques années, l'Empereur aurait de sa main, en pleine séance, abattu d'un coup de feu un Sénateur pour *cause d'opposition* ou que la vingt cinquième année de son règne serait pour l'Empereur l'année de sa mort pour la raison que le Sénat ne pourrait plus lui imposer de limites ? !

IV L'ÉGLISE ET LES PRÊTRES : LES FONCTIONNAIRES ET LES FINANCES

En Russie, tout est fait pour compenser l'absence de l'être authentique par le paraître fastueux. Et de même que Potemkine trompait l'Impératrice Catherine II quant à l'état florissant de la Tauride²³, cette nouvelle province conquise, par des tentures et des rassemblements populaires, de même l'Empereur de son côté s'efforce toujours d'exploiter à son avantage l'image artificiellement trompeuse de la situation en Russie. Il sait, en effet, combien l'étranger est enclin à établir des comparaisons entre ce qui se passe en Russie et dans son propre pays ou même à façonner de son propre chef la situation en Russie. Il est donc facile à l'Empereur de transformer une bagatelle, un rien, en une chose de très grande importance pour les érudits étrangers et en particulier les allemands. En Russie, l'*Église* fait partie de ces riens. Comme l'Empereur s'est aussi déclaré *chef* de l'Église de Russie et qu'il figure, à ce titre, dans tous les livres, mais comme par ailleurs l'Église de Rome constituait une puissance dont le pape était la quintessence, les touristes enclins à l'écriture qui traversaient la Russie sans comprendre ni sa langue, ni son peuple, en concluaient que l'Église russe constituait une puissance et que l'Empereur était à la fois prince séculier et dignitaire de l'Église puisqu'il exerçait un pouvoir sur la Sibérie et sur le ciel. Pour parvenir à une véritable connaissance de la Russie et de la puissance de l'Empereur, nous devons aussi détruire ce préjugé que rien ne justifie, en analysant l'Église *orthodoxe grecque* et ses serviteurs, car c'est d'elle seule et non des nombreuses sectes qu'il s'agit ici. Au contraire de sa sœur romaine, l'Église grecque de Russie est au service de l'État. Tandis que la première, après des combats qui durèrent des siècles et grâce à une force intérieure, parvint à exercer sa souveraineté sur les princes régnants, l'Église grecque ne réussit jamais à surmonter son formalisme stérile qui ligota les esprits et, à quelques rares exceptions près, elle se maintint dans une totale apathie. Et maintenant qu'elle s'est laissée asservir par le pouvoir laïque, il lui est totalement impossible de se dégager de cette situation d'impuissance car personne ne peut plus lui prêter main forte, pour ce faire, elle n'a plus le champ libre. La logique inéluctable de cette situation est manifeste si l'on considère les serviteurs de l'église. En Russie, le prêtre (pope)

²³ Il s'agit de la Crimée. Potemkine est resté célèbre pour avoir mis en scène une prospérité de façade dans les villages que visitait l'impératrice – dits aussi « villages Potemkine ».

n'est pas quelqu'un qui choisit de l'être spontanément, sa désignation se fait par une sorte de coutume basée sur l'hérédité, qui conditionne le fils du pape pour qu'il assume la fonction de son père. L'exaltation pour la fonction de prêtre est donc déjà, de ce fait, impossible. Mais en plus, toute l'éducation du pape veille à ce qu'il soit dans l'incapacité d'être un prêtre au sens où nous l'entendons, un maître, un éducateur pour sa communauté et donc un membre influent de la société. Il passe sa petite enfance avec les fils des paysans du village qui le punissent par des volées de coups de bâton et n'apprend qu'à peine à lire et à écrire. Ce n'est qu'à neuf ans que son existence change. Il est envoyé à l'école religieuse de la ville la plus proche où il apprend avec force rossées et pour un coût d'autant moins élevé pendant quatre à cinq ans autant ou aussi peu qu'un garçon du même âge, dans une école banale, en l'espace d'une année. Quoi qu'il en soit, c'est alors que, selon la règle, il entre au séminaire d'une ville de la province où pendant six à sept ans il se livre au non-sens scolastique, en étant soumis au despotisme le plus effroyable des moines qui est la mort de l'esprit et qui ne se préoccupe absolument pas de la pureté des mœurs ou des sentiments religieux, mais uniquement de l'apparence et du fatras creux des formes. S'il a un peu de bon sens, il y arrive *malgré* et non *grâce* à cette méthode d'éducation. Trois possibilités s'offrent à la sortie de ce séminaire. Soit, réglementairement dressé, le fils devient ce qu'était son père, à savoir diacre ou pape, soit, comme quelques uns de ses compagnons d'infortune, il entre à l'Académie de médecine, soit enfin, si c'est vraiment un esprit bien fait, il est expédié à l'Académie religieuse. C'est donc le séminaire qui décide si son élève sera un *prêtre noir* ou un *prêtre blanc*. Il devient prêtre noir, c'est-à-dire moine de l'unique ordre russe des Basiliens, en entrant à l'Académie religieuse, où il va sonder tous les mystères de la scolastique pour, plus tard, exercer la fonction d'archimandrite, d'évêque, etc. Parmi ces prêtres instruits, il y a aussi bien sûr des hommes de valeur qui, au cours de leurs études, acquièrent même un certain penchant pour différentes hérésies et qui, dès que cela s'ébruite, sont envoyés en pénitence dans le monastère de Solovetski près d'Arkhangelsk²⁴. Certains d'entre eux (comme Innocent de Kiev) étudient avec zèle la philosophie allemande, mais même lorsqu'ils découvrent des nouveaux systèmes, cela n'a aucune répercussion sur l'Église, car cette formation philosophique n'est pas commune à tous les prêtres noirs, elle est au contraire très sporadique. Ce manque de solidarité entre les instances supérieures du clergé rend bien évidemment impossible toute tentative de donner à l'Église une position indépendante de l'État. Toutes les vagues tentations d'auto-indépendance apparues ici ou là jusqu'à présent étaient isolées et sont donc restées sans effets. La disgrâce de l'Empereur maintient aussi à sa place le métropolite Philarète de Moscou. Les prêtres noirs exercent sur le peuple, avec lequel ils n'ont que très peu de contacts, une influence aussi minime que celle qu'ils ont sur l'Église. Seuls les *prêtres blancs* pourraient en avoir une puisqu'ils vivent dans et avec le peuple. Mais nous allons voir tout de suite qu'en raison de toute leur éducation et de leur position, ils ne peuvent jamais exercer cette influence. Le même esclavage, le même avilissement, qui a opprimé le fils du pape à l'école et au séminaire, l'attend à nouveau au moment de son retour dans le monde à la sortie du séminaire. Le prêtre blanc doit d'abord se marier, avant même qu'il ne soit ordonné dans ses fonctions. Mais la procédure de mariage constitue la plus grande immoralité. De même qu'il n'est pas devenu prêtre de son propre chef, de même n'épouse-t-il pas de son propre chef une jeune fille qu'il aime. Pour respecter la règle imposée par l'Église et donner une femme au prêtre avant qu'il ne prononce ses vœux, ses parents entament des pourparlers avec une autre famille de popes qui a une fille en âge de se marier. C'est entre eux que se conclut l'affaire, quand tout est en règle sur le plan financier, et le fils et la fille n'ont qu'à obéir. En tant que pape, il n'a plus désormais que les biens de l'Église dont il partage les revenus avec le diacre et les serviteurs de l'Église subalternes. Et c'est ainsi que, dès son entrée en fonction, commence sa dépendance vis-à-vis du châtelain et des paysans. Non seulement le châtelain joue au patron de l'Église, vieux style, comme

²⁴ Monastère de la mer Blanche, célèbre pour avoir été l'un des foyers de la dissidence des Vieux-croyants.

en Allemagne et, selon que le pape lui plaît ou non, il lui manifeste ou non une certaine sympathie, en lui accordant ou en lui refusant du bois de charpente, du bois de chauffage et autres cadeaux divers pour la maison ou la cuisine, mais le pauvre prêtre se trouve dans la même position vis-à-vis des paysans. C'est à force de *prières* qu'il obtient d'eux qu'ils cultivent son champ, qu'ils rentrent la moisson et qu'ils lui rendent tous les mille et uns services de la vie courante, car il n'a aucuns moyens financiers pour les payer. S'ils le font, il faut qu'il soit assez intelligent pour tenir compte de leurs faiblesses et ne pas user de trop de rigueur envers eux. Pour pouvoir vivre décemment, il doit, vis-à-vis du châtelain et des paysans, oublier qu'il est prêtre. Il n'a rien appris, il est inapte au travail, alors il s'ennuie ou il s'en prend à sa femme, qui ne lui plaît pas, et se rebelle contre cette situation dans laquelle il a été jeté. Pour se distraire et pour se consoler, il se mêle aux paysans, va assidûment à la taverne où il s'enivre avec eux avec, il faut dire, une telle virtuosité qu'en Russie prêtre et ivrogne sont devenus des synonymes. Il devient rapidement la cible des plaisanteries. Comment avec un tel comportement, avec ce manque d'intelligence et de formation pourrait-il exercer une influence sur le peuple ? Le Gouvernement, bien sûr, aimerait bien que les prêtres acquièrent cette influence qu'il utiliserait à ses fins et pour sa sécurité. Il les oblige par un oukase renouvelé chaque année à être des espions au service de l'État et à l'informer de tous les crimes, en particulier politiques, avoués dans le secret de la confession. Mais tant qu'il ne pourra verser aux prêtres un traitement, pour les arracher à leur dépendance, cet ordre restera bien évidemment sans effets. Le peuple bien sûr se rend à l'église pour y participer à des cérémonies et y être spectateur, mais il ne lui vient pas à l'idée de confesser des crimes et le prêtre est le dernier informé quand un soulèvement se prépare. Compte tenu de cette absence de sentiment religieux dans le peuple et de l'intelligence limitée des prêtres, on ne saurait parler ici de fanatisme pour l'Église nationale. Le fanatisme ne se trouve que dans les *sectes* et, comme nous le voyons, n'est dirigé que *contre* l'Église nationale et contre l'Empereur qui, en tant que chef de l'Église nationale, ne réussit pas à fanatiser le peuple de Russie.

Aucun sentiment national, aucun lien religieux ne lie donc le peuple à l'Empereur. Même son armée ne conserve sa cohésion que grâce à une discipline de fer, mais au fond, en tant que partie de la population, elle lui est hostile et ne constitue pour lui aucun soutien. Mais d'où vient alors la puissance de l'Empereur ? Faut-il la chercher auprès des *fonctionnaires civils* ? Seul un bureaucrate allemand, viscéralement bureaucrate, dont le regard n'a jamais dépassé le plafond de son bureau et qui n'a jamais consulté autre chose que ses registres et ses tableaux pourrait manifester surprise et admiration à l'encontre du corps merveilleux et si intimement soudé des fonctionnaires russes. Car pour un esprit critique avisé ce serait là précisément l'aspect le plus dangereux et le plus pernicieux de tout le système. Si on voulait illustrer ce fait par des exemples, il y en aurait à revendre. En un mot, on peut dire que du haut de cette pyramide jusqu'à sa base, tous les fonctionnaires sont les voleurs les plus cyniques qui soient. C'est tellement la règle, c'est tellement inscrit comme principe inhérent à la fonction, que le maximum de reproches qu'un supérieur puisse faire à son subalterne c'est de *trop* avoir volé pour le rang qu'il occupe dans la hiérarchie (Tchin). Cette corruption est la conséquence inévitable des maigres appointements touchée par la pauvre masse des fonctionnaires et du triste état de fait qu'ils n'ont et qu'ils ne peuvent avoir le sens moral de l'honneur à cause de l'obéissance inconditionnelle et du manque total d'indépendance qui sont exigés comme premier et unique devoir de la part de tout bon fonctionnaire russe. La fourberie est tellement profondément ancrée en eux que le fonctionnaire, qui se ferait de sa fonction un idéal, passerait aux yeux des autres pour un ennemi qu'il faudrait contraindre par la force à faire comme les autres ou s'exposerait à la méchanceté la plus raffinée, aux persécutions les plus effroyables. Un homme honnête au milieu de voleurs est un homme perdu. Sans avoir conscience de quoi que ce soit, il devient par une falsification d'actes soit complice, soit politiquement suspect et, malheur à lui, si dans ces deux cas il ne bénéficie pas d'un appui puissant à la Cour. Il doit s'en aller, « c'est un Jacobin, il ne veut rien prendre ! » dit-on de lui et, dans leur propre intérêt, les autorités supérieures essaient de se

débarrasser de ce personnage bizarre qui se permet d'avoir du service de l'État une autre conception qu'eux. Le *paraître* : voilà tout ce qu'on demande en Russie à un bon fonctionnaire. Le *paraître* apporte aux classes supérieures distinction honorifique et argent. L'*être* vous envoie en Sibérie. C'est ainsi qu'en dépit de ce mécanisme articulé de façon aussi ingénieuse, il règne la plus grande des désorganisations dans le monde des fonctionnaires. Il n'y a pas un seul sénateur, un seul ministre, un seul chef d'un service à Saint-Petersbourg ou dans les autres provinces qui ne se livre au vol. Même les femmes des fonctionnaires utilisent cette prérogative de leurs maris. La femme du *ministre de la police* Benkendorf acheminait même des bateaux entiers pleins d'objets de contrebande dans le port de Kronstadt où elle entretenait de grands entrepôts par l'intermédiaire de ses servantes, des serves. B., un monopoliste, qui avait besoin d'une nouvelle loi pour une spéculation lucrative, l'obtint en corrompant l'ensemble du *conseil des ministres*. L'Empereur aimerait bien sûr mettre un terme à cette pratique, mais tout ce qu'il fait pour y parvenir ne sont que des coups d'épée dans l'eau et les quelques gouttes qui en rebondissent sur la rive et y sèchent ne diminuent en rien le volume total de l'eau. La quantité des voleurs et le mécanisme mis en place par les fonctionnaires rendent impossible toute réforme, d'autant que l'Empereur est plus capricieux qu'énergique. C'est ainsi qu'il y a quelques années, il a réuni une commission chargée d'examiner toutes les anomalies dans la conduite des fonctionnaires dont il s'est proclamé lui-même le président. Les informations furent amenées à grand peine de tout l'Empire et aucun fonctionnaire ne s'en sortit indemne. Lorsque l'Empereur en eut révoqué quelques centaines, il ressentit l'impossibilité qu'il y avait à nettoyer les écuries d'Augias. Il décida alors de dissoudre la commission et tout reprit le même cours que précédemment. Seuls les plus stupides comptaient parmi les rares qui furent condamnés, les fourbes les plus malins ne le furent pas. Voici une anecdote caractéristique qui conclura ce sujet écœurant. Nous allons essayer de la relater dans sa tonalité originelle. Perovski²⁵, ministre de l'Intérieur (célèbre pour sa désastreuse expédition militaire à Khiva), encore un idéaliste, voulait instaurer un peu plus d'honnêteté dans la police et s'attira bien évidemment par là la haine du président de la police, Kokochkine (surnommé aussi par le peuple « Cache coquin », c'est-à-dire receleur, à cause de sa vénalité), une fiéffée crapule. Mais l'Empereur, qui craignait toujours d'être assassiné et qui croyait ne pouvoir dormir tranquillement que sous la protection de Kokochkine, le prenait toujours sous sa protection malgré les preuves flagrantes de la perversion de celui-ci. Un jour enfin, Perovski crut détenir une preuve accablante. Kokochkine s'était fait remettre 100.000 roubles d'argent par un monopoliste, bouilleur de cru. Les deux ennemis se croisent dans l'antichambre de l'Empereur et Perovski déclare : « Votre Excellence, je vous félicite ! » Kokochkine se rue alors chez l'Empereur attendant l'octroi d'une nouvelle faveur, mais l'Empereur reste silencieux. Le même jour, lors d'une soirée, la même scène se répète. Kokochkine pressent un mauvais coup et demande ce qui lui vaut ces félicitations. « Mais vous le savez bien ! », entend-il pour seule réponse. Kokochkine se précipite alors chez l'Empereur, joue les offensés et menace de démissionner, connaissant le point faible de l'Empereur. « Qu'est-ce que c'est encore que cette bêtise ? », demande l'Empereur. Kokochkine lui raconte alors la façon dont Perovski le tourne en dérision. « Que signifient ces extravagances ? », demande l'Empereur au ministre qu'il a convoqué. « Votre Majesté, il le sait bien lui-même », répond Perovski. « Les plaisanteries ne sont pas de mise avec moi, de quoi s'agit-il ? », intime l'Empereur et Perovski lui raconte ce qui s'est passé. Le fonctionnaire déloyal est-il perdu ? Pas du tout. Lorsque Kokochkine revient, l'Empereur lui dit simplement : « Je te félicite aussi ». Et ce fut tout. Ce n'est que plus tard que le bienheureux sut ce pour quoi il pouvait se féliciter. Ainsi va le monde des fonctionnaires en Russie : incorrigible, opprimant le peuple, gelant toute disposition bienfaisante prise par l'Empereur

²⁵ Vassili Alexeïevitch Perovski (1794-1857), ministre de l'intérieur, conduisit à partir de décembre 1838 une expédition militaire sur le khanat de Khiva (ville d'Asie centrale située aujourd'hui en Ouzbékistan), mais dut se replier au début de l'année 1840 avec ses troupes sans même combattre en raison de la dureté du climat et du manque de préparation.

ou n'en tenant aucunement compte, entraînant ainsi sa chute.

Les extorsions d'argent commises par les fonctionnaires et leurs fourberies nous amènent tout naturellement à la question de la situation des *finances* en Russie. Comme elle n'a ses racines ni dans le peuple, ni dans la religion, ni chez les militaires, ni chez les fonctionnaires, la puissance de l'Empereur repose-t-elle sur des ressources pécuniaires inépuisables ? La légende prétend que l'Empereur dispose d'une somme d'argent colossale et fournit bien des détails sur le trésor enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul et les sommes monstrueuses que la Russie dépense chaque année en cadeaux aux diplomates et aux espions pour l'aider à soutenir ses propres projets secrets de même qu'à maintenir la monarchie absolue en Allemagne et les énormes sommes d'argent avancées à la France, à l'Angleterre et à l'Autriche semblent corroborer la véracité de cette légende. Mais d'où proviennent ces revenus étant donné que le peuple est pauvre, que l'industrie n'en est qu'à ses débuts et que les malversations et les fraudes, ne serait-ce que cela, sont colossales ? D'où proviennent ces prêts d'argent sachant que la Russie a elle-même contracté des emprunts en Hollande, en France et en Angleterre ? Oh, dit-on, l'Empereur possède de telles mines d'or dans l'Oural et en Sibérie qu'il ne peut les exploiter à fond pour ne pas faire chuter le cours de l'or. L'Empereur possède, il est vrai, quelques bons filons mais certainement pas d'une telle ampleur et, à notre avis, certains se réfèrent à des faits qui sont loin d'être secondaires. Un jour, l'argent avancé à grand bruit aux Cours de Paris et de Londres ne représentait en fait que les réserves qui doivent être stockées dans les caves des banques pour couvrir la dette publique. Mais étant donné l'énorme quantité de billets de banque qui circulent dans l'Empire la situation est simple et logique : l'État ne dispose pas en argent comptant du cinquième ou d'un pourcentage encore inférieur de cette somme, alors que dans tout système financier réglementé le tiers doit être conservé intact pour, en cas de crise, pouvoir rembourser en partie les reconnaissances de dette de l'État. Cette soi-disant avance de fonds n'était en fait rien d'autre qu'un échange d'argent russe en titres de rente anglais et français qui sont déposés maintenant dans la banque de Saint-Petersbourg en lieu et place de l'argent en espèces. Cet achat ne s'est fait qu'au profit de l'absolutisme et la révolution qui doit s'emparer de la France comme de l'Angleterre montrera que la Russie s'est livrée à de mauvaises spéculations parce que les rentes ne seront pas payées et que l'argent liquide a été dépensé.

Par ailleurs et compte tenu d'une si colossale richesse en métal, on devrait pouvoir s'attendre à trouver, dans tous les cas, plus d'argent en espèces, alors que dans toute la Russie et même dans les villes des provinces, on ne peut qu'à grand peine réaliser un billet de cent roubles. Il faut de plus rappeler qu'il y a deux ans les fonctionnaires civils et militaires ont attendu trois mois le versement de leurs salaires. A l'époque, exploiter un peu plus les mines insoupçonnées n'aurait en rien menacé la valeur de l'or, mais cela ne s'est pas produit, parce qu'elles n'existent tout simplement pas. La façon dont l'Empereur s'est approprié les revenus élevés de l'Église, l'argent pour les cierges en plus des fonds publics des écoles, est déjà assez audacieuse. Si les fleuves d'or en provenance de l'Oural étaient vraiment venus grossir le trésor privé de l'Empereur, cela aurait été perçu comme un vol manifeste, comme un acte de violence que rien ne justifie. L'Empereur se sert notamment de l'argent que donnent les fidèles pour les cierges et qui représente chaque année une somme considérable, pour faire fonctionner les écoles religieuses et les séminaires. Priver le clergé de cet argent revient donc à l'abrutir de plus en plus et à le rendre de plus en plus dépendant des seigneurs et des paysans et prouve combien l'Empereur manque d'argent, compte tenu du fait qu'il voudrait, dans l'intérêt de l'État, payer lui-même les popes mais qu'il n'a pas l'argent pour le faire. Un autre fait, enfin, confirme l'extrême pénurie d'argent de l'Empereur : il y a trois ans, il n'y eut plus d'argent à la caisse des dépôts et consignations de Moscou, organisme auprès duquel les commerçants qui faisaient des affaires en Orient déposaient leurs avoirs, sans intérêts, jusqu'à la date des règlements. Un grand nombre de commerçants eurent de gros problèmes ou même firent faillite. Tout ça parce que l'Empereur avait décrété un *emprunt forcé*.

Plus de papier-monnaie qu'il ne convient d'en avoir dans un système financier raisonnable, la retenue des traitements des fonctionnaires et, le pire de tout, l'atteinte à la propriété privée : tels sont les résultats de l'économie conduite en Russie. Et la révolution n'a pas encore touché la Russie. Quand elle éclatera, rien ne pourra l'arrêter, car tout ce qui serait susceptible de l'entraver est en état de décomposition et la faillite de l'État russe est plus proche que ne le pensent les créanciers aveugles.

Et on voudrait que cette armée de petits et grands voleurs et fraudeurs constitue un pilier de l'État ? Elle est précisément le contraire. Elle est la ruine de l'État, le corrupteur inconscient de tout le système, à la sauvegarde duquel elle croit œuvrer, l'ennemi le plus acharné de l'Empereur. Cette caste de fonctionnaires, dont l'esprit s'infiltré parmi les plus grands comme les plus petits, considère la Russie comme un grand champ d'application de son système basé sur le vol et le pillage. Elle seule, par sa masse comme par son organisation et par le sentiment commun de culpabilité, tient en fait les rênes de la Russie. C'est au travers de sa puissante hiérarchie que les ordres de l'Empereur descendent jusqu'au peuple et que les plaintes et les réclamations du peuple montent jusqu'à l'Empereur, sous réserve bien sûr du consentement des fonctionnaires. Si un ordre venu d'en haut leur paraît critique ou dangereux pour leur sécurité, il sera bien sûr transmis comme il se doit là où il faut, peut-être même sera-t-il rendu public, mais il ne sera pas appliqué puisque ni le peuple ni les intérêts privés ne peuvent en obliger l'exécution, leurs requêtes et leurs plaintes restent sans écho, même l'or reste sans effets auprès des plus gradés, car les sommes proposées ne sont pas à la mesure des rangs occupés. En un mot : le ciel est bien haut et le tsar bien loin ! Conséquence logique de ce système basé sur l'exploitation par les fonctionnaires : le peuple éprouve à leur rencontre une animosité infinie qui dépasse de loin la haine qu'il nourrit pour les nobles. Un monde de fonctionnaires qui, comme nous le voyons, impose sa loi à l'Empereur ou qui ne suit les ordres de l'Empereur que selon son bon plaisir, ne représente plus pour l'Empereur un instrument, il n'est plus qu'un instrument puissant au service de la révolution à laquelle il sacrifie et lui-même et l'Empereur.

Ma défense²⁶
A M. l'avocat Franz Otto

[1] Monsieur,

J'ai longtemps hésité à vous adresser une défense personnelle, et surtout avant de prendre la résolution d'en écrire une. Dois-je vous exposer les raisons de cette hésitation ? Si j'avais à me défendre devant une juridiction libre et publique, je n'aurais pas balancé un seul instant. Mais devant un tribunal qui juge à huis clos et qui, par sa nature, est condamné à rendre sa sentence bien plus selon la lettre d'une loi vétuste que selon l'esprit vivant de l'époque actuelle : en quoi peut m'être utile une défense qui ne renferme – et ne peut renfermer – que les raisons morales de mon activité en Allemagne ?

Cependant, je veux essayer de me défendre même devant ce tribunal et je le ferai dans cette lettre, sous la forme d'une confession politique à vous adressée. Comme je vous l'ai écrit dans une lettre précédente [2] en vue de ma défense, je m'en remets à vos bons soins pour tout ce qui concerne ma participation aux événements de Dresde. Je ne peux rien dire de plus que ce que j'ai déclaré déjà à la Commission Criminelle de Dresde. Le dossier contient la pure et entière vérité. Je me contenterai, à la fin de cet écrit, de faire allusion à quelques points que l'acte d'inculpation n'a pas, à mon avis, présentés sous leur vrai jour.

Je m'efforcerai avant tout de vous faire comprendre et de faire comprendre à mes juges actuels par votre intermédiaire, comment je suis arrivé, moi, un étranger, un Russe à prendre une part active à l'insurrection de Dresde. De la part d'un Polonais on attend toujours un pareil comportement, et même les gens qui sont loin d'être favorables à de tels mouvements reconnaissent aux Polonais comme une espèce de droit de se manifester partout où éclate le moindre désordre. Bien plus, on est tellement convaincu de ce droit qu'on leur fait même volontiers endosser de tels actes auxquels ils n'ont en rien participé ! On les maudit, on les appelle la plaie de l'Europe, et pourtant rares sont ceux qui ne voient pas dans leur action présente comme une Némésis, une vengeance historique pour le crime dont ils ont été les victimes. Mais un Russe !

Un Russe qui participe à cette aspiration universelle vers la liberté : cela apparaît si singulier que beaucoup ne peuvent expliquer ce phénomène que par des motifs contre nature. C'est ainsi que durant ces deux dernières années, certains m'ont pris pour un espion du gouvernement russe, d'autres au contraire pour un émissaire à la solde de Monsieur Ledru-Rollin²⁷, chargé d'assassiner l'Empereur de Russie. Je vous montrerai plus loin que ces deux bruits proviennent de la même source.

[3] Je lis dans l'acte d'accusation, entre autres points, ce qui suit :

« D'après la note p. 65 de la pièce de côte B N° 37, Vol. 1, il est probable qu'il (Bakounine) est devenu l'émissaire de Ledru-Rollin pour soulever les pays de langue slave, pour en faire des Républiques ainsi que pour provoquer une guerre entre la Prusse et la Russie, et qu'il a été chargé par le Comité révolutionnaire polonais à Paris de missions spéciales pour le Grand Duché de

²⁶ Texte rédigé en allemand par Bakounine entre janvier et mars 1850 et publié en langue originale par Vaclav Čejchan dans *Bakounin v Čechách*, Prague, Vojenský archiv RČS, 1928, p. 101-189. Les pages entre crochets renvoient à cette édition. Traduction par l'IISG, inédite sur papier. Les passages compris entre des doubles crochets sont des notes de Bakounine. Un certain nombre de coquilles et d'erreurs de transcription dans les toponymes et les patronymes, présentes dans l'édition électronique de ce texte, ont été corrigées.

²⁷ En tant que membre du gouvernement provisoire de février 1848, Alexandre-Auguste Ledru-Rollin (1807-1874) finança effectivement le départ de Bakounine pour l'Europe centrale, source sans doute de la rumeur que Bakounine mentionne ici.

Poznań²⁸ et en vue de l'assassinat de l'Empereur de Russie, enfin qu'il a été à Berlin en contact le plus étroit avec l'extrême-gauche. »

Je n'avais pas cru tout d'abord devoir répondre à cette dénonciation : la Commission elle-même déclarait en effet qu'elle avait été adressée aux autorités d'ici par la police de Berlin sans signature et sans plus amples preuves. La Commission y attachait même si peu d'importance qu'à vrai dire elle ne me posa sur ce point aucune question. Malgré cela, lors d'une autre occasion, je lui ai donné maints éclaircissements qui devaient la persuader encore davantage du caractère insoutenable d'une telle accusation : et pourtant je la retrouve mot pour mot consignée dans l'acte d'inculpation. Cela ne me gêne pas, car c'est à cette accusation que je veux rattacher toute ma défense.

L'accusation porte, comme vous voyez, sur trois points distincts : premièrement, j'ai été un émissaire de Ledru-Rollin : deuxièmement, un comité révolutionnaire polonais m'a envoyé dans le Grand Duché de Poznań pour assassiner l'Empereur de Russie : et enfin, j'ai été à Berlin en contact étroit avec des hommes de l'extrême gauche. Trois points, dont le dernier n'apportait aucun élément à l'accusation, si le dénonciateur de Berlin ne l'avait associé aux deux autres avec autant d'adresse que de malignité.

Commençons donc par Monsieur Ledru-Rollin. Le reste sera liquidé de lui-même au cours de cet écrit. Certes, si j'avais honneur de faire plus ample connaissance avec Monsieur Ledru-Rollin, [4] je serais fier d'une telle relation. Car il est sans aucun doute un des hommes les plus importants et les plus distingués de notre époque et il prendra vraisemblablement encore une grande place dans les destinées de sa grande patrie. Mais le hasard a voulu que, dans toute mon existence, je n'aie parlé avec lui qu'une seule fois, et encore pas plus de cinq minutes : un temps bien trop court pour être devenu son agent.

Et je proteste d'une façon absolue et de toutes mes forces contre cette affirmation impudente que j'ai été l'agent de quelqu'un, que ce soit d'un individu ou d'un Comité. Après l'explosion de la troisième révolution française ou plus exactement de la première révolution européenne, je suis allé en Allemagne seul et de ma propre volonté. Vous comprendrez sans peine les mobiles qui m'ont poussé à cette détermination, si vous me permettez, Monsieur, de vous exposer mes vues politiques ainsi que ma position à l'égard de ma patrie.

Complètement retranché du monde extérieur, j'ignore quel est l'état d'esprit qui y règne actuellement et je ne sais jusqu'à quel point on a le droit d'oser exprimer la vérité. Mais quelque grand puisse être le changement qui s'est produit en Allemagne depuis 1848, il est sans doute permis, même si l'on est l'hôte d'une forteresse allemande, de proclamer son amour de la liberté et sa haine du despotisme. Nulle part ces deux sentiments ne sont aussi vivaces qu'en Russie où la liberté n'apparaît presque que comme un au-delà inaccessible et où la réalité est l'esclavage sous sa forme la plus brutale.

On peut dans d'autres pays contester le droit à la Révolution, mais en Russie ce droit ne saurait être mis en doute. Là où la société existante [5] n'est que l'immoralité organisée, toute révolte est un acte moral et être libre est non seulement le droit mais aussi le devoir suprême de tout individu.

Que dans ma patrie règne le despotisme le plus insupportable et le plus pernicieux, c'est ce que tout le monde sait en Allemagne. On a, ces temps derniers, tellement écrit sur la Russie, qu'il n'est plus permis à aucun homme cultivé, s'il se prétend un tant soit peu honnête, d'exprimer des doutes sur ce sujet. On sait qu'il n'y a en Russie ni droit, ni reconnaissance de la dignité humaine, ni asile pour la pensée libre. Même la religion est en Russie un simple moyen de gouvernement, le knout est le symbole du pouvoir absolu, et l'argent le seul moyen de se faire rendre justice ou, pour mieux dire,

²⁸ Bakounine désigne cette ville polonaise par son nom allemand : Posen. Le grand-duché de Poznań était une province autonome de Prusse entre 1815-1848, date à laquelle il fut définitivement intégré à la Prusse et remplacé par la province de Posnanie, suite aux troubles qui l'avaient agité.

d'obtenir satisfaction : de justice, en effet, il ne peut en être question, il y a longtemps qu'elle a disparu dans le marais de la législation russe.

On connaît bien moins ce détail extrêmement important : la nation russe est de plus en plus étrangère à l'État impérial, et actuellement n'a autant dire rien de commun avec lui. Ce divorce commença précisément avec Pierre I, lorsqu'il soumit le peuple russe à une dure contrainte. Pierre a pris un peuple inculte, aux mœurs patriarcales, démoralisé par la tyrannie tartare et les guerres civiles ultérieures, déchiré et cependant uni par un puissant instinct, et il a greffé sur lui d'une main brutale la civilisation européenne telle qu'elle existait alors en Allemagne et qui, comme vous le savez bien, ne valait pas grand-chose. A cette époque on ne faisait pas grand cas en Allemagne de la moralité et des droits de l'homme, on n'avait même aucun souci des peuples qu'on vendait et qu'on traitait comme des objets inanimés. Le droit divin des dynasties régnantes, le désir d'arrondir les territoires, l'expansion par tous les moyens de puissants États fonctionnant comme des machines : c'est à cela [6] que se résumait le code politique au début de ce XVIIIe siècle, qui fut en Europe le siècle de l'immoralité politique et de l'absence de scrupule. C'est cette politique qui est devenue en Russie le système permanent et c'est elle qui inspire encore maintenant les maîtres de la Russie.

Pierre a seulement transformé la Russie en un véritable État, un État selon les conceptions de l'époque, organisé en vue de s'accroître par la violence, une machine destinée à réduire en esclavage les nations étrangères, un État dans lequel le peuple lui-même n'était pas considéré comme une fin, mais comme un simple moyen de conquête. C'est en partant de cette base que l'État russe a progressé et, dans l'espace d'un siècle, s'est élevé au rang des plus grandes puissances européennes, si ce n'est au premier rang. Son influence se fait sentir aujourd'hui jusqu'aux parties les plus reculées du continent européen. Mais plus il gagnait en étendue, plus il devenait étranger à son propre peuple : et ceci s'explique d'une façon toute naturelle.

Un État-machine, organisé seulement en vue de la conquête, ne peut exiger de son peuple que trois choses : de l'argent, des soldats et la paix intérieure, et, pour cette dernière, peu importent les moyens qui l'assureront. Un tel État traite son propre peuple comme un peuple conquis, c'est un État dictatorial à l'intérieur comme à l'extérieur. Le gouvernement tout entier se transforme en police. C'est ainsi, par exemple, que Pierre le Grand a attaché à la glèbe le paysan qui avait jadis été beaucoup plus libre : il n'était pas guidé par un quelconque principe politique, il ne désirait pas accroître peut-être ainsi la puissance d'une aristocratie. Il ne voulait pas entendre parler d'une aristocratie, et en supposant qu'il en ait jamais existé une en Russie – les Boyards étaient déjà avant Pierre, sur un signe du Tsar, soumis à la punition de la bastonnade – il l'a complètement détruite en la transformant en un Service ou, plus exactement, en une noblesse de Service. S'il a fait du paysan un serf, c'est uniquement pour des raisons policières, pour charger le propriétaire terrien d'une double responsabilité : faire tenir tranquilles les paysans et assurer l'exacte livraison des redevances et des recrues.

[7] C'est dans le même esprit que ses successeurs ont continué à gouverner. Plus la Russie étendait son territoire, plus on avait besoin de soldats et d'argent, et plus augmentait la pression du gouvernement. Jamais on ne pensa sérieusement à civiliser le peuple, à accroître son bien-être matériel, à le développer intellectuellement, et ceci pour une raison bien compréhensible : tout progrès de la conscience populaire aurait causé de très graves perturbations dans le mécanisme d'un tel État, il fallait donc plutôt l'étouffer que le favoriser. Il y a, à ce point de vue, un mot bien caractéristique de Catherine II, de cette Grande Catherine, impératrice de Russie, dispensatrice des « lumières » et célébrée comme telle par tous les philosophes du XVIIIe siècle : répondant à une lettre d'un Gouverneur-Général de Moscou, dont j'ai oublié le nom, et qui se plaignait de l'insuffisance des écoles primaires, cette femme éminente écrivait de sa propre main : « Nous avons besoin d'écoles dans notre Empire, pour que l'opinion publique ne nous bannisse pas du concert des nations civilisées : mais il ne faut pas considérer comme un malheur le fait que, chez nous, les écoles

végètent, car, si notre peuple était vraiment capable un jour de lire et d'écrire, il nous serait difficile de conserver notre place, aussi bien vous que moi. »

Le peuple russe n'a pas encore appris à bien lire et écrire et cependant il a fait de grands progrès, mais à la vérité des progrès dans un sens radicalement opposé et hostile au gouvernement. Le contact avec cette Europe, où nous a conduits le désir de conquêtes de nos maîtres, a produit un effet bienfaisant, et cela malgré toutes les mesures préventives contre la « peste intellectuelle », malgré cette quarantaine peureuse qui, depuis près de vingt-cinq ans, a dressé une muraille autour de la Russie.

Il s'est formé en Russie une grande masse de gens éclairés, jeunes et plus âgés, issus aussi bien de la noblesse que de la bourgeoisie, qui supportent ce joug effroyable avec impatience et même un sentiment de honte, et qui sont prêts à saluer avec joie et avec une sympathie active [8] tout changement, tout pas en avant vers la libération. Que ce ne soit pas un simple effet de mon imagination, un vœu pieux de ma part, mais bien au contraire une réalité, je n'en veux pour preuve que la révolte étouffée de la noblesse en 1825. En Allemagne et plus encore à l'étranger, on est très peu instruit du caractère de cette révolte. On la confond souvent, et certainement à tort, avec ces fréquentes révolutions de Palais et révoltes de Janissaires qui, de la mort de Pierre le Grand à celle de Paul, ont eu presque toujours pour instigateurs les héritiers du trône eux-mêmes et qui ont coûté la vie à tant d'Empereurs de Russie. La révolte de 1825 avait une tout autre signification. Elle prenait naissance à cette même source, d'où l'Allemagne a commencé à puiser une vie nouvelle, dans cet entrechoquement des peuples entre 1812 et 1816. Elle ne se proposait pas moins que la libération du paysan jouissant d'une propriété libre, une libre Constitution, la libération de la Pologne conquise et l'établissement d'une République slave fédérée. Elle a échoué peut-être parce qu'elle a été un peu prématurée et romanesque comme la jeunesse. Elle a été écrasée et, comme tous les vaincus, méconnue et calomniée. Mais son souvenir est resté vivace en Russie et les héros tombés ont répandu une semence qui n'est point perdue. Sous la poigne sévère du gouvernement actuel, la jeunesse russe est devenue plus sérieuse et plus réfléchie et le redoublement de cette surveillance ne pouvait qu'éveiller dans tous les cœurs un amour d'autant plus grand pour la liberté.

Beaucoup plus important encore est le grand changement qu'on perçoit depuis les quatre dernières décennies dans le peuple proprement dit. C'est chose courante en Allemagne de parler de [9] l'attachement fanatique du peuple russe pour son gouvernement : rien n'est moins fondé que cette opinion. La vénération religieuse à l'égard du tsar considéré comme l'incarnation visible de la volonté divine appartient depuis déjà longtemps à une ère révolue. L'époque actuelle ne veut plus entendre parler de cela, elle a d'autres exigences et est animée d'autres sentiments. Bien plus, la plupart des sectes religieuses qui pullulent sur la terre russe et qui, en dépit des persécutions de l'église officielle, se livrent à une propagande acharnée considèrent tout simplement le tsar comme l'Antéchrist et le temps de son règne comme cette période d'épreuve annoncée par l'Apocalypse à laquelle succèdera, ainsi qu'il est promis, le Royaume millénaire de Dieu. Ainsi le tsar n'est plus que le chef suprême d'une Église morte et transformée en police qui n'exerce plus sur le peuple la moindre influence. Les popes n'inspirent que moquerie et mépris. L'Église vivante, ou plutôt les Églises, car il en existe en Russie une infinité, sont toutes dressées contre le tsar. Il y a moins de deux ans, à Prague, j'ai eu encore une fois l'occasion de m'assurer par moi-même que les Vieux-croyants²⁹, les plus dociles de tous, les seuls que tolère encore dans une certaine mesure le gouvernement, même eux lui sont au plus haut point hostiles. Le gouvernement sait fort bien tout cela et persécute impitoyablement cette rébellion religieuse : chaque année, des centaines de ces rebelles sont livrés au knout, des milliers sont envoyés en Sibérie et dans les colonies insalubres du Caucase. Rien n'y fait. Le fanatisme croît après chaque nouvelle persécution, les victimes du knout et de l'exil sont

²⁹ On désigne sous ce terme générique les sectes apparues en Russie après le *raskol* (schisme) de 1666-1667.

honorées par le peuple comme de saints martyrs. Pour un rebelle exterminé, dix autres se lèvent et rien ne peut venir à bout de cette propagande menaçante, car il est impossible pour le gouvernement de pénétrer dans la vie intime et secrète de ces énormes masses populaires. [10] Pour vous montrer l'énergie qui anime les adhérents de ces sectes en Russie, je ne vous raconterai qu'un seul fait survenu en 1838, durant mon séjour à Pétersbourg. Un jeune paysan venant d'un des Gouvernements les plus reculés, se rendit à pied à la capitale dans l'unique intention de gifler le Métropolitain³⁰. Il savait très bien quelle cruelle punition l'attendait, et c'est joyeusement qu'il périt sous le knout, fier d'avoir accompli cet acte et avec l'enthousiasme d'un martyr.

Il me faudrait écrire tout un livre, si je voulais vous entretenir de toutes les singularités qui caractérisent les sectes en Russie. Je ne me serais d'ailleurs pas permis d'entrer dans tous ces détails s'ils n'étaient indispensables pour donner à mon mémoire des bases plus solides. Il existe en Russie des sectes communistes qui vivent déjà maintenant dans la communauté des biens et des femmes. Même le protestantisme n'est pas demeuré sans influence sur le peuple russe. On trouve aussi des sectes anarchiques qui sont fermement convaincues que tout gouvernement est d'inspiration diabolique. Dans l'imagination fruste d'un sectateur russe, c'est habituellement un pêle-mêle confus où se mêlent aux conceptions les plus baroques des tendances humanitaires et l'intuition profondément enracinée d'un avenir meilleur non au ciel mais sur la terre. Il faut remarquer que c'est cette fraction du peuple russe qui vit avec le plus de bien-être, le plus de propreté, le plus d'humanité : on trouve parmi elle un très grand nombre de gens sachant bien lire et écrire, et elle se distingue des autres par des rapports plus humains, par un net sentiment de sa dignité et par une estime mutuelle. Ceci est la preuve que les sectes en Russie contiennent un germe vivant de civilisation qui pourrait être d'une grande importance pour le futur développement de ce pays. Mais j'y vois surtout le [11] témoignage, qu'aucune stagnation, source de mort, n'est intervenue dans la vie du peuple russe, et que ce peuple, malgré l'abandon total où l'a laissé son gouvernement, malgré toutes les formes possibles de répression qui l'ont accablé, s'efforce d'aller de l'avant de sa propre volonté et de la façon qui lui est propre, et saura se frayer un chemin vers la lumière et la liberté en dépit de toute la police, de la Sibérie et du knout.

La signification politique des sectes en Russie s'est révélée dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. La révolte de Pougatchev n'a pas été appréciée de longtemps à sa juste valeur en Europe. Ce fut en Russie la première révolution paysanne, mais non la dernière. Tandis que Catherine II était occupée par le partage de la Pologne, Pougatchev, simple Cosaque du Don, réunit de grandes masses de paysans à la frontière de la Sibérie, se proclama empereur sous le nom de Pierre III : avec ses bandes dont les effectifs croissaient sans cesse, entraînant tout à sa suite, ravageant tout dans sa marche foudroyante, il déferla jusque sous les murs de Kazan qu'il prit d'assaut et incendia. Avec ses bandes indisciplinées, il mit en déroute des armées disciplinées : son nom seul faisait trembler tout l'empire et se propagea parmi le peuple à la vitesse de l'éclair. A Moscou, les masses déjà soulevées l'attendaient avec impatience, et s'il avait pu parvenir jusque là, qui sait si le destin de la Pologne et de la Russie n'eût pas pris un tout autre cours ? Ses troupes étaient, au début, composées pour la plus grande partie d'adhérents des sectes, son mot d'ordre était la libération des paysans et son nom vit encore aujourd'hui dans la mémoire du peuple russe.

L'année 1812, elle aussi, n'est pas restée sans conséquences. La Russie s'est libérée du joug de Napoléon moins par la résistance de ses armées qui, en fait, furent presque toujours battues, que par le soulèvement de son peuple. Même la rigueur du climat n'aurait pu triompher de Napoléon, s'il avait trouvé en Russie un peuple bien disposé à son égard et prêt à lui fournir du ravitaillement et des quartiers d'hiver à l'abri de surprises. Mais le peuple s'était soulevé en masse, détruisant et

³⁰ Distinction religieuse accordée à un évêque ou un archevêque chez les orthodoxes (comparable à la dignité de cardinal parmi les catholiques).

brûlant ses propres villages : il s'était réfugié dans les forêts, [12] n'abandonnant à Napoléon que des champs désolés et lui faisait une terrible guerre de partisans. Ainsi, c'est lui qui a la plus large part dans la libération du pays et la conscience qu'il a de son rôle est fortement enracinée en lui. Durant les années 1813 et 1814, il y eut dans toutes les parties de l'Europe d'importantes révoltes populaires : les paysans soulevés déclaraient qu'ayant contribué à chasser l'ennemi, ils méritaient leur liberté et ils ne voulaient plus revenir au travail forcé. Il y eut bien des scènes sanglantes dont, à vrai dire, l'étranger n'eut que bien peu connaissance, de même qu'en général l'Europe n'apprend que rarement ce qui arrive dans cet Empire. On peut même dire que, depuis 1812, les révoltes de paysans se sont succédées en Russie sans interruption : elles s'aggravent, elles s'étendent de façon menaçante et gagnent chaque année en puissance et en profondeur. Le peuple a désormais une conscience, une volonté commune clairement exprimée et il réclame avant tout sa libération du joug du servage et sa propre liberté. Ses exigences sont déjà devenues si véhémentes et si menaçantes qu'elles ont même effrayé le gouvernement et qu'il s'est mis très sérieusement à envisager les moyens de satisfaire le peuple au moins dans une certaine mesure. Le péril est trop évident et trop grand pour ne pas attirer sur lui toute l'attention du gouvernement. Mais ce dernier est impuissant et ses tentatives de réformes ne font qu'aggraver encore davantage la condition déjà intolérable du paysan.

Il est remarquable de voir combien ce gouvernement despotique, si puissant à l'extérieur, se révèle sans force dès qu'il entreprend d'apporter quelque amélioration à la situation intérieure de l'Empire. Et qu'on n'aille pas croire que sa bonne volonté échoue par le fait d'obstacles extérieurs ou d'une quelconque résistance politique. A mon grand [13] étonnement, j'ai très souvent en Allemagne entendu des gens hautement cultivés parler d'une aristocratie de boyards russes, d'un Sénat qui aurait le droit et le pouvoir de mettre des bornes à la volonté impériale. Comme l'on connaît encore peu la Russie en Europe ! Bien plus, on m'a raconté qu'il existe une loi fondamentale selon laquelle les tsars ne prennent en mains le pouvoir absolu qu'après avoir régné vingt-cinq ans, et c'est pourquoi en général ils sont, peu avant ce terme, assassinés par la haute noblesse ! Il n'y a en Russie ni une aristocratie, ni une autre classe privilégiée qui aurait, en tant que telle, le droit légal, la force ou le courage de s'opposer de quelque façon que ce soit à la volonté de l'Empereur. Le tsar est un souverain absolu au sens le plus large du terme, les prétendus aristocrates russes sont ses serviteurs très soumis et très obéissants qui vivent de Son sourire, meurent d'un froncement de Ses sourcils, et dans le cas où ils exerceraient quelque influence, ce ne serait que cette influence toute naturelle qu'un domestique a sur son maître, une influence qui se résume brièvement en trois mots : tromper, voler et aveugler. Si donc les tentatives du gouvernement russe d'améliorer la condition du peuple échouent toutes, la faute n'en est point à une résistance extérieure. Elles échouent beaucoup plus à cause de la nature intime du gouvernement, une nature si étroitement liée à tous les vices fondamentaux de l'Empire que toucher tant soit peu à ces derniers fait courir le risque de porter atteinte au gouvernement ou même de provoquer son effondrement. Toute réforme en Russie n'est plus qu'un [14] pas en avant vers la Révolution. Un État policier, tel que Pierre l'a constitué et tel qu'il existe encore, ne peut rien améliorer, rien libérer, rien réformer. Il est seulement capable d'opprimer et de réprimer, – de réprimer aussi longtemps qu'il peut le faire.

C'est ainsi, par exemple, que l'organisation des paysans de la Couronne³¹ devait servir de modèle pour tous les propriétaires de domaines privés. Mais alors qu'arriva-t-il ? Les paysans de la Couronne sont bien plus mal lotis, bien plus opprimés et volés que ceux qui dépendent de particuliers : ils sont en effet sous la direction de fonctionnaires russes, et c'est tout dire ! Avant de penser entreprendre en Russie la plus petite réforme, il faudrait nettoyer les écuries d'Augias du fonctionnarisme russe. Mais comment ? Et qui le fera ? Ce gouvernement n'a pas – et ne peut avoir – d'autres agents d'exécution que ces fonctionnaires dont on n'a certes pas à attendre qu'ils se suicident de leur plein

³¹ Paysans de la couronne : paysans qui travaillent sur des terres appartenant au souverain.

gré ! Il y a près de quatre ans, l'Empereur voulut lui-même entreprendre ce travail d'Hercule et on créa une Commission spéciale soumise à sa haute surveillance : tous les voleurs et malfaiteurs devaient être chassés de leur emploi, frappés d'indignité, rayés de la surface de la terre. Quel fut le résultat ? On révoqua environ deux-cents petits fonctionnaires, précisément les plus naïfs, ceux qui n'étaient pas encore assez habiles pour dissimuler leurs intrigues. Rien que deux-cents ! Une goutte dans la mer ! Et l'on clôtura les débats de la Commission, car on acquit vite la conviction que, si l'on voulait procéder en toute logique, on serait forcé de chasser de Russie tous les chargés de fonctions et avec eux leurs familles et leurs femmes. Cette plaie de la Russie, ce cancer qui ronge le gouvernement jusqu'au tréfonds de la moelle, en un mot ce fonctionnarisme, ne sont pas des maux fortuits, mais découlent naturellement, nécessairement du système gouvernemental [15] russe. Le gouvernement ne peut toucher à son corps de fonctionnaires sans se porter préjudice à lui-même, il est obligé de s'en servir, obligé de se laisser ainsi mener à sa perte, car ce gouvernement ne peut pas avoir d'autres serviteurs. Seuls des esclaves peuvent assurer l'existence du despotisme et on n'a le droit d'attendre d'esclaves ni honnêteté, ni dévouement, ni humanité.

Et il arrive ainsi que même les meilleures intentions de ce gouvernement n'entraînent, lorsqu'il passe à l'exécution, qu'une oppression encore plus insupportable. Les souffrances, le mécontentement et l'impatience du peuple croissent avec chaque palliatif par lequel le pouvoir suprême tente d'améliorer sa condition. Le gouvernement russe ne peut en effet user que de palliatifs, car l'emploi de tout autre moyen lui est interdit par la nature et la finalité de son organisme qui a été créé non pour libérer mais pour opprimer les peuples. Pour procurer au peuple un adoucissement substantiel de sa condition, pour le rendre vraiment libre, il lui faudrait saper les piliers de sa propre puissance, de cette puissance qui est uniquement fondée sur l'asservissement du peuple.

Pierre, comme je l'ai déjà signalé plus haut, a placé le peuple russe sous la domination de la noblesse, mais il ne l'a pas fait pour favoriser cette dernière : bien plus, il a par cette mesure transformé tous les propriétaires de domaines en fonctionnaires de la police impériale non rétribués qui rendent dans ce système des services irremplaçables et exercent une activité d'intermédiaires sans laquelle toute la machine de l'État s'arrêterait. Ce n'est pas comme en Autriche, où fonctionnaires et propriétaires de domaines constituent deux classes distinctes : séparation qui, en l'an 1846 de sanglante mémoire, a permis à cet état aristocratique [16] monarchique de prêcher le communisme en Galicie et de tirer un bénéfice momentané d'une atroce révolte de paysans³². En Russie, tout propriétaire de domaine est pour ainsi dire fonctionnaire et tous les fonctionnaires sont propriétaires de domaines ou tout au moins apparentés à de tels propriétaires. Le peuple russe a pour le fonctionnaire proprement dit encore plus de haine que pour le propriétaire de domaines : ceux-ci, en effet, durant ces derniers temps, en partie par crainte et en partie sous l'influence bienfaisante d'une instruction plus développée, – ce qui se remarque surtout chez la plus jeune génération –, ceux-ci traitent leurs paysans avec beaucoup plus d'humanité et leur rendent justice bien plus qu'auparavant. La vengeance du peuple se tourne donc avant tout contre les fonctionnaires de l'Empire, ensuite aussi en partie contre les propriétaires de domaines appartenant à la noblesse, c'est-à-dire qu'elle tend à paralyser tous les organes du gouvernement et à détruire le gouvernement lui-même.

L'État autrichien, en 1846, pouvait du moins estimer que la tempête soulevée par lui, se limitant à la Galicie, lui permettrait de tirer de ses autres provinces les ressources indispensables à son gouvernement. Toute autre est la situation en Russie. Là n'existent pas ces différences radicales de nationalités, la population rurale est dans presque toutes les provinces animée du même esprit, tout l'Empire est en proie à la même agitation. D'où alors tirer l'argent nécessaire ? D'où recruter des

³² Allusion au soulèvement de la noblesse polonaise en 1846, qui fut contrecarré par une révolte de paysans, notamment ukrainiens (les Ruthènes).

soldats ? Certainement pas des redevances volontaires, ni de l'engagement du peuple révolté qui, souvent maintenant, se mutile et s'estropie pour échapper à ce terrible fléau qu'est le service militaire en Russie. Il faut enfin souligner [17] que le paysan russe est un être bien différent du paysan de Galicie. Il fait preuve de bien plus d'énergie et d'indépendance que ce dernier, il a même une conscience beaucoup plus libre, bien qu'il soit certainement écrasé par une plus dure oppression que celle endurée par le Galicien. On n'observe en lui aucun trait de cet esprit apathique et borné qui ne peut s'expliquer que par l'emprise du catholicisme et qui a fait du paysan galicien un instrument aveugle aux mains des curés et autres suppôts de l'Empire. Le paysan russe ne vit sous aucune influence officielle, il porte en lui un monde d'idées entièrement personnelles, un monde illimité de désirs, d'espérances et de vengeance. Une révolution paysanne en Russie portera au gouvernement un coup mortel, détruira cet État, et une telle révolution est inévitable. Rien ne peut la détourner, tôt ou tard il faut qu'elle éclate et elle éclatera, d'autant plus terrible, d'autant plus destructrice, qu'elle sera plus tardive.

Telle est la situation intérieure de ma patrie. J'ai essayé de vous la peindre à grands traits, car elle est si étroitement liée à la politique extérieure de l'État russe qu'il est presque impossible de comprendre cette dernière si on ne connaît pas [18] la première. Je l'ai décrite pour montrer qu'un Russe qui aime sa patrie peut haïr l'État russe et même est obligé de le haïr. En ne me limitant qu'à ce que l'étranger connaît le moins, j'ai essayé de mettre en évidence la situation présente ainsi que l'état d'esprit du peuple proprement dit : en effet, la totale ignorance de la question donne lieu aux plus grossières méprises dans les jugements qu'on porte sur la Russie.

Cette situation est effroyable. Tout ce que seul le despotisme peut amasser d'oppression, d'outrages et de cruelle injustice sur le corps violenté d'une nation asservie, toutes les flétrissures de l'esclavage, les violations les plus criantes de toutes les lois de l'humanité et de toute dignité humaine : tout cela constitue dans ma malheureuse patrie des manifestations quotidiennes et banales. Oui, les violences perpétrées par ce gouvernement corrompu du sommet à la base sont devenues si monstrueuses, si excessives, qu'on ne peut en faire le récit en Europe : personne en effet ne voudrait y croire. Et dans ce labyrinthe de honte et de malheur, il n'y a plus d'issue pacifique : la situation est si désespérée que si Pierre le Grand, qui en fut le premier artisan, pouvait revenir, il reculerait d'effroi et avouerait son impuissance à y porter remède. Un seul individu, quelque grand soit-il, peut bien fonder une puissance d'ordre mécanique, il peut asservir des peuples mais il ne peut pas créer un peuple libre. La liberté et la vie sortent seulement du peuple et il y a dans le peuple russe assez d'éléments pour un avenir plein de grandeur et d'humanité.

L'actuel maître de la Russie suit fidèlement les directives politiques prescrites par Pierre et même avec une bien plus grande logique que celui-ci. Son gouvernement n'est rien d'autre que le système du génial fondateur de l'État russe, mais mené à maturité et ayant pris conscience de lui-même, [19] et jamais cet État n'a été aussi menaçant à l'extérieur et aussi oppressif à l'intérieur que précisément à notre époque.

La Russie est un État organisé en vue de la conquête. Inutile de le démontrer, l'histoire est là, et la Pologne, la Finlande et une partie de la Turquie en sont des témoignages. Mais de quelle manière a-t-il conquis ces pays ? Ce ne fut pas à la façon des barbares qui détruisaient la civilisation romaine pour apporter au monde une nouvelle forme de vie et même de nouveaux éléments de liberté. C'était un mouvement de peuples, un mouvement de masses jeunes, pleines de vie, riches en avenir bien que barbares. Ce ne fut pas non plus à la façon des Mahométans qui, au nom d'une conception religieuse brûlante de ferveur et avec le fanatisme qu'elle leur inspirait, submergèrent le monde. Ce ne fut davantage comme Napoléon à la tête de ses troupes enthousiastes qui, partout où elles étaient victorieuses, inconsciemment au service d'une grande révolution, détruisaient les derniers soutiens de la féodalité, instauraient leur Code civil et avec lui l'égalité des citoyens. Et enfin, non plus comme aujourd'hui les Américains du Nord qui, dans l'intérêt de la civilisation, de la démocratie et du travail,

se répandent irrésistiblement sur le continent américain. Le peuple russe ne participe pas en tant que peuple aux conquêtes de la Russie : on le pousse contre les peuples étrangers avec ce même knout qui, encore aujourd'hui, sert dans son propre pays à le contraindre au travail servile. Il n'est en aucun cas question de fanatisme religieux, de civilisation, d'égalité et encore moins des intérêts [20] des travailleurs. La Russie fait des conquêtes sans plaisir, sans enthousiasme, seulement dans l'intérêt du despotisme. La Russie n'est pas une nation joyeuse de conquérir, elle est un État avide de conquêtes, un État qui, étranger et hostile à son peuple même, s'en sert pour asservir les autres peuples : principe abstrait qui pèse sur la nation russe contrainte à lui servir d'outil et de champion, un État qui s'est fait de soixante-millions d'âmes autant d'esclaves pour faire disparaître du reste du monde la lumière de la liberté et de la vie et éteindre toute étincelle d'une conscience humaine.

Je n'exagère en rien, je dis la stricte vérité et ce que je dis, je vais le démontrer.

Y a-t-il une seule conquête de la Russie qui ait été le déferlement de tout un peuple ? Jamais et nulle part. Toutes ces conquêtes furent l'œuvre seulement de l'État avec le concours d'armées bien disciplinées et surtout d'une diplomatie bien connue pour ses artifices particuliers et son esprit de suite. La Russie s'est-elle jamais battue au nom d'une religion ? Certes pas. Le peuple russe est au contraire le plus tolérant du monde, il entretient des relations amicales et pacifiques avec les Tartares et les Juifs, les Catholiques et les Protestants, voire même avec les Païens, car toutes les religions possibles sont représentées dans mon immense patrie, mais il ne lui est jamais venu à l'idée de les convertir. Seule la répression a fanatisé les Sectes en Russie, mais leur fanatisme se tourne seulement contre le culte officiel, c'est-à-dire contre le gouvernement. Par contre, [21] elles se supportent fort bien, bien qu'elles soient en matière de dogme aux antipodes les unes des autres, et on n'a jamais entendu parler d'une querelle entre elles. Il n'y a que le gouvernement qui soit intolérant en Russie, et encore pour des raisons politiques. Il n'y a pas encore très longtemps, il se vantait d'être, à l'égard des sectes religieuses, le plus tolérant des gouvernements, et même maintenant, à bien regarder, il manifeste de la tolérance ou plutôt une indifférence absolue pour tous les dogmes chrétiens et païens, tant que ceux-ci ne soulèvent pas d'agitation particulière et n'empiètent pas sur le domaine strictement interdit de la politique. Il accueille avec la même sympathie toutes les sornettes et momeries religieuses, chrétiennes ou païennes, pourvu qu'elles puissent servir – telle une bonne dose d'opium – à abêtir et à endormir le peuple : la religion n'est pour lui qu'un moyen de gouvernement. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne s'est jamais donné la peine de convertir au christianisme les Mahométans ou les nombreux Païens habitant en Russie, ce qui, semble-t-il, serait le devoir le plus sacré d'un gouvernement si féru d'orthodoxie : il est au contraire très souhaitable pour le gouvernement russe de compter des Mahométans au nombre de ses sujets, car il peut se servir d'eux pour faire pression sur les Mahométans de l'Empire turc. Tout autre est son comportement à l'égard de ses Sectes chrétiennes : il met toute son énergie et tout son zèle à les persécuter car elles [22] présentent pour lui un caractère politique menaçant. Tout autre aussi, la façon dont il traite les Catholiques et les Unitariens en Pologne, en Lituanie et en Russie Blanche : l'Unitarisme, tout autant que le Catholicisme qui lui est apparenté, sont pour l'État russe orthodoxe qui ne reconnaît pas le pape des religions gênantes et rebelles et servent d'armes aux Polonais : aussi a-t-on dans les temps modernes – comme tout le monde le sait – prêché le Credo grec-orthodoxe hors duquel il n'y a point de salut, en mitraillant et massacrant le peuple [[En 1832 et 1833, étant officier russe dans les Gouvernements de Minsk, Vilnius³³ et Hrodna³⁴, j'ai été moi-même témoin de ces conversions sanglantes : Dieu merci ! rien de plus que témoin ! Elles continuèrent encore sous la direction du renégat Semashko, ancien évêque de l'Église unitarienne et maintenant archevêque de l'Église russe. On sait que l'unitarisme a pris naissance à la suite de la tentative malheureuse du Concile de Florence

³³ Bakounine emploie pour cette ville lituanienne son nom polonais : Wilno.

³⁴ Bakounine emploie pour cette ville aujourd'hui biélorusse son nom polonais : Grodno.

de réunir les Églises grecque et romaine. Il conserva les rites du culte grec tout en reconnaissant le pape : plus tard, sous l'action des jésuites polonais, il se rapprocha du culte romain³⁵. L'unitarisme s'étend sur toute la Russie occidentale jusqu'au Gouvernement de Kiev, y compris la Lituanie, et, dès ses débuts, il eut à endurer bien des tourments : d'abord du fait des catholiques polonais, et maintenant du gouvernement russe. Officiellement, il n'existe plus en Russie, depuis qu'il fut aboli solennellement par un concile tenu à Polotsk – en 1838, si je ne me trompe pas – et composé de quelques renégats, de prêtres unitariens achetés ou contraints (car la majorité du clergé unitarien a été envoyée en Sibérie ou emprisonnée). Mais le peuple est resté fidèle à son ancienne foi, et jusqu'à présent, malgré les canons et les baïonnettes, il ne veut pas reconnaître les prêtres russes ou devenus russes, ni les églises récemment installées : il arrive ainsi que, dans des provinces entières, il n'y a ni baptêmes, ni mariages, ni enterrements religieux. Fait curieux, ces unitariens sont les mêmes dissidents que Catherine II avait soutenus avec tant d'empressement à la grande joie des milieux philosophiques remplis d'admiration – Voltaire lui écrivit à ce sujet une lettre de félicitation – et dont l'oppression par la noblesse polonaise si mal conseillée à cette époque lui servit de prétexte pour s'immiscer dans les affaires de la république polonaise afin de procéder par la suite à son partage.]] De même, on s'est livré récemment à une propagande officielle en Livonie, Courlande³⁶ et Estonie et l'on a poussé le pauvre peuple protestant [23] sans instruction, par des promesses mensongères, à se convertir à la religion grecque, car on craint que le protestantisme puisse servir de trait d'union entre ces provinces et l'Allemagne ou la Suède. [[On promet, en effet, à tous les convertis le libre établissement avec des terres dans le sud de la Russie. L'instigateur de tout ce mouvement fut publiquement l'évêque du lieu, Irinarch, c'est-à-dire le gouvernement lui-même. Des communes entières voulurent se convertir et émigrer, au point que le gouvernement se vit bientôt obligé d'employer les canons contre ces masses de pauvres gens qu'il avait soulevés et égarés par ses promesses. On sait aussi par ailleurs avec quel zèle le gouvernement s'emploie à russifier ces provinces.]]

Ces témoignages suffisent, me semble-t-il, pour se convaincre que jamais le peuple russe n'a entrepris une conquête ou n'en entreprendra une par fanatisme religieux ou pour tout autre motif : ce que fait au contraire l'État russe, d'autant plus que sa seule raison d'être est de conquérir et d'asservir. Qu'il ne se soucie pas de civiliser les peuples qu'il a soumis, cela résulte du fait que la plupart d'entre eux ont atteint un bien plus haut degré de civilisation que la Russie. Qu'il s'évertue, au contraire, de toutes ses forces à étouffer tous les germes de vie et de civilisation, c'est ce que démontre suffisamment ce qui s'est passé en Pologne, en Lituanie, dans les provinces baltiques aussi bien qu'en Finlande. Qu'est-il advenu des universités de Varsovie, de Vilnius, de Tartu³⁷ et de tous ces pays jadis si florissants ? Des cimetières silencieux remplis de victimes égorgées ! Le Code civil et criminel russe, les fonctionnaires russes, [24] la pauvreté, l'esclavage, ténèbres et pourriture : voilà les cadeaux dont cet État menace les peuples qu'il n'a pas encore conquis.

[25] Pourquoi ces conquêtes ? Continuera-t-il dans cette voie ? Il ne peut faire autrement, il y est obligé. Il le faut pour sa propre conservation. En Russie même, en effet, il n'a pas de vie intérieure, pas d'activité, pas de progrès à attendre, pas de but. Toute sa nature le tourne vers l'extérieur, et seule cette perpétuelle expansion, seuls ces efforts infatigables pour étendre toujours plus loin ses

³⁵ Bakounine confond ici les Unitariens (qui refusent le dogme de la Trinité) et les Uniates (terme qui sert à désigner les communautés catholiques grecques orientales, et en l'espèce l'Église ukrainienne). La création de l'Église uniante n'est pas le fruit du Concile de Florence, mais de ce qu'on appelle l'Union de Brest (ville située dans l'actuelle Biélorussie), par laquelle, en 1596, l'Église de Kiev rompit avec le patriarche de Constantinople pour se placer sous l'autorité du pape. Quant au synode de Polotsk, qui se tint en 1839 sous l'autorité de l'évêque Semashko, il prononça effectivement la dissolution de l'Église grecque catholique ukrainienne et le transfert de tous ses biens à l'État russe.

³⁶ Livonie et Courlande sont deux régions de l'actuelle Lettonie.

³⁷ Bakounine utilise le nom allemand Dorpat pour cette ville considérée comme la capitale intellectuelle de l'Estonie.

frontières lui donnent sa force toujours tendue et sa monstrueuse vitalité messagère de mort. Dans le monde des idées morales comme dans la nature, tout être ne vit que le temps nécessaire à l'accomplissement de son destin. L'immobilité, c'est la mort, et comme l'État russe ne peut progresser que vers l'extérieur, il lui faudrait mourir dès qu'il cesserait de conquérir. J'ai déjà dit que l'État russe n'était pas la nation russe, mais c'est seulement un principe abstrait qui pèse sur cette nation. C'est le principe d'une puissance fondée sur l'absolutisme et ne poursuivant que des fins égoïstes, un principe qui plonge les peuples dans les ténèbres et les foule aux pieds au nom du droit divin. C'est le démon du despotisme traqué de partout, qui s'est maintenant réfugié en Russie et s'est retranché dans cet Empire comme dans son dernier bastion : de là il se propagera de nouveau, si possible à travers toute l'Europe, plus sinistre et plus redoutable que jamais. J'ai déjà montré que le peuple russe n'était pas le moins du monde aussi servile et aussi patient qu'on le pense communément : sous la neige qui semble vouer à la mort cet immense empire, gronde un volcan dont l'éruption est seulement empêchée ou plutôt retardée, parce qu'on éloigne de lui les souffles vivifiants venus de l'Europe. Ce péril est actuellement devenu encore plus grand, depuis que la Pologne est incorporée à la Russie : la Pologne sert de guetteur au peuple russe, elle est un vivant intermédiaire entre l'Europe et lui. La Pologne, [26] selon la belle expression de Jean-Jacques Rousseau, a été avalée par la Russie qui ne l'a pas digérée et même ne la digèrera jamais³⁸. La Pologne est la mauvaise conscience de l'État russe, elle en est la partie la plus malade, c'est un morceau de chair à vif qu'il ne peut arracher de son organisme sans par là-même le détruire absolument et qui, s'il le conserve, infectera tout le reste de son corps et y portera un feu dévorant. Il est impossible à une Russie soumise au despotisme de vivre à côté d'une Pologne libre, mais il est aussi impossible à une Pologne asservie de vivre à côté d'une Allemagne vraiment libre, indépendante et unie. Et c'est bien pour cela que la Russie, en tant qu'État, est l'ennemi naturel de la puissance allemande, de la liberté et de l'honneur de l'Allemagne et qu'elle ne veut en aucun cas l'unité allemande. Il lui faut donc étendre aussi loin que possible en Allemagne ses conquêtes et son influence pernicieuse, elle y est contrainte pour sa propre conservation. L'État russe en est même arrivé à ce point que sa position d'équilibre, son principal point d'appui se trouvent bien plus en Allemagne, –en Prusse et en Autriche pour plus de précision-, qu'en Russie. Et pour conserver cet appui, il lui faut mettre toute l'Allemagne sinon immédiatement sous sa domination, mais tout au moins sous son influence directe.

N'est-il pas déjà maintenant installé en Allemagne ? Je ne répondrai pas moi-même, je laisserai parler à ma place un journal allemand, un journal bien connu pour ses principes conservateurs et qu'on pourrait appeler, en raison de sa tendance politique, le *Journal des Débats* allemand, si tant est qu'il puisse exister un *Journal des Débats* dans un pays aussi déchiré que l'Allemagne. Dans le numéro 86 (page 1369, année 1848) de l'*Allgemeine Augsburger Zeitung*, je lis ce qui suit :

[27] « Ce n'est qu'en passant sur le cadavre de la Pologne que la Russie pouvait s'avancer jusqu'au cœur de l'Allemagne, et ce n'est que l'écrasement de toute liberté en Allemagne qui pouvait consolider en Pologne la domination du knout. » Il est ici superflu d'entrer dans le détail de la vieille et fatale histoire des violences perpétrées à l'égard de la Pologne : elles sont dans toutes les mémoires et nous rappellerons simplement un épisode dans la suite des événements qui, depuis quatre-vingts ans, se sont abattus sur ce malheureux pays. En 1790, la Prusse s'éveilla à l'idée que la destruction de la Pologne constituait pour elle un péril menaçant et elle conclut un pacte avec la Pologne, la Hollande et l'Angleterre, pour maintenir le statu quo de la « République ». Deux ans plus tard, elle se

³⁸ Allusion à J.-J. Rousseau, *Considérations sur la gouvernance de Pologne* (1771), in *Œuvres politiques, Œuvres complètes III*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1964, ch. III, p. 959-960 : « La Pologne était dans les fers du Russe, mais les Polonais sont restés libres. Grand exemple qui vous montre comment vous pouvez braver la puissance et l'ambition de vos voisins. Vous ne sauriez empêcher qu'ils ne vous engloutissent, faites au moins qu'ils ne puissent vous digérer. »

laissa de nouveau circonvenir par la Russie et reçut la part la plus importante du butin en paiement de sa trahison politique. La part de la Prusse, lors du troisième partage de la Pologne³⁹, fut la plus forte car il s'agissait alors de retenir la Prusse dans le cercle enchanté de la politique russe. La suite est connue : la Prusse perdit à nouveau la plus grande part de son butin et la Russie atteignit son but qui était de ne laisser subsister aucune Pologne indépendante. On sait à quels tristes résultats a conduit la politique de blocus pratiquée par la Russie, – politique à laquelle la Prusse elle-même a prêté la main par son traité d'alliance –, et nous n'hésitons pas à voir dans la politique russe menée par la Cour prussienne la véritable et presque unique origine de la Révolution. Le peuple avait le sentiment profond que l'ennemi héréditaire le tenait à la [28] gorge et que le berceau de la monarchie était presque sans défense exposé à ses attaques : de plus, le système russe de blocus est la cause de l'appauvrissement d'une grande partie de la Silésie ainsi que de la Prusse occidentale et orientale. Tant que ce système de blocus isolera la Pologne, il ne faut point penser assister à un vigoureux épanouissement de ces provinces, et l'on peut facilement se représenter l'état d'esprit que cette situation a suscité et continuellement tenu en éveil. On aspirait à la liberté, non en raison d'une préférence (?!) théorique, mais pour se dégager, par la force de l'opinion publique, de l'amitié traîtresse de la Russie qui, de l'avis du peuple, avait ses partisans soudoyés jusque dans le palais du roi. »

Dans un autre article (même année – numéro 80) je trouve encore ce qui suit :

« Nous montrions dans un article précédent, comment, en raison des circonstances actuelles, un rapprochement de l'Allemagne et des Russes tournerait forcément, quoi qu'il arrive, à notre perte. Ce faisant, nous restions, pour ainsi dire, dans le domaine de la théorie. Mais nous savons aussi parler des questions alors débattues en partant du terrain purement pratique de l'expérience. Il y a, en ce qui concerne l'aide de la Russie, un passé instructif derrière nous.

« La Russie s'opposa de bonne heure à la première Révolution française et lui fut hostile, hostile par principe. En 1793, Catherine II expulsa de son pays tous les Français qui n'abjureraient pas les dogmes de la France révolutionnaire et reconnut le comte de Provence comme régent de la France. Paul, le fils de Catherine, interdit, dès le début de son règne, de porter des costumes à la française : il ne tolérait pas que l'académie russe parlât des « révolutions » célestes : il déclarait en juillet 1799 que le gouvernement au pouvoir en France était « anarchique » et « réprouvé de Dieu » : et il interdit aux bateaux et aux [29] ressortissants danois l'entrée en Russie, « parce qu'il y avait à Copenhague et dans tout le Danemark des clubs et des sociétés dont les principes étaient analogues à ceux qu'avait propagés la Révolution française, et parce que le gouvernement danois l'avait permis. » La seconde Coalition contre la République, si elle ne fut pas directement son oeuvre, répondait en tout cas aux vœux les plus chers du tsar. Cependant, dès que commença à surgir en France, – en partie précisément à cause de cette coalition –, la monarchie de type militaire, des relations de caractère amical se nouèrent alors entre notre voisin de l'Est et celui de l'Ouest. Paul entretenit une correspondance intime avec Napoléon, dans laquelle il était discuté du futur Statut de l'Allemagne. L'assassinat de l'Empereur de Russie ne modifia en rien ces rapports. Son successeur, Alexandre, trouva plus avantageux de marcher avec les Français que contre eux. Dans les clauses secrètes du 11 octobre 1801, le Cabinet de Saint-Petersbourg et le Cabinet de Paris se mirent d'accord sur un arrangement commun en ce qui concerne l'Allemagne. Le 18 août 1802, les plénipotentiaires français et russes présentèrent à la délégation de l'Empire un plan que les deux puissances avaient établi en vue d'une nouvelle répartition territoriale de l'Allemagne, et fixèrent un délai de deux mois pour terminer les négociations. Le plan fut accepté et la première conséquence de cette guerre de principes engagée par la Russie avec l'Allemagne et contre la France fut la suppression des trois Electorats ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne, la perte de leur indépendance pour tous

³⁹ Les dates des partages successifs de la Pologne sont : 1772, 1793, 1795 et 1815.

les évêchés et abbayes encore existants, pour tous les petits comtes et chevaliers immédiats, pour toutes les villes libres sauf six, enfin la prise de possession de Salzbourg par le Grand Duc de Toscane et du Brisgau par le Duc de Modène. Toutes les fois que la Russie combat aux côtés de l'Allemagne, cela aura comme première conséquence la destruction des plus petits États, non au profit de la liberté allemande, mais des souverains étrangers et de la puissance de l'absolutisme.

« L'avertissement de 1802 était parfaitement clair, mais les Cabinets allemands [30] firent la sourde oreille. Lorsque l'Autriche entra de nouveau en guerre contre Napoléon, le reste de l'Allemagne ne se dressa pas à ses côtés. Nos Princes observèrent une honteuse neutralité ou firent plus de cas d'un accroissement de territoires, encore plus honteux, que de l'appartenance à une même nationalité. Le jour de la bataille des trois Empereurs (2 décembre 1805), ce ne fut pas une armée prussienne qui combattit aux côtés de l'armée autrichienne, mais une armée russe. Le Lorrain battu ne trouva pas le moindre appui sérieux auprès du Romanov associé à lui dans la défaite : les officiers russes parlaient de l'Allemagne comme de la partie la plus méprisable du monde. [[A ce point de vue, il n'y a encore aucun changement. Les dirigeants entretiennent et excitent avec soin chez le peuple russe la haine et surtout le mépris à l'égard de l'Allemagne. Lorsque les Gardes russes rentrèrent à Pétersbourg après les célèbres manoeuvres de Kalisz – organisées dans l'intention précise de faire fraterniser les armées russe et prussienne –, ils se rencontrèrent avec le Lieutenant-Général von Bistrom, aujourd'hui décédé, qui commandait alors le corps de la Garde : dès qu'on eut échangé les premières salutations, il leur demanda : « Eh bien, les enfants ! vous avez vu les soldats allemands : rien que de la merde, n'est-il pas vrai ? » – « De la merde ! Votre Excellence. » – « Parbleu, je le savais bien ! » répondit le Général qui était lui-même un Allemand et qui ne pouvait même pas parler le russe correctement. Malheur à celui qui se fût permis en Russie de dire que l'Empereur Nicolas était un Holstein-Gottorp et non un Romanov, avait une ascendance allemande et non russe ! La Sibérie eût été pour lui une trop faible punition.]] Gentz n'était certes pas un superpatriote, mais il eut ses entrailles « allemandes » toutes retournées, lorsqu'il vit les Autrichiens foulés aux pieds par les Russes et qu'il apprit comment le Grand Duc Constantin se comportait à leur égard, et la paix de Presbourg (21 décembre 1805) marqua la fin de l'alliance russo-allemande. Elle fit perdre à l'Autriche 1000 milles carrés de territoires, trois millions d'habitants et quinze millions de florins de revenus. La deuxième conséquence de la lutte russo-allemande contre la France fut l'affaiblissement de l'une des grandes puissances allemandes sans avantage immédiat pour la Russie.

[31] « Nous devons subir encore une troisième conséquence.

« Devant le tombeau de Frédéric le Grand, le roi de Prusse et le tsar de Russie s'étaient félicités de leur éternelle amitié. Les liens personnels entre les deux souverains, la même crainte qu'inspirait à tous deux Napoléon, semblaient rendre indissoluble leur alliance contre l'Empereur des Français. Après la bataille de Friedland, Alexandre avait encore des moyens plus que suffisants pour mener contre les Français une longue guerre au profit de la Prusse, mais il ne jugea pas utile de s'y engager. A la paix de Tilsit (7-9 juillet 1807), la Prusse perdit la moitié de ses États, tandis que la Russie recevait le district de Bialystok jusque là prussien (grand de 206 milles carrés). [[Et elle réclamait encore Dantzic, ce que cependant Napoléon ne lui accorda pas.]] Une clause secrète précisait que si la Sublime Porte, – sur les territoires de laquelle la Russie avait jeté depuis longtemps des regards de convoitise –, se refusait à accepter dans sa guerre avec le tsar la médiation de Napoléon, alors la France et la Russie lui feraient en commun la guerre et lui retireraient toutes ses possessions européennes à l'exclusion de la Roumélie⁴⁰ et de Constantinople. La troisième conséquence de l'alliance russo-allemande fut l'affaiblissement de la seconde grande puissance allemande pour le

⁴⁰ Partie de la péninsule balkanique qui appartenait à l'époque à l'empire ottoman et correspond à la Thrace et à la Macédoine.

profit direct de la Russie, les prétentions acquises par la Russie sur les principautés danubiennes, territoire si important pour nous, [[Mais maintenant, c'est l'Autriche qui livre absolument à la Russie les principautés danubiennes et la Turquie.]] et l'alliance que conclurent dès lors entre elles la Russie et la France.

« Si l'amitié de la Russie nous avait conduits à deux doigts de l'abîme, son inimitié menaça de nous y précipiter tout à fait. Au mépris des clauses de la paix de Tilsit, qui stipulaient le retrait des troupes russes des territoires de la Moldavie et de la [32] Valachie⁴¹, elles y restèrent avec le consentement de la France jusqu'au Congrès d'Erfurt : là, Napoléon donna son assentiment à la réunion de la Moldavie et de la Valachie à l'Empire russe. Cette réunion fut effectuée peu après, ce fut pour notre sud-est allemand comme une ligature d'artère et une nouvelle extension de l'Empire des tsars, aux dépens directs de l'Allemagne eut lieu le 14 octobre 1809. A la paix de Vienne, l'Autriche céda à la Russie alliée de la France une partie de la Galicie orientale, forte de 400.000 habitants. Que l'alliance de la France avec la Russie ait duré encore quelques années, et l'Allemagne n'était plus qu'un concept démodé, un souvenir historique. Il est vrai que l'esprit conquérant de Napoléon nous sauva d'un tel malheur, mais avant d'être sauvés nous devons recevoir de nouveaux témoignages des sentiments que nourrit la Russie à l'égard de l'Allemagne.

« Pour être forte contre la France, la Russie signa avec la Suède le 24 mars 1812 un traité d'alliance offensive et défensive, dont le troisième article stipulait ce qui suit : la Suède obtient la Norvège que le Danemark doit lui céder. Si le Danemark le fait de bon gré, il recevra en échange des compensations en Allemagne. Dans un quatrième article, Alexandre se faisait reconnaître par la Suède le droit de porter les frontières de la Russie jusqu'à la Vistule. En janvier 1813, les Russes étaient dans notre patrie : ce n'était dans leurs proclamations qu'amour pour l'Allemagne et haine pour la France. Voici ce qu'on entendait : « Le peuple russe tend la main aux Allemands pour les libérer », « l'avance des armées russes est guidée par des fins élevées et au-dessus de tout égoïsme ». Que peu après dans la Saxe conquise [33] un Gouverneur Général russe exerçât un pouvoir absolu, nommât les officiers jusqu'au grade de capitaine, tandis que, sur ses propositions, l'Empereur de Russie choisissait les officiers supérieurs, c'est ce qui passa presque inaperçu dans la fièvre des événements. Par contre, on put voir plus clairement ce que voulait en définitive la Russie, lors des négociations ultérieures entre les puissances européennes.

« Comme condition préalable à ces pourparlers qui conduisirent le 30 mai au premier traité de Paris, Alexandre stipula que la Lorraine et l'Alsace devaient rester françaises. [[En cela, il a fort bien agi. Il n'est dans l'intérêt ni de la civilisation, ni de la liberté, ni du bonheur de l'Europe, d'amoinrir la grande France. La Lorraine et l'Alsace, bien que de souche allemande, sont devenues entièrement françaises de sentiment et d'inclination, ce qu'elles ont maintes fois montré de façon éclatante pendant les guerres de la Révolution, et, plus tard, lorsque les Alliés ont envahi la France.]] Au Congrès de Vienne, la Russie réclama pour elle toute la Pologne et prétendit « que cette exigence était pour l'empire des Tsars un devoir moral, qu'elle était indispensable pour améliorer l'administration des sujets polonais de Sa Majesté Impériale, et pour les habitants du Grand Duché de Varsovie qui, présentement en vertu de l'occupation militaire du Grand Duché, étaient pareillement sujets de l'Empire » : ceci est une indication de ce que la Russie, peut-être maintenant que s'est éveillée l'idée de panslavisme, pourrait considérer à l'occasion comme un devoir moral. C'est avec peine que les puissances récalcitrantes arrivèrent à obtenir d'Alexandre qu'il se contentât de l'actuel royaume de Pologne, constitué au traité de Tilsit pour une bonne part par des cessions de territoires prussiens, c'est-à-dire allemands. Puis, lorsque Louis XVIII fut pour la seconde fois rétabli en France avec l'aide d'armées surtout allemandes, Alexandre obtint du nouveau roi la promesse qu'il appuierait les projets de la Russie concernant la Pologne et l'Orient, et si le second traité de [34]

⁴¹ Moldavie et Valachie seront réunies en 1859 pour former la Roumanie.

Paris (20 novembre 1815) n'eut pas pour nous Allemands une issue plus favorable, la responsabilité en incombe, outre l'Angleterre, surtout à la Russie.

« Durant ces vingt-trois années 1792-1815, la Russie, en tant que notre allié par principe contre la France, nous a fait plus de tort que si elle avait été ouvertement alliée de la France contre nous. Dans les trente-trois années suivantes, de 1815 à 1848, le dommage tant moral que matériel qu'elle nous a causé, alors qu'elle était également notre allié par principe contre la France, tout le monde en Allemagne peut en parler, et l'affaire des bouches du Danube en témoigne avec assez de clarté. Ce n'est pas dans la personnalité d'un empereur russe particulier que réside pour nous le danger de l'Empire des tsars, mais bien dans l'orientation de la politique russe, telle qu'elle résulte du caractère de l'État. Cette aversion que Paul ressentait par principe contre la France se termina par un accord de la France et de la Russie contre nous : l'aversion de principe d'Alexandre contre Napoléon se termina par un arrangement entre les deux empereurs qui tendait à livrer l'Est de l'Europe à celui-là et l'Ouest à celui-ci. L'aversion de principe de l'Empereur Nicolas contre la France constitutionnelle prit fin, peu avant la Révolution de juillet 1830, par une entente entre le tsar et Charles X, selon laquelle celui-là pouvait étendre ses frontières à l'est de notre continent et celui-ci s'emparer de la rive gauche du Rhin. Quant à la disparition au cours du temps de l'aversion de principe du même Nicolas contre Louis-Philippe, nous en vîmes, ces derniers mois, un indice très net dans les emprunts de la Russie. Si l'on écrivait l'histoire secrète de ce Roi des Français chassé de son trône, on pourrait y lire que cette amitié récente entre l'Est et l'Ouest était une alliance en vue de détruire l'Allemagne et, quelque résolue que puisse être encore maintenant la haine de principe de la [35] Russie contre la République, le jour ne se fera probablement pas attendre où la République et la Monarchie absolue agiront contre l'Allemagne, d'abord secrètement, puis ouvertement. » [[L'auteur de l'article juge la France actuelle et la République française actuelle d'après la première République qui portait en elle la possibilité de se transformer en une monarchie militaire. La France, ainsi que les circonstances, ont depuis cette époque entièrement changé.]]

L'auteur de cet article conclut la première partie en ces termes :

« Nous serons les Polonais du XIXe siècle si, dans la tempête qui secoue actuellement le monde, nous n'avons pas la ferme résolution de nous maintenir debout sans l'aide étrangère. »

Ainsi s'exprime l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*. Et d'abord je n'ai pas besoin de dire que je n'approuve en aucune façon l'esprit dans lequel cet article a été rédigé. Son auteur appartient de façon évidente à ce parti conservateur, bruyamment teutomane, mangeur de peuples qui admire dans le secret de son cœur le gigantesque égoïsme de la politique russe et regrette seulement que l'Allemagne ne puisse se mettre à la place de la Russie, à ce parti qui non seulement veut maintenir par la force sous la domination allemande les peuples étrangers qui gémissent encore sous le joug prussien et autrichien, mais encore serait prêt à pleurer parce que le monde entier n'est pas né « teuton », à ce parti enfin qui, durant les deux dernières années, a précisément le plus contribué à ruiner les espérances les plus légitimes de l'Allemagne. Mais les faits restent les faits et quant à la crainte, manifestée par l'auteur à la fin de son article, que l'Allemagne pourrait connaître le triste sort de la Pologne, [36] elle est non seulement fondée mais même en voie de réalisation.

L'Allemagne, considérée dans son ensemble, se trouve déjà maintenant dans la même situation intérieure – et peut-être dans une situation pire – que la Pologne à la veille de son premier partage. La Pologne était déchirée et livrée aux mains de ses ennemis par l'ambition antipatriotique de ses Magnats : l'Allemagne l'est à son tour par les intérêts contradictoires de ses trente dynasties, par le manque total d'esprit patriotique de son aristocratie, et – dois-je le dire ? – par la mentalité loyale, mais sans patriotisme, de ses militaires ou par leur aveuglement : toutes ces circonstances sont bien connues des diplomates russes qui se sont empressés d'en tirer parti et, en me servant d'une expression que le prince Metternich, peu avant la Révolution de février, employa au sujet de l'Italie dans sa correspondance avec Lord Palmerston, je dirai que, pour le Cabinet russe, le mot

« Allemagne » n'est plus depuis longtemps un concept politique, mais seulement « une expression géographique ».

Pour prendre connaissance des dernières intentions de la Russie à l'égard de l'Allemagne, [37] il suffit d'ouvrir le célèbre Portfolio qui ne contient, comme on le sait, que des actes authentiques et officiels : on peut trouver encore d'intéressants renseignements dans la *Pentarchie*⁴² qui est aussi connue, tout au moins du public allemand. On peut définir en peu de mots la politique du Cabinet de Pétersbourg : tenir en échec l'Autriche et la Prusse par le moyen de leurs possessions non allemandes et de leur rivalité réciproque, et protéger l'Allemagne du Sud contre ces deux puissances et principalement contre la Prusse. Mais protéger signifie dans la langue officielle de la Russie : démoraliser, isoler, dominer. C'est ainsi que la Russie a protégé les Dissidents polonais contre les catholiques polonais, la Pologne elle-même contre la Prusse et l'Autriche, c'est ainsi qu'elle s'est posée en protecteur officiel de la Moldavie et de la Valachie, qu'elle a pris sous sa haute protection la Serbie dans l'Empire Turc, qu'elle protège même la Turquie et la Grèce : bien plus, c'est ainsi qu'elle protège déjà l'Allemagne. Avant de conquérir, la Russie commence toujours par protéger.

Protéger signifie aussi dans cette langue partager. Le Cabinet russe est trop discret pour jamais réclamer le tout pour lui seul : d'habitude, il se contente pour commencer [38] de la plus petite partie du butin, laissant la plus importante à son complice : plus tard, il trouve bien une occasion d'obtenir la récompense de sa discrétion. Malgré ses armées, le gouvernement russe ne se sent pas la force, à lui tout seul, d'assassiner la liberté et d'asservir l'Europe : il sait très bien qu'il n'a pas à compter sur les sympathies de ses propres peuples et qu'il suffit d'une révolte énergique des peuples libres de l'Europe pour la faire éclater aussi chez les siens. Le Cabinet russe sent et sait combien sa situation est périlleuse, aussi n'agit-il qu'avec la plus grande prudence : le principal effort ainsi que tout le secret de sa diplomatie consistent à trouver des complices et à entraîner les plus puissants de ses rivaux et de ses adversaires à participer à ses propres brigandages. C'est avec la Pologne qu'il a appris combien cette politique lui était profitable. Ainsi, non seulement il fait périr le pays qu'il a condamné à une mort immédiate, mais encore il s'empare de l'esprit de ses complices mêmes, de leur liberté de mouvement et de leur indépendance, il les attire sans retour possible dans le « cercle enchanté » de son activité funeste, il détruit cet esprit de justice, d'humanité et de liberté qui lui est ennemi et répand au delà des frontières de son Empire son influence démoralisatrice. Car démoraliser signifie pour cette Russie-là conquérir.

Ce qu'a déjà fait la Russie depuis 1815 pour démoraliser les pays allemands, tout le monde le sait et peut en parler, pour reprendre l'expression de l'auteur de l'article ci-dessus : disons la vérité toute nue : la Russie, par l'intermédiaire de l'Autriche et de la Prusse, ainsi que par son rôle de protecteur de l'Allemagne du Sud, fut le génie invisible qui a dirigé la Confédération Germanique. Quant à l'intention philanthropique de partager l'Allemagne, elle ne lui fut pas étrangère et elle ne l'est pas encore, [39] comme le montre suffisamment le fait authentique également signalé par le même auteur : peu avant la Révolution de juillet, l'Empereur de Russie et Charles X n'avaient rien moins entrepris que le premier partage de l'Allemagne. Certes, si le tsar actuel peut reprocher quelque chose à son prédécesseur, c'est seulement de ne pas avoir mieux profité du bon vouloir de Napoléon : tout le monde connaît l'admiration que l'Empereur affectait pour Napoléon et ce n'est pas en vain qu'il a offert la main de sa fille aînée au duc de Leuchtenberg⁴³ : il espérait l'avènement en France d'un second Napoléon. En 1848, la chute de Louis-Philippe l'avait beaucoup moins inquiété que

⁴² Allusion à l'ouvrage réactionnaire de K. E. von Goldmann, *Die europäische Pentarchie* (la pentarchie européenne), Leipzig, 1841, ouvrage qui illustre le point de vue du parti prussien en Allemagne. Bakounine citait déjà ce texte, paru sans nom d'auteur, dans *La Réaction en Allemagne* (édition citée, p. 116).

⁴³ Il s'agit d'Eugène de Beauharnais (1781-1824), fils de Joséphine de Beauharnais, première épouse de Napoléon 1^{er}. Élevé au rang de vice-roi d'Italie, il épouse en 1805 la fille du roi Maximilien de Bavière, qui fera de lui, après la chute de Napoléon, le duc de Leuchtenberg.

l'agitation en Allemagne : en France, il mettait son espoir dans une république militaire, et, avec elle, dans une alliance franco-russe dirigée contre l'Allemagne et l'Angleterre. Il souhaitait même la Présidence effective de Monsieur de Lamartine, car ce dernier, peu après son retour d'Orient, s'était nettement prononcé pour une telle alliance [[Dans une brochure ayant pour titre *L'Orient*⁴⁴, où, en termes très précis, il ne propose rien moins que le partage de la Turquie entre la France et la Russie de la façon suivante : la France prendrait pour elle la Syrie et l'Égypte, tandis qu'on abandonnerait à la Russie la Turquie d'Europe avec Constantinople : naturellement, la Belgique et les provinces rhénanes avaient leur place dans ces projets d'« arrondissement ». Monsieur de Lamartine appartenait aussi, comme on le sait, au parti de Molé⁴⁵ qu'il soutenait avec empressement, en 1839, contre ce qu'on appelait alors la Coalition. Molé est un homme d'État disciple de Napoléon et partisan zélé de l'alliance russe : son journal *La Presse* est – ou du moins était – à la solde de la Russie. Dans tous ses écrits et tout particulièrement dans *L'histoire des Girondins*, Monsieur de Lamartine est apparu comme un ennemi déclaré des Polonais, ce qui l'a rendu encore plus sympathique aux yeux du Cabinet russe. En tant que ministre des Affaires Étrangères, il a, tout à fait ouvertement, trahi les Polonais au profit de la Russie : je reviendra plus loin sur ce dernier point.]] et avait [40] agi dans ce sens par ses discours et ses écrits. On sait quelle activité a déployée la Russie lors de l'élection de Monsieur Louis Bonaparte à la Présidence de la République française, présidence qui, selon les calculs insensés du Cabinet russe et de beaucoup d'autres, devait lui permettre d'accéder au trône. La Russie s'est trompée : jamais la France démocratique, – et il n'y en a pas une autre aujourd'hui malgré tout ce qu'on peut tenter de l'extérieur et de l'intérieur –, jamais la France ne retournera à la monarchie ni à une république militaire et elle préférera de beaucoup s'allier à l'Angleterre ou à une Allemagne libre, – dans le cas où il en existera une –, contre le despotisme russe, qu'avec ce dernier contre la liberté de l'Allemagne et de tous les peuples. Le Cabinet de Pétersbourg sera bien alors obligé de renoncer à l'alliance française. Il s'est déjà consolé et il a trouvé contre l'Allemagne et contre la liberté un nouvel et meilleur allié. Cet allié, c'est l'Autriche.

Je sais, Monsieur, que vous ne prendrez pas en mauvaise part le fait de parler si librement des intérêts de votre patrie. Je ne suis en effet, comme vous le voyez, animé d'aucun sentiment d'hostilité. Mais il se pourrait sans doute que j'aie besoin d'une excuse auprès de mes juges, car une telle ingérence, – fût-elle seulement théorique –, pourrait leur sembler superflue et même déplacée dans la défense écrite d'un étranger, d'un Russe. J'invite donc mes juges inflexibles à ne pas oublier que les destins de tous les peuples européens sont aujourd'hui enchevêtrés de si étrange manière, qu'aucune puissance humaine ne peut les désunir. Il n'y a plus à notre époque beaucoup d'histoires différentes, mais une seule grande histoire dans laquelle chaque nation a son rôle à jouer, qui dépend étroitement de l'action et des efforts de toutes les autres nations. C'est ainsi que j'ai déjà souligné qu'il fallait chercher le plus solide soutien de l'État russe bien davantage en Allemagne qu'en [41] Russie même : l'avenir immédiat de la Russie dépend entièrement de la tournure que prendront les événements en Allemagne et il m'est ainsi impossible de parler de façon détaillée de l'Empire russe et des Slaves sans soulever la question de la situation intérieure de votre patrie.

⁴⁴ Lamartine voyagea en Orient en 1832-1833, ce dont témoigne le volumineux *Souvenirs, impressions, pensées et paysages, pendant un voyage en Orient (1832-1833)*, Paris, Librairie Charles Gosselin, 1835. Sur les questions que soulève ici Bakounine, voir le *Résumé politique* contenu dans le 3^{ème} et dernier tome l'ouvrage (p. 233-264), qui prévoit notamment qu'en cas d'effondrement de l'empire ottoman, les puissances ayant « des intérêts sur la Méditerranée » devraient se réunir en congrès et prendre « chacune, à titre de protectorat, la partie de l'empire qui lui sera assignée par les stipulations du congrès. » (p. 255)

⁴⁵ Mathieu Louis Molé (1781-1855) fut successivement ministre de la justice sous Napoléon, ministre de la marine et des colonies sous la Restauration, ministre des affaires étrangères puis président du conseil sous Louis-Philippe. La Coalition qu'évoque Bakounine est le nom que l'on donnait à ses adversaires, réunis autour de Thiers et Guizot, et qui finirent par avoir raison de lui : il démissionna le 30 mars 1839.

Jamais peut-être l'Allemagne n'a été dans une position aussi critique que maintenant.

L'Allemagne est un pays magnifique ! Un peuple de près de trente-cinq millions d'habitants, – les teutomanes rêvent même de soixante-dix millions, mais en tant que Slave je ne puis naturellement pas les approuver –, un peuple doué de tout ce qui peut constituer la civilisation, la richesse et le progrès, avec une culture dont l'universalité et la profondeur ne se retrouvent nulle part ailleurs, dans aucune partie du monde ! Toutes les conditions de réussite et de puissance semblent réunies chez ce peuple béni pour en faire un des plus florissants, des plus forts et des plus heureux ! Et pourtant l'Allemagne n'est pas une nation, n'est pas une puissance. Elle n'a pas un peuple et, aujourd'hui, sans peuple il n'y a ni force durable, ni vie. Comment le peuple allemand en est-il arrivé à ne pas être un véritable peuple, vous le savez mieux que moi et vous comprenez aussi ce que j'entends par là : il n'a pas d'unité dans sa conscience, pas d'unité dans sa vie politique et par suite il lui manque dans sa politique le sentiment de sa force, la puissance suffisante pour faire prévaloir son génie et pour protéger ses membres isolés, déchirés entre eux, contre l'influence étrangère, contre les conquêtes et les partages. Aucune fraction particulière de l'Allemagne n'est en effet assez puissante pour résister à la longue à cette pression de l'Empire russe toujours plus menaçante et plus pesante.

Plaçons-nous, par exemple, dans le cas d'une guerre entre la Russie et la Prusse seule, qui est pourtant l'État allemand le plus puissant. Indépendamment même des difficultés qu'entraîneraient [42] nécessairement pour la Prusse ses possessions polonaises, il lui faudrait, malgré sa Landwehr et son organisation militaire par ailleurs si parfaite, succomber sous les coups répétés des armes russes. Je ne dis certes pas cela par orgueil patriotique, car je ne ressens vraiment pas la moindre sympathie pour les conquêtes de l'État russe : il écraserait la Prusse rien qu'avec le poids de sa masse, elle serait de nouveau forcée, comme en 1813, de faire appel à ses frères allemands, même au peuple allemand, et ce serait la Révolution allemande, que la Prusse redoute par dessus tout. Et maintenant, quand on songe qu'entre la Prusse et la Russie il y a toute la Pologne, que la Prusse possède un morceau de ce pays volé et qu'il est impossible d'imaginer la Pologne paisible spectatrice et n'osant pas tenter une fois de plus de se libérer, alors on verra qu'une telle guerre doit forcément se terminer pour la Prusse soit par la cession forcée de ses provinces polonaises à la Russie, soit par leur libération dirigée contre la Russie. Dans les deux cas, la Prusse perdrait alors ces provinces, et avec elles aussi son équilibre actuel et ce qui conditionne sa situation présente et sa puissance. Elle se verrait forcée – comme l'a dit clairement en 1848 Sa Majesté Royale – d'être effectivement incorporée à l'Allemagne. C'est pourquoi, tant que la Prusse voudra échapper à une transformation radicale de la situation politique en Allemagne et se maintenir comme un État particulier, en dehors de l'Allemagne, il lui faudra éviter toute guerre avec la Russie, il lui faudra accepter l'intervention arrogante de cette dernière dans les affaires allemandes, il lui faudra rester dans la dépendance de la Russie.

[43] Si elle ne veut pas être absorbée par l'Allemagne, elle voudrait en revanche rendre l'Allemagne prussienne. Elle le désirerait, mais elle ne le peut pas, et elle ne le peut pas parce qu'un renforcement de la Prusse par l'Allemagne, pas plus qu'un renforcement de l'Allemagne par la Prusse ne répondent aux visées de la Russie sur l'Allemagne et la Prusse : elle ne le peut pas parce que l'Autriche résiste de toutes ses forces et enfin parce que les événements des deux dernières années n'ont guère beaucoup contribué à diminuer la violente antipathie des peuples de l'Allemagne contre la Prusse. La Prusse viendrait peut-être à bout des deux premiers obstacles, c'est-à-dire la Russie et l'Autriche, si elle savait seulement gagner la sympathie du peuple allemand : en supposant toujours naturellement que, trouvant dans l'Allemagne un nouvel appui pour sa force, elle se déciderait à dresser une Pologne libre face au tsarisme despotique. Il ne serait pas alors impossible aux peuples de l'Allemagne de se résoudre finalement à sacrifier aux intérêts majeurs de leur patrie commune leur haine à l'égard de la Prusse, car les peuples sont d'habitude guidés par de grands instincts et capables de grands sacrifices. Mais jamais les multiples dynasties qui se partagent l'Allemagne ne reconnaîtront de bon gré l'hégémonie prussienne, car il n'y a pas le moindre doute

qu'elle réduirait à rien leur souveraineté et même [44] en dernier ressort leur existence. On n'a jamais encore rencontré dans l'histoire l'exemple d'un suicide politique volontaire au profit d'une communauté et c'est d'ailleurs tout à fait contre nature. Toute puissance, aussi limitée et petite soit-elle, serait-elle la plus inique et la plus malfaisante du monde, cherche à se maintenir aussi longtemps qu'elle peut. Les dynasties allemandes ne feront certes pas exception à cette règle, et cet obstacle, dont la Russie et l'Autriche ont tiré un bon parti, est insurmontable pour la diplomatie prussienne sur le terrain de la légalité.

L'état actuel de l'Allemagne est donc très critique. Elle a tout pour être grande et forte, et malgré cela elle est impuissante, à la merci de toutes les influences extérieures, je pourrais presque dire livrée sans défense à toute attaque venue du dehors. Elle a un ennemi terrible qui, tel un vautour vorace, guette sa fin : pour affronter cet ennemi, elle aurait besoin de toutes ses forces unies, de toute l'énergie que donne l'enthousiasme de la liberté, et elle s'efforce encore en vain de parvenir à cette unité et de former un peuple : elle est divisée en plus de trente morceaux qui sont gouvernés par autant de princes indépendants dont les intérêts dynastiques sont diamétralement opposés aux intérêts de l'Allemagne dans sa totalité. Et celle-ci, pour maintenir son existence en face de la pression russe, a besoin d'unité, elle a besoin d'un resserrement effectif et résolu et, par dessus tout, d'être prise dans un mouvement durable et plein de vie, pour rajeunir son vieux sang appauvri : seul, en effet, un sang frais peut réunir en un tout vivant et plein de force ses membres déchirés qui, depuis longtemps séparés, seront bientôt saisis par le froid de la mort. L'instinct [45] de conservation des dynasties princières réclame au contraire le calme, le maintien ou plutôt le rétablissement de l'ancien état de choses : tout changement qui irait au delà d'une trompeuse illusion serait mortel pour leur indépendance. Seul donc le peuple allemand peut créer l'unité organique de l'Allemagne, car seul le peuple recèle en lui le sang, la sève et la vie : au contraire, les princes allemands sont tout au plus capables de réaliser une union purement mécanique, et encore est-elle très problématique.

Qu'est-ce donc qui empêche les princes allemands, pourra-t-on peut-être m'objecter, de se mettre d'accord pour le salut de l'Allemagne ? La réponse est simple : leur jalousie réciproque et bien fondée. La diplomatie repose par nature non pas sur la confiance mais sur la méfiance, et nul, mieux que les diplomates, ne sait combien ils sont peu fondés à se fier les uns aux autres. Certes, cela sonne bien quand on parle de l'entente mutuelle et désintéressée des gouvernements allemands, mais je pose simplement la question : qui y croit ? Certainement pas les gouvernements : il leur faudrait alors méconnaître leur propre situation et avoir totalement oublié l'histoire. Ce ne sont pas seulement la France et la Russie qui se sont agrandies aux dépens de l'Allemagne : quelqu'un ignore-t-il l'histoire des agrandissements de la Prusse ? L'Autriche, par exemple, peut-elle oublier que la Prusse a assisté avec une joie maligne et égoïste, à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, aux défaites continuelles que lui ont infligées les armées françaises, et qu'elle a même profité des victoires de Napoléon et des malheurs de la monarchie autrichienne pour se faire donner en cadeau par le grand vainqueur la province de Westphalie ? Le gouvernement du Hanovre peut-il oublier que la Prusse a également jeté des regards d'envie sur le Hanovre et en 1806 s'en est effectivement emparé, ne fût-ce que quelque temps, avec la permission de l'Empereur des Français ? La diplomatie saxonne peut-elle oublier que cette même Prusse, exploitant le grand enthousiasme qui s'était emparé de toute l'Allemagne lors de la guerre de Libération, a pris pour elle en 1815 plus de la moitié [46] de la Saxe ? Et enfin, les gouvernements de l'Allemagne du Sud ont-ils mal compris l'avertissement significatif que leur a donné en 1814 la prise de possession de la province rhénane ? Et qui croira, qui peut croire que, si cette Prusse avait maintenant une nouvelle occasion de s'emparer de quelque partie de l'Allemagne, elle ne la mettrait pas à profit, et qu'un sentiment idyllique de la justice ou peut-être de tendres égards pour ses alliés allemands l'éloigneraient d'une telle entreprise ? Qui n'est pas convaincu que l'hégémonie ou même une dictature seulement provisoire de la Prusse sur l'Allemagne entraînerait un affaiblissement progressif des autres princes allemands au profit de la

puissance prussienne et en ferait bientôt des princes médiatisés ?

Il est possible qu'un nouvel agrandissement de la Prusse en Allemagne tourne à l'avantage de cette dernière : du moins il est hors de question que l'Allemagne puisse prendre vis-à-vis de la Russie une attitude beaucoup plus indépendante, il n'y a pas le moindre doute que les autres princes allemands auraient, dans un tel changement, beaucoup à perdre, sinon tout, et par suite on ne peut vraiment pas leur en vouloir s'ils montrent de la méfiance à l'égard de la Prusse. A première vue, ils se sentiraient beaucoup plus en sécurité sous l'hégémonie autrichienne, car c'est actuellement l'intérêt de l'Autriche de les protéger, eux et leurs droits légitimes, contre les aspirations des peuples allemands à la liberté et à l'unité, ainsi que contre le désir de domination de la Prusse. Mais l'hégémonie autrichienne pose une nouvelle question délicate : en premier lieu, l'Autriche n'est plus une puissance allemande, ses prétentions sur l'Allemagne vont directement à l'encontre de la sécurité, de la force et de la liberté de la nation allemande – tout ce que j'avance ici, je m'efforcerai de le démontrer par la suite –. L'Autriche dépend par trop maintenant de la Russie, bien davantage que la Prusse : le Cabinet de Saint-Pétersbourg a pris cette dernière dans les filets de son amitié, mais elle peut encore s'en échapper, l'Autriche ne le peut plus : elle se trouve liée par les ménagements qu'elle est obligée de prendre à l'égard de la masse largement majoritaire de ses sujets non-allemands et principalement slaves auxquels [47] elle a fait des promesses précises. En un mot, malgré ses toutes récentes victoires en Italie et en Hongrie, c'est un État malade qui ne jouit plus de son ancienne liberté de mouvement, car il est blessé au cœur : il a bu le poison irrémédiablement mortel de l'assistance russe.

En outre, la Prusse ne tolérera pas davantage une hégémonie autrichienne en Allemagne que l'Autriche n'en aurait supporté une prussienne. Depuis que la Prusse est devenue un royaume, c'est-à-dire depuis un siècle et demi⁴⁶, elle s'est toujours efforcée de repousser l'Autriche hors de l'Allemagne et d'y occuper sa place. Tout ce qu'elle a fait et entrepris était systématiquement calculé selon ce plan immuable et, pour atteindre ce but, elle n'a dédaigné et redouté ni l'alliance, au plus haut point anti-allemande, avec la République française et avec Napoléon, ni l'alliance avec la Russie. C'est encore dans cette intention, c'est-à-dire contre l'Autriche, qu'elle a fondé l'Union Douanière allemande⁴⁷, indépendamment de sa grande et indiscutable utilité pour l'ensemble de l'Allemagne : et lui faudrait-il donc maintenant renoncer brusquement aux fruits d'un travail qui lui a coûté tant de calculs et de peine, aux avantages acquis au prix de tant de sang et de tant d'autres sacrifices, faire revivre en Allemagne cette influence de l'Autriche qui était en train de mourir et se soumettre à son hégémonie ? Agir ainsi serait un véritable suicide : la Prusse doit persévérer et continuer à marcher dans la voie où elle s'est une fois engagée, il lui faut combattre l'influence autrichienne en Allemagne jusqu'à sa totale destruction, il lui faut poursuivre encore plus loin ses conquêtes en Allemagne, sinon elle pourrait bien ne se maintenir que difficilement au rang qu'elle occupe présentement.

La Prusse est encore bien loin d'avoir atteint ce but suprême et pour l'instant elle n'en est qu'à mi-chemin. Certes, elle s'est élevée jusqu'à être une puissance de premier rang, mais elle a un mal extrême à se maintenir à cette place. Elle ne la doit pas à sa situation naturelle, mais uniquement à son organisation militaire [48] créée de toutes pièces et, pour ainsi dire, toujours en état de tension : elle la doit à l'habileté de sa diplomatie et surtout au puissant soutien moral du reste de l'Allemagne qui, malgré son aversion résolue contre l'âme prussienne et malgré tant d'amères désillusions, attend toujours pourtant de la Prusse sa future libération. D'autre part, la Prusse ne compte que seize millions d'âmes, tandis que l'Autriche compte trente-sept millions d'habitants, la France plus de trente-cinq millions, la Russie environ soixante millions, – sans parler de l'Angleterre qui, à côté de

⁴⁶ La Prusse est devenue un royaume en 1701 avec l'arrivée sur le trône de Frédéric 1^{er}.

⁴⁷ Le *Deutscher Zollverein* (union douanière allemande) a été créé en 1834 à l'initiative de la Prusse, qui cherche par ce biais à accroître son influence en Allemagne.

ses vingt-cinq millions d'habitants, possède de par sa position insulaire, sa marine, sa richesse et son commerce, bien d'autres facteurs de puissance et de sécurité, face à ses ennemis de l'extérieur : ainsi le rapport des forces est terriblement désavantageux pour la Prusse et ce désavantage n'est pas même compensé par une situation géographique favorable, car celle de la Prusse est, comme on le sait, du point de vue stratégique, la plus désastreuse qui soit au monde en raison de son territoire trop étiré en longueur et trop réduit en largeur. Et cette infériorité de la Prusse n'est en aucune façon compensée par une union extrêmement étroite de ses provinces, car, en laissant entièrement de côté ses possessions polonaises, on peut dire que les liens qui unissent à l'État prussien les territoires récemment conquis sont au contraire très lâches : l'union de ces provinces est maintenue davantage mécaniquement et militairement et, pour longtemps encore, l'accoutumance née de l'histoire, l'intérêt et la sympathie ne les feront pas se fondre dans le cœur même de la Prusse. Tout le monde sait, par exemple, que la Rhénanie et le sud de la Westphalie – qui en constitue la partie de beaucoup la plus grande – ont des sentiments franchement antiprussiens et un penchant pour l'Allemagne du sud : que les Saxons, brutalement arrachés en 1815 à leur pays d'origine, y rentreraient avec joie, et personne ne m'accusera de mensonge si je prétends que même en Silésie – tout au moins à Breslau et au delà de Breslau – l'opinion est loin d'être favorable à la Prusse, pour diverses raisons religieuses, politiques, économiques, peut-être même pour des raisons nationales dont un examen plus approfondi sortirait de mon sujet. Ainsi, à ne considérer que le point de vue matériel, la Prusse est au moins trois fois plus faible que la Russie et deux fois plus faible que l'Autriche. Isolée, elle est incapable de résister aux armées françaises ou russes [49] et encore moins aux forces alliées de la Russie et de l'Autriche. Il n'est pas question ici d'évoquer les victoires du Grand Frédéric : d'abord, en effet, de tels héros n'apparaissent pas souvent et d'autre part, la puissance de la Russie s'est formidablement accrue depuis cette époque. En serrée entre la Russie et l'Autriche, la Prusse court constamment le danger d'être écrasée et anéantie par elles : position très critique qui exige une perpétuelle tension et un effort extrême, et il est bien connu que la Prusse consacre à sa force militaire bien plus que le tiers de ses revenus annuels. En cas de nécessité, elle peut peut-être – y compris le ban et l'arrière-ban de la Landwehr – lever une armée forte de 500.000 hommes : certes, c'est une masse énorme, mais alors la Prusse épuise ses ressources jusqu'à l'extrême limite, l'industrie et l'agriculture seraient, par la levée d'une telle armée, privées de tous leurs bras, et la question est encore surtout de savoir si la Prusse est vraiment en état de soulever ces masses d'hommes par simple voie administrative, sans l'enthousiasme et la sympathie populaires. Or, on sait par quels moyens et quels sacrifices on doit aujourd'hui acheter l'enthousiasme et la sympathie des peuples.

Il résulte de tout ceci que la Prusse a encore beaucoup à faire pour devenir une puissance de premier ordre réelle et authentique. Elle s'est jusqu'ici maintenue à ce niveau, d'abord en raison de sa remarquable organisation militaire, ensuite par la grâce de la Russie dont l'intérêt n'était précisément pas de laisser l'Autriche prendre une puissance excessive, enfin par le soutien moral – mentionné plus haut – du reste de l'Allemagne, soutien qui est devenu bien plus faible ces derniers temps et qui ne continuera à s'exercer que sous des conditions connues et impératives. La Prusse a jusqu'ici heureusement louvoyé entre tous les écueils avec une admirable habileté, tout en cherchant à satisfaire en même temps à ces trois conditions dont dépend son existence : elle avait eu toujours en vue le perfectionnement et le renforcement de son armée et montré [50] ainsi qu'elle n'était pas décidée à renoncer à son organisation exclusivement appuyée sur la puissance militaire : elle avait prêté à la Russie tout le soutien possible lors de l'écrasement de la Pologne et surtout participé de la façon la plus résolue à la politique réactionnaire de la Russie en Europe : en même temps, elle avait flirté aussi avec le libéralisme allemand et les aspirations de l'Allemagne à l'unité, en se présentant en sous-main comme celle qui rétablirait la liberté et l'honneur de l'Allemagne. Elle ressentait même si profondément la nécessité de gagner pour elle les sympathies de l'Allemagne, que déjà en 1845, c'est-à-dire trois ans avant la Révolution, elle instaurait chez elle une sorte de simulacre de régime

constitutionnel.

Le temps est maintenant passé de cette politique de temporisation, il n'est plus possible de louver, la Prusse doit se décider. Déjà en 1845, précisément à cause de ce flirt avec l'Allemagne et la liberté, la Russie a tourné le dos à la Prusse et se range maintenant résolument aux côtés de l'Autriche. La Russie a assez longtemps servi de protectrice, fait des préparatifs et des travaux de sape, assez longtemps attendu : elle veut maintenant en récolter les fruits : elle ne peut pas encore aller de l'avant contre l'Allemagne, ces fruits sont encore un peu trop verts et il lui faut en prendre soin discrètement pour les amener à maturité : mais elle est manifestement décidée à pénétrer en Turquie et elle espère très vraisemblablement obtenir une part plus grande de la vieille Pologne. Avant tout, il lui faut étouffer l'esprit de liberté qui a pris soudain son essor en Europe et a poussé l'insolence jusqu'à venir frapper aux portes de son Empire. D'autre part, le peuple allemand est devenu plus vigilant, il prend conscience de sa situation difficile et ne se laisse plus abuser par de prétendues concessions et par des histoires en l'air : il exige désormais de ses amis des actes précis et décidés, et c'est à ce prix seulement qu'on peut gagner ses sympathies et son soutien agissant. Il existe ainsi deux camps : l'Allemagne et la liberté d'un côté, et de l'autre la Russie et l'Autriche : la Prusse est obligée de choisir. Isolée comme elle est, elle ne peut rester inactive, il lui faut avoir des alliés, il lui faut devenir plus puissante : son état actuel n'est pas à la hauteur des exigences de cette époque critique, il lui faut arrondir son territoire d'une manière ou d'une autre, et [51] pour cela deux voies s'offrent à elle : ou bien elle doit s'entendre de nouveau parfaitement avec la Russie et l'Autriche pour procéder avec cette dernière à un partage partiel de l'Allemagne, en échange de quoi on aurait à donner satisfaction à la Russie en Turquie, en Galicie, et dans le Grand Duché de Poznań – ou bien elle doit se mettre résolument à la tête de la nation allemande contre la Russie et l'Autriche, que ce soit en prussianisant l'Allemagne ou en étant elle-même absorbée par elle, ce qui à la fin reviendrait à peu près au même. Il n'y a pas pour la Prusse une troisième voie et un compromis entre les deux premières n'est plus à envisager. Ces deux voies sont possibles, mais toutes les deux ne sont pas sans danger.

Que la Russie et l'Autriche fassent de nouveau avec grande joie un accueil amical aux Prussiens qui, devenus infidèles, sont maintenant repentants, c'est ce qui ne souffre aucun doute : on décapiterait ainsi cette force qui grandissait peu à peu en Allemagne et on opposerait une nouvelle digue à l'esprit de liberté. Le vœu le plus cher de la Russie, c'est le rétablissement de l'ancienne Triple Alliance car c'est elle qui est la pierre angulaire et le moteur de toute sa politique extérieure. A vrai dire, une antipathie solide et bien fondée sépare l'Autriche de la Prusse : mais cette antipathie n'était pas moins forte à la fin du XVIII^e siècle, lorsque les trois puissances nordiques se réunissaient pour commettre en commun l'attentat contre la Pologne, ce qui montre que les rivalités mutuelles ne peuvent être un obstacle à un accord momentané quand l'exige l'intérêt commun. D'autant que l'Autriche est tellement prisonnière de l'amitié de la Russie et devra sous peu payer cette amitié de sacrifices si importants, qu'il ne lui reste plus qu'à s'étendre en Italie et en Allemagne à titre de dédommagement : pour cela, il lui faut s'entendre avec la Prusse et bénéficier de son appui, car, dans un pareil cas, ce n'est pas seulement l'Allemagne que l'Autriche aura contre elle, mais aussi la France et l'Angleterre. La Russie et l'Autriche ne sont pas à elles seules assez puissantes [52] pour se permettre de risquer une guerre d'idées contre toute l'Europe et surtout contre une Europe enthousiaste de liberté.

Dans un tel dessein, la Prusse peut conclure un accord particulier avec les deux puissances nordiques qui sont ses rivales naturelles sans briser avec ses principes, sans devenir par là infidèle à sa politique traditionnelle, sans pour cela renoncer à sa lutte à mort contre l'Autriche : cette lutte serait seulement remise à plus tard et les deux puissances, dans cette alliance fondée seulement sur des intérêts momentanés, chercheraient alors à se duper mutuellement et à s'assurer des positions favorables en vue de l'ouverture prochaine de leur inévitable conflit. Ne cherchons pas des exemples

plus loin : le partage de la Pologne nous montre qu'une telle politique est possible et n'est pas contraire à la nature, aux tendances et à la conscience largement accommodante de l'État prussien. Il nous montre aussi que la Prusse peut marcher dans cette voie sans danger du côté de l'Autriche, et tout au moins sans danger immédiat du côté de la Russie. Le péril est entièrement ailleurs : il réside dans l'état d'esprit actuel non seulement des peuples de l'Allemagne mais de ceux de la Prusse même qui ont manifesté une aversion prononcée pour les principes des politiques russe et autrichienne et qui ont la volonté décidée d'être libres et de rétablir l'Allemagne dans son indépendance et son honneur. Or, aujourd'hui, on peut dire ce qu'on voudra, on a beau être fier de la force convaincante des baïonnettes, on ne peut braver l'état d'esprit et la volonté des peuples. Une alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse jetterait inéluctablement la plus grande partie du reste de l'Allemagne dans les bras de la France, c'est-à-dire de la Révolution, et même les princes allemands dont les intérêts seraient visiblement menacés par une telle alliance.

La seconde voie serait toute nouvelle pour la Prusse. Elle présente beaucoup d'attrait, mais porte en elle des périls qui donnent fort à réfléchir. Le fait de se mettre à la tête de l'Allemagne équivaut pour la Prusse à une déclaration directe de guerre à la Russie et à l'Autriche : mais ce n'est pas seulement [53] de ces deux États qu'elle se fait des ennemis, mais aussi de tout le reste des princes allemands abandonnés par elle à la protection des deux autres puissances nordiques. De ce fait, la Prusse se déclare même en faveur de la cause de la Révolution, car elle ne peut se livrer à un aussi radical renversement de politique sans faire appel à tout le peuple allemand et sans le soutien de la France et de l'Angleterre – et Dieu sait si la Révolution peut aller loin ! Nous avons assisté seulement à son prologue, nous en vivons maintenant le premier acte et nul n'ignore combien cette Prusse déteste et redoute la Révolution.

Ainsi, ces deux voies sont pleines de difficultés et de périls, et c'est seulement entre elles deux que la Prusse doit choisir, car il lui faut absolument s'arrondir, se renforcer et elle n'a pas d'autre moyen pour cela que de suivre l'une ou l'autre de ces voies. Il lui faut se décider : il se peut que le temps soit proche où la question allemande devra être réglée – et sera réglée ! – d'une façon ou d'une autre par une violente catastrophe extérieure ou intérieure, peut-être par les deux à la fois, et malheur alors à ceux qui, sans s'y être préparés, seront surpris par cette nouvelle et fatale tempête !

Je m'arrête ici. Depuis un an, comme vous le savez bien, je n'ai pas lu de journaux et j'ignore par suite ce qui se passe dans le monde. Un an, aujourd'hui, compte plus que dix ans à d'autres époques et celui qui voudrait bâtir l'histoire a priori pourrait bien se tromper lourdement. Jusqu'ici, j'ai parlé selon la nature des choses et par suite je crois bien n'avoir pas commis de grosses erreurs. J'ai voulu montrer simplement ceci : la Prusse et l'Autriche, sans l'accord desquelles les autres princes allemands mettraient difficilement sur pied quelque chose de durable et de solide, sont dans l'impossibilité de s'entendre pour le bien de la nation allemande et ne peuvent s'accorder que contre elle, c'est-à-dire pour un partage de l'Allemagne et tout ce que la Prusse peut entreprendre, qu'elle prenne parti pour la Russie et l'Autriche contre le reste de l'Allemagne ou qu'elle se mette à la tête de l'Allemagne contre la Russie et l'Autriche, toute sa politique doit forcément mettre en péril l'indépendance et même l'existence des dynasties allemandes. [54] Sur la position particulière de l'Autriche à l'égard de l'Allemagne et de la Russie, j'aurai encore l'occasion de m'étendre plus longuement et je pense qu'il ne me sera pas difficile de démontrer que la politique de l'Autriche est entièrement et directement dirigée contre la sécurité et les intérêts de la nation allemande, mais aussi indirectement contre l'indépendance des princes allemands. Pour achever le tableau du désordre de l'Allemagne et – pardonnez-moi l'expression – de sa misère, il me faudrait encore dire un mot de la politique particulière de la Bavière, mais ceci m'entraînerait trop loin, et je pense maintenant pouvoir à bon droit répéter ce que j'affirmais précédemment : avec leur meilleure volonté, les gouvernements allemands unis ne réussiront pas à fonder une véritable unité allemande puissante et dégagée de l'influence russe.

Seul le peuple allemand peut créer une telle unité, mais il a aussi à lutter avec d'énormes difficultés. Il a longtemps rêvé de son unité, il s'est enfin réveillé et il a remis entre les mains des plus savants de ses citoyens la grande tâche de son affranchissement. Ils se sont réunis à Francfort et, en bons savants, ils ont tout aussitôt saboté la cause sacrée qui leur avait été confiée. Alors les peuples de l'Allemagne – ces éléments d'un corps sans vie – se sont de nouveau soulevés et ont essayé, de leur propre autorité, de se tendre la main. Vous savez, Monsieur, comme on leur a répondu. Ce qui en est résulté plus tard, je l'ignore, mais je n'hésite pas à vous dire – et je n'hésiterai pas à le dire à mes juges eux-mêmes – qu'en mitraillant le peuple en mai 1849 à Dresde, on a jeté bas un morceau de l'unité et de la puissance allemandes.

On s'est demandé quel intérêt pouvait avoir un étranger, un [55] Russe, à la résurrection de l'Allemagne ? On a mis en doute la sincérité des vœux que je formais pour le bien de l'Allemagne : et cependant l'affaire me paraît si simple que je ne saisis pas comment elle peut rester incompréhensible pour les autres. J'ai déjà fait une fois la remarque – et je la répète ici – que les temps sont passés, et bien passés, où les peuples avaient des destins séparés : ils sont solidaires pour le meilleur et pour le pire, dans les progrès de la civilisation et de l'industrie et avant tout dans leur liberté. La liberté et la grandeur de l'Allemagne sont une condition nécessaire pour la liberté de toute l'Europe, un postulat nécessaire pour que la Russie devienne libre : mais, bien entendu, l'Allemagne restant dans ses limites vraiment allemandes, n'allant pas au delà, ne se livrant pas à cette extension romantique que chante l'hymne patriotique des teutomanes ! Les préjugés et les passions qu'engendre un patriotisme étroit n'ont aujourd'hui aucun sens et ne sont plus concevables que chez des peuples asservis, chez les Italiens, les Hongrois, les Polonais et chez les autres Slaves encore opprimés. La Russie, bien que tombée au plus bas degré de l'esclavage, n'est opprimée par aucun peuple étranger, c'est elle au contraire qui joue le rôle d'opresseur, même si ce rôle déshonorant et dont elle ne retire aucun avantage lui est imposé contre son gré, sous le knout : seule la libération des peuples qu'elle a déjà asservis, seuls le réveil et l'émancipation des peuples qu'elle menace déjà dans leur liberté – c'est-à-dire des Allemands et des Slaves d'Autriche et de Turquie – peuvent briser ce knout dont la Russie est la première victime, victime infortunée et –il faut bien le dire – déshonorée. Ce sont là, me semble-t-il, des motifs suffisants pour justifier ma sympathie réelle, sincère et chaleureuse à l'égard de la prospérité des peuples de langue allemande – si tant est que de tels sentiments aient besoin d'une justification –.

Il est clair que l'Allemagne ne peut pas rester plus longtemps dans son état actuel. L'abcès intérieur dont elle souffre est arrivé à maturité, ses anciennes structures sont tellement vieilles que nul ne peut plus songer à elles, si ce n'est un de ces fous qui n'apprennent rien, n'oublient rien et ne comprennent rien : les tempêtes se déchaînent autour d'elle avec tant de violence [56] qu'elles ne peuvent l'épargner dans l'état critique où elle se trouve. De plus, l'Allemagne a été depuis lors le théâtre où les plus grands problèmes historiques ont trouvé leur solution : emportée dès maintenant dans le tourbillon universel, ou bien une crise heureuse la guérira et la sauvera et elle s'élèvera au rang d'une grande puissance libre, ou bien elle disparaîtra : d'abord, dans une lente agonie, elle abandonnera ses plus belles provinces, morceau par morceau, à son ennemi de toujours et à ses alliés, mais ensuite – telle jadis la Pologne – elle sera entièrement anéantie par un coup audacieux ou par un hardi coup de main – pour user d'une expression devenue classique et qui convient peut-être mieux ici. Tout le monde sait en Allemagne que cet ennemi de toujours est l'État russe : il me faut maintenant montrer que l'Autriche est le principal allié de la Russie contre l'Allemagne.

Il est dur pour le cœur d'un vieil Allemand d'être obligé de reconnaître que l'Autriche a cessé de faire partie de l'Allemagne ! A ce nom d'Autriche sont liés de grands souvenirs historiques et même tout le romantisme allemand : l'empereur d'Allemagne, la grandeur passée de l'Allemagne lorsque son nom sonnait haut sur la moitié de l'Europe, et ce romantisme de l'avenir qui, par son éclat, semblait prosterner le monde entier aux pieds d'une Allemagne de nouveau glorifiée, et qui chantait

le chant célèbre de Arndt ! Il est dur, à son réveil, d'être réduit à un peuple de seulement trente-cinq millions d'habitants quand on a si longtemps [56] rêvé à une nation de soixante-dix millions ! Mais ce ne sont pas seulement des rêves, mais aussi des intérêts plus considérables et de réelle importance qui semblent menacés par la défection de l'Autriche : le trafic sur le Danube, c'est-à-dire tout le commerce de l'Allemagne du Sud, le commerce avec l'Italie, la mer Adriatique et avec elle la moitié de la flotte allemande, toute une moitié des forces navales allemandes – et de ce magnifique avenir ! Mais il y a plus encore : cette superbe Allemagne partant à la conquête du monde, hors d'état de se protéger elle-même en raison de son extrême et funeste division, s'était habituée depuis 1815 à ne compter dans tous les périls extérieurs que sur la Prusse et l'Autriche et à les considérer comme ses seuls défenseurs contre toute invasion ennemie. Et, dans ce partage des rôles de protecteur, la part la plus importante et incontestablement la plus lourde était échue à l'Autriche : il lui fallait tenir en échec la puissance grandissante de la Russie, lui interdire toute pénétration plus avant en Turquie et libérer de sa domination l'embouchure du Danube : par contre, l'Autriche devait ouvrir les portes de l'Orient aux intérêts allemands, à l'influence politique et au commerce de l'Allemagne, lui ménageant le champ libre dans cette si importante partie du monde, objectif principal depuis quelque temps de toute la politique européenne. Et voilà que l'Allemagne devait maintenant renoncer à tous ces avantages, à cette protection et à cette aide !

Il est remarquable que cette aide et cette protection de l'Autriche contre la Russie n'ont jamais existé dans la réalité, mais seulement dans l'imagination des rêveurs allemands. Sans parler de la participation de l'Autriche au rapt de la Pologne, qui est-ce qui a prêté son appui aux conquêtes de Catherine II en Turquie, entrepris même avec elle et exécuté à moitié le premier partage de cet Empire ? Joseph II, empereur d'Autriche. Est-ce que le tsar Paul n'a pas été jusqu'en 1800 un allié de l'Autriche ? De 1800 à 1815 l'Autriche s'est trouvée elle-même dans une situation très critique, et ceci peut bien lui servir d'excuse pour n'avoir pas défendu durant cette période l'empire turc contre les entreprises de la Russie : mais en 1815, elle recouvra la liberté de ses mouvements et la [57] totalité de sa puissance, elle pouvait alors retourner sa politique contre la Russie, et, dans ce cas, elle aurait pu compter absolument sur le soutien actif de l'Angleterre. Pourquoi l'Autriche ne l'a-t-elle pas fait ? Pourquoi s'est-elle transformée en la plus fidèle alliée de la Russie ? Pourquoi a-t-elle toléré ses conquêtes en Turquie (1829) et en Pologne (1831) ? Et maintenant pour finir, n'est-elle pas liée corps et âme à la Russie ? Ne fait-elle pas tout ce que veut la Russie ? Ne soutient-elle pas la Russie en Moldavie et Valachie ? Ne lui remet-elle pas et ne lui garantit-elle pas la possession des bouches du Danube, de ce fleuve qui devait être allemand ? Et qui doutera qu'elle n'ait pas acheté l'aide de la Russie en Hongrie en promettant de se plier aveuglément à la politique russe en Turquie ? – De tels actes sont-ils ceux du premier et du plus puissant protecteur de l'Allemagne ?

A vrai dire, l'Autriche a commencé, depuis déjà le traité de Westphalie, à dissocier sa politique des intérêts de l'Allemagne. A partir de 1806 et de 1815, elle a complètement cessé d'être une puissance allemande, et c'est la Prusse qui a pris sa place.

Qu'on jette seulement un regard sur la carte : sur environ trente-huit millions de sujets que compte la monarchie autrichienne, il y a à peine huit millions d'Allemands, et on voudrait que ces huit millions germanisent les trente autres millions ! Cela était possible tant que les princes autrichiens étaient en même temps empereurs d'Allemagne et tant qu'ils pouvaient faire face à toutes ces races slave, magyare, valaque et italienne [58] en proie à une haine mutuelle et en conflit incessant entre elles, en s'appuyant sur vingt-cinq millions d'Allemands dont l'unité, bien qu'elle n'ait jamais été très solide, était cependant tant bien que mal maintenue : les Allemands avaient alors la suprématie et les différents peuples de l'Autriche, en partie conquis par la victoire des armes, en partie réunis par des traités et des capitulations qui ne leur laissaient que ce choix, étaient peu à peu forcés de s'incliner devant l'influence prépondérante de l'Allemagne. Maintenant, ces rapports se sont complètement inversés, les Allemands sont en minorité, et, comme tout le monde a pu s'en

convaincre durant ces deux dernières années, les trente millions restants ne seront pas de sitôt germanisés. Au lieu de la force unie d'environ vingt-cinq ou trente millions d'Allemands, il n'y a plus qu'une Allemagne déchirée et soumise aux influences étrangères : à la place de l'Empire romain, a pris naissance dans le nord une puissance terriblement menaçante, se prétendant slave et forte de soixante millions d'individus, qui attire à elle irrésistiblement les seize millions de Slaves vivant en Autriche. Est-il alors possible à cette Allemagne d'espérer encore pouvoir germaniser ces peuples qui ne sont pas allemands et qui ne l'ont jamais été ?

Je laisse ici entièrement de côté la question de droit, je ne cherche pas à savoir si une telle entreprise répondrait aux idées de liberté et de justice et servirait l'intérêt général de l'humanité : je pose seulement la question des moyens et de la possibilité de la réaliser. Ou alors les peuples non-allemands de l'Autriche sont-ils si faibles, si totalement dépourvus d'esprit d'indépendance et de force personnelle qu'on peut les gouverner selon son bon plaisir ? Chacun d'eux, à l'exception des Magyars, n'a-t-il pas hors des frontières [59] de la monarchie autrichienne un puissant point d'appui et pôle d'attraction ? L'Italie pour les Lombards-Vénitiens et la Russie pour les Slaves ? Vous me permettez, cher Monsieur, de broser un rapide tableau de ces peuples, et je commence par la Lombardie :

De longs discours sont inutiles quand l'histoire s'est déjà prononcée. Pour pouvoir douter encore, après les événements des deux dernières années, de la haine qu'inspire aux Italiens du royaume lombardo-vénitien le joug de l'Autriche, des efforts qu'ils font avec toute leur énergie et toute la passion de leur tempérament méridional pour s'unir à l'ensemble de la patrie italienne, il faudrait avoir pris la résolution de rester aveugle devant les faits les plus évidents et sourd aux témoignages les plus convaincants. Les Lombards ont encore prouvé davantage : ils ont montré en mars 1848 comment un peuple patriote et amoureux de la liberté pouvait sans armes battre et déloger de ses très fortes positions une armée cent fois, mille fois plus puissante. C'est là un glorieux exploit dans les annales de la liberté, un fait éclatant qu'on ne peut nier par le moyen d'aucune sophistique et sur lequel on ne peut ergoter en usant d'une dialectique habile à mentir et à ramper devant les maîtres. Cette victoire a démontré encore autre chose : ce ne sont pas seulement les villes, comme l'ont prétendu maints journaux conservateurs en Allemagne, ce sont aussi les habitants des campagnes, les paysans, c'est-à-dire tout le peuple lombard, qui ont pris part à ce glorieux combat et montré ainsi leur volonté de se libérer de l'esclavage autrichien et de fusionner avec l'Italie. Il est vrai que le peuple lombardo-vénitien [60] est retombé dans cet esclavage par la trahison de la Spada italienne⁴⁸ : il est vrai que ses chefs ont été encore une fois traqués, réduits à s'enfuir, pendus ou fusillés selon la loi martiale, ou, ce qui est peut-être encore pire, incarcérés dans les prisons autrichiennes. Mais par Dieu ! ce sont là de misérables arguments à opposer à ce réveil de la conscience des peuples ! La liberté se nourrit du sang de ses martyrs : plus nombreux sont les héros tombés pour elle et plus son avenir est assuré, plus il est grandiose, plus il est florissant. Le peuple lombard, le peuple italien sont éveillés, ils ont eu le sentiment effectif de leur unité vivante, aucun chant de sirène ne peut plus les faire s'endormir du sommeil d'autrefois et de nouveaux et meilleurs chefs se lèveront du sol fécondé par leur sang.

Pour bien tenir en mains la Lombardie, il faudrait que l'Autriche anéantisse toute l'Italie et la maintienne sous son joug : car, tant qu'il y aura une Italie indépendante de l'Autriche, c'est vers elle que le peuple lombardo-vénitien tournera tout naturellement sa sympathie, son intérêt, sa ferveur et tous ses vœux : et tant qu'il y a une Italie, les Lombardo-Vénitiens ne se plieront jamais à servir de marchepied à la puissance détestée de l'Autriche ou à la majesté grandiloquente de l'Allemagne. Pour

⁴⁸ Spada : mot italien signifiant épée (et sur lequel est formé le mot français spadassin). Bakounine fait ici allusion à la coalition hétéroclite qui s'était formée en Italie lors de la première guerre d'indépendance en 1848 (États pontificaux, royaumes de Sicile et du Piémont Sardaigne), coalition qui se désagrégea rapidement, abandonnant les insurgés à leur sort.

arriver à ses buts, l'Autriche a appliqué en Italie depuis 1815, exactement la même politique que celle qui avait si bien réussi en Allemagne au Cabinet russe, une politique qu'on peut définir en peu de mots : par le moyen de leurs propres gouvernements, démoraliser les peuples, les diviser, les vider de toute énergie et les endormir dans l'esclavage. Qui ne connaît l'histoire de l'emprise autrichienne à Turin, dans les principautés italiennes plus petites, à Rome et à Naples où, comme on le sait, le Cabinet russe a soutenu l'Autriche de la façon la plus active ? Je vous prie, [61] Monsieur, et je prie mes juges de me permettre à cette occasion une petite remarque :

Les faits dont je parle, et que je ne fais qu'énoncer ici, sont connus et aussi authentiques que des actes officiels : chacun, quel que soit son parti, est obligé de les tenir pour vrais, au moins devant sa conscience – s'il en a une. Quels moyens ont utilisés les gouvernements italiens, sous l'influence de l'Autriche et de la Russie, contre leurs peuples pour les maintenir éternellement en tutelle ? Le mensonge, l'hypocrisie, la corruption, le meurtre impitoyable, la démoralisation, l'achat des consciences par l'argent, par la peur, par la misère, par la superstition et l'obscurantisme des prêtres : en un mot, tout ce que pouvait inventer pour la perte et le malheur des peuples le jésuitisme le plus tortueux et le plus infâme, – et n'oublions pas les jésuites eux-mêmes ! –. Il me suffit d'évoquer les lazzaroni napolitains qui, menés par la Camarilla et la prêtraille, ont joué un rôle décisif dans toutes les grandes crises du Royaume de Naples. Mais ce n'est pas seulement sur l'Italie, seulement sur l'Autriche, la Pologne et la Russie, c'est sur toute l'Europe qu'a déferlé cette politique funeste qui, depuis 1815, n'est que trop connue sous les noms de Restauration et de Sainte Alliance. Je ne veux point énumérer les iniquités des trente-cinq dernières années, ni mentionner tous les forfaits perpétrés aux quatre coins de l'Europe et couverts par leur caractère officiel : je recule moi-même devant la puanteur qui pourrait s'exhaler en fouillant la pourriture de ce passé pourtant encore assez proche, et je ne veux pas exciter encore davantage mes adversaires, déjà si montés sans cela contre moi, en leur tendant un miroir pour y apercevoir leur image. Je veux seulement jeter quelque lumière sur le caractère de cette Restauration.

[62] Après les rêves exaltés et fiévreux du Moyen Age, les peuples de l'Europe étaient tombés dans une apathie mortelle qu'on pourrait appeler l'âge d'or de l'absolutisme. Entièrement plongés dans les vaines spéculations des jésuites ou des piétistes, ils semblaient avoir perdu toute force, tout élan vital et même jusqu'à l'ombre d'une conscience d'hommes libres. Durant cette période, les monarchies européennes se consolidèrent, les princes régnèrent avec une autorité sans limites sur les masses inertes et serviles, disposant d'elles selon leur bon plaisir et leur caprice, se les partageant entre eux, les détroussant, les vendant, comme si les peuples n'étaient là que pour servir de vulgaire instrument destiné à satisfaire la puissance et les appétits de quelques rares familles privilégiées, comme si l'honneur et la vie des princes dépendait de la honte et de la mort des peuples. [] invoque ici le témoignage de votre grand historien allemand Schlosser dans son ouvrage classique *L'Histoire du XVIIIe siècle*⁴⁹. Presque chaque page des huit ou neuf tomes de cet ouvrage est remplie du récit des saturnales des princes et de la lamentable servitude des peuples.] La philosophie des Lumières du dix-huitième siècle, la grande Révolution française qui en a surgi, et plus tard les victoires de Napoléon tirèrent les peuples de leur sommeil mortel. Ils s'éveillèrent à une nouvelle vie, à l'indépendance, à la liberté, à la moralité : de nouvelles exigences, de nouveaux besoins se firent partout sentir, un monde nouveau était né, un monde où les hommes ont conscience d'eux-mêmes et de leur dignité, en un mot, l'humanité dans son sens le plus noble et le plus large, le but unique et le plus haut vers lequel tendent toute forme de société et toute histoire. Jusque là, les peuples étaient

⁴⁹ Friedrich Christoph Schlosser (1776-1861) est l'auteur d'une *Geschichte des 18ten Jahrhunderts* (1823) en deux volumes, qu'il élargit ensuite en une *Geschichte des 18ten Jahrhunderts und des 19ten bis zum Sturz des französischen Kaiserreichs* (1836-1848) en six volumes. Ces ouvrages d'une qualité scientifique discutable connurent un extraordinaire succès en raison des jugements qu'ils contenaient sur un certain nombre de personnages historiques.

divisés, très souvent ennemis les uns des autres, en proie à des préjugés stupides et artificiellement entretenus : maintenant, ils sentaient le besoin de se rapprocher : guidés par un instinct sûr, ils comprenaient que [63] ce grand but auquel ils aspiraient tous, se libérer, devenir des hommes, ne pouvait être atteint qu'en unissant leurs forces. Ainsi prit peu à peu naissance un mouvement général en Europe : tantôt il se dissimulait dans les couches les plus profondes de la société, tantôt il se manifestait de nouveau au grand jour par quelque action d'éclat, stimulé par les progrès de la culture générale, mais surtout par l'extension toujours grandissante de l'industrie et du commerce, invisible mais puissant : il unissait tous les peuples de l'Europe en un grand organisme indivisible et créait peu à peu entre eux cette solidarité qui constitue le signe caractéristique, le trait capital de l'histoire contemporaine. Vous devinez, cher Monsieur, que je veux parler du libéralisme, que je vous prie de ne pas confondre avec le libéralisme actuel qui n'en est que le cadavre. Jadis, le libéralisme était encore plein de force robuste et de vie : il n'avait pas encore rempli son rôle grandiose, l'avenir était à lui, il avait peu à perdre et tout à gagner, il ne redoutait aucun bouleversement et était encore bien éloigné de cette misanthropie aussi égoïste que stupide dans laquelle il devait tomber par le fait de l'âge, mais aussi après avoir atteint ses buts particuliers. Jadis, il croyait à l'humanité, il était dans l'opposition et réclamait avec force la diffusion des lumières, l'émancipation et même la révolution des masses. Pour combattre cet esprit qui venait de s'éveiller, pour étouffer au berceau ce monde nouveau épris d'humanité et de liberté, toutes les dynasties régnantes d'Europe conclurent entre elles en 1815 cette célèbre Sainte Alliance dont le but n'était rien moins que ramener les peuples à l'esclavage, au tombeau des dix-septième et dix-huitième siècles, à l'antique et immorale barbarie, et qui n'était pas autre chose qu'une conspiration permanente de toutes les diplomaties unies de l'Europe [64] contre la civilisation, contre le progrès, contre le bonheur et l'honneur de l'humanité. [[Je n'ai pas cru devoir ici fournir des preuves : qui ne connaît pas la triste histoire de la Restauration ? Mais si des témoignages s'avéraient nécessaires, je ferais appel aux lettres de Borne, aux connaissances personnelles de mes juges et, si cela ne suffisait pas, aux journaux les plus conservateurs de l'Allemagne parus en 1848 de février à mai (par exemple l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*).]] Cette prétendue oeuvre de Restauration, cette Alliance baptisée « Sainte » sans doute par plaisanterie, ébranlée, et non pas brisée, par la Révolution de juillet, a continué jusqu'en 1848 : et je ne commettrai vraisemblablement par une grande erreur en présumant qu'aujourd'hui on travaille de nouveau à souder ensemble ses morceaux.

Il y a maintenant, Monsieur, comme vous le savez bien, des lois dans tous les pays civilisés qui punissent sévèrement le criminel qui, soit par son exemple, soit par son enseignement ou par tout autre moyen, pervertit un jeune enfant : mais le crime de précipiter dans la corruption des peuples entiers, de fouler aux pieds des peuples entiers plongés dans l'obscurantisme et la fange, n'est-il pas mille fois plus grand, plus révoltant, plus condamnable que celui commis à l'égard d'un seul enfant ? Ou alors un crime cesse-t-il d'être un crime lorsqu'il s'élève des basses couches de la vie civile aux sphères brillantes des actes officiels ? Ou bien n'y a-t-il aucune justice contre les grands de ce monde ? La colère de Dieu est sans doute une fiction, mais la colère du peuple n'en est pas une. Au-dessus du droit positif, Monsieur, il y a le droit supérieur de l'histoire qui venge de façon terrible les peuples dont on foule aux pieds la dignité. Et puis, dit-on, le peuple ne serait pas suffisamment mûr pour la liberté ! Comme si sous ce système il pouvait jamais devenir mûr, comme si ce système n'avait pas été prévu pour ne jamais le laisser devenir mûr, et comme s'il y avait un autre [65] apprentissage de la liberté que la liberté elle-même ! Et cependant, malgré ce système d'obscurantisme, malgré tous les efforts, – et quels efforts ! et appuyés par quels moyens terribles et tout-puissants ! – malgré tout, les peuples de l'Europe ont montré dans ces trois dernières années qu'ils veulent la liberté, qu'ils méritent la liberté et qu'ils savent même la conquérir si on ne la leur accorde pas de bon gré. Il se peut que durant quelque temps les émanations empoisonnées d'un monde en train de mourir jettent un voile sur ce ciel tout neuf, mais le soleil brûlant de la liberté

dissipera bien ces nuages.

Ma remarque est devenue plus longue qu'il n'était dans mes intentions. Je reviens maintenant à l'Italie et à l'Autriche.

Le tempérament des peuples s'est montré plus fort que le poison dont on les a abreuvés durant trente-cinq ans. Malgré tous les efforts de l'Autriche pour abattre l'Italie, celle-ci est encore robuste et solide. L'énergie et la flamme avec lesquelles elle s'est ressaisie en 1848, ont plongé ses amis dans l'étonnement et dépassé toutes les espérances. Jamais l'Autriche ne viendra à bout de cette Italie, même pas si la France devait encore plus longtemps persister dans la politique monstrueuse de son Président russophile, ce qui est une pure impossibilité. Les intérêts les plus sérieux et les plus importants de la France ne lui permettent pas de tolérer la main-mise de la puissance autrichienne sur l'Italie et le peuple français toujours tourné de plus en plus vers la démocratie ne pourra pas longtemps assister indifférent aux souffrances et à l'oppression de ce beau pays qui est son proche voisin. Dans peu de temps – j'ose en faire la prédiction – l'Italie sera indépendante et libre et le royaume de Lombardie-Vénétie fera partie de la libre Italie, en dépit de toutes les baïonnettes [66] autrichiennes et russes : je dis bien : les baïonnettes russes, car il est hors de doute que la Russie appuiera de tout son poids la politique italienne de l'Autriche. Elle s'efforce, en effet, avant tout de détourner la puissance autrichienne de la Turquie pour la diriger contre l'Italie et l'Allemagne.

Donc aucun espoir pour que l'Italie puisse jamais devenir allemande. Restent les Magyars, les Polonais de Galicie et les autres Slaves – sans parler des Valaques qui n'ont pas en Autriche une grande importance politique –, en tout une population de 22 à 23 millions d'habitants qu'il sera également difficile de germaniser.

Je commence par la Galicie, car cette province, comme la Lombardie, est de celles sur lesquelles l'appétit insatiable des teutomanes a le moins de prétentions. Il est vrai que de telles prétentions seraient bien ridicules : si l'on excepte les fonctionnaires de l'Empire et quelques boutiquiers, – des Juifs parlant pour la plupart allemand, mais aussi polonais –, il n'y a pas en effet un seul Allemand en Galicie. On sait comment cette province est devenue autrichienne : on sait aussi la cruauté des moyens mis en oeuvre par la politique autrichienne pour la maintenir en son pouvoir, et on a quelque honte à reconnaître que cette politique est le fait d'Allemands. Certes, il y a bien en Allemagne assez de bonnes âmes pour se réjouir de la « grande scission sociale » qu'auraient dû provoquer les tueries entre paysans et nobles en 1846. On espérait que la noblesse, épouvantée par ces démonstrations sanglantes, renoncerait à poursuivre ses efforts en vue d'un rattachement à la Pologne : on croyait d'autre part le paysan lié à tout jamais à la monarchie [67] autrichienne et, par elle, à l'Allemagne. Dans les deux cas, on s'est absolument trompé : la grande masse de la noblesse et des habitants des villes, en Galicie, désire aussi passionnément qu'avant la restauration de la patrie polonaise. Il faudrait ne pas connaître les Polonais, pour douter que seule l'extermination de tous les Polonais, hommes, femmes et enfants, mettrait un terme à leurs aspirations, et si les honteuses et barbares manifestations de 1846 ont rendu service à quelqu'un, ce n'est ni à l'Allemagne, ni à l'Autriche, mais seulement à la Russie. L'aristocratie galicienne qui, jusqu'à cette époque, était assez peu patriote au point d'être en bons termes avec la Cour de Vienne, s'en détourna soudain et se mit à faire les yeux doux à la Cour de Pétersbourg. Déjà en 1846, parurent des brochures polonaises qui déclaraient tout net qu'il fallait être fou pour espérer désormais le rétablissement, avec l'aide de l'Europe, d'une Pologne libre et indépendante, que les Allemands étaient des adversaires de la nationalité polonaise, pires encore que les Russes eux-mêmes, et que par suite, renonçant au moins pour un temps à la haine contre la Russie et à tous les desseins plus vastes, il fallait seulement chercher à réunir au royaume de Pologne sous la domination russe toutes les provinces polonaises tombées aux mains de l'Autriche et de la Prusse.

On sait aussi combien fut différente la réception que l'on fit en 1846 à Cracovie aux troupes russes de celle réservée aux troupes autrichiennes : les Russes furent accueillis presque avec joie, et

cette marque de sympathie provoqua alors maints froissements désagréables entre officiers autrichiens et russes. Je n'ai pas besoin de dire qu'un tel retournement de l'opinion en faveur de la Russie fut violemment combattu par la démocratie polonaise, mais extrêmement agréable au Cabinet russe : et, autant que le lui permettait son caractère despotique, il a essayé de le mettre à profit : il accorda dans le royaume de Pologne toute sa protection aux nobles qui avaient alors fui la Galicie, naturellement pour autant qu'ils n'avaient pas participé au soulèvement : quant aux paysans de Tarnów⁵⁰ qui s'étaient risqués à passer la [68] frontière du royaume, ils reçurent le knout. J'ai déjà tenté d'expliquer pourquoi le gouvernement russe ne pouvait et ne peut pas suivre l'exemple de l'Autriche : une révolte de paysans dans le Royaume de Pologne en provoquerait une analogue en Lituanie et en Russie, et c'est ce que redoute à bon droit le gouvernement plus que tout. En outre, un soulèvement paysan n'est pas si facile à attiser dans le Royaume de Pologne, là où le paysan, bien que non propriétaire, mais presque libre et bien plus patriote qu'en Galicie, se souvient encore avec enthousiasme des luttes révolutionnaires de 1831 auxquelles il a pris part et déteste déjà la domination russe, ne serait-ce qu'en raison du service militaire. Ainsi, faisant vertu de cette impossibilité, la Russie fit face à l'Autriche en 1846 en tant que protectrice des biens et des droits de cette fraction des propriétaires terriens qui restaient étrangers à la politique, et essaya de se concilier l'égoïsme de la noblesse galicienne. Mais ce n'était pas seulement l'égoïsme qui s'exprimait dans les brochures dont je parlais plus haut, c'étaient aussi d'autres sentiments et d'autres considérations.

Si les Polonais devaient être vraiment convaincus un jour qu'ils n'ont plus rien à attendre, pour la restauration de leur patrie, de l'esprit de justice, de l'intelligence et de la sympathie des peuples libres de l'Europe, s'il leur fallait renoncer à arracher leur liberté à l'hégémonie de la Russie, ils seraient alors tous, unanimement, animés d'un seul désir : se ranger tous ensemble sous le sceptre de la Russie pour se retourner contre l'Allemagne et assouvir leur rage séculaire de vengeance.

Ceci, Monsieur, n'est point un rêve, une vaine chimère, c'est une possibilité réelle et menaçante, et si j'en parle avec une telle assurance, c'est que j'ai eu l'occasion d'apprendre à connaître les sentiments des Polonais, leurs opinions et leurs aspirations. Sans doute haïssent-ils la tyrannie russe et les [69] Russes qui en sont l'instrument, et ils expriment hautement ces sentiments de sorte que le Polonais est partout connu comme l'ennemi héréditaire du Russe. Mais au fond de leurs cœurs, ils nourrissent une haine encore bien plus violente contre leurs maîtres allemands, ils détestent davantage le joug de l'Allemagne qui offense et révolte leur orgueil national bien plus que celui de la Russie.

La raison en est très simple : les Polonais sont des Slaves. Ils haïssent le Russe seulement parce qu'ils voient en lui un instrument, et non à cause de sa nature : ils ont en effet avec elle une certaine affinité, à côté de maintes différences, en dépit de la diversité des tendances et des degrés de culture et malgré toutes les antipathies nées de l'histoire et de la politique. Le Russe parle une langue très voisine de la leur, presque la même : ils s'entendent avec lui souvent à demi-mot car la couleur et le ton dominants de leurs conceptions respectives de la vie sont les mêmes, aussi bien dans les classes dirigeantes que dans le peuple. Ils diffèrent et s'opposent souvent sur les idées religieuses et en ce qui touche le développement de la pensée : le Polonais, en effet, est plus enclin à l'exaltation religieuse et au mysticisme, a davantage d'imagination et de fantaisie, tandis que le Russe est plus réaliste. Mais ils ne présentent presque pas de différence pour les élans naturels du cœur et dans tous les domaines où se manifeste directement la force de leur nature. Le Russe et le Polonais s'estiment mutuellement : tout autre est le comportement du Polonais vis-à-vis de [70] l'Allemand. L'Allemand est absolument étranger au Polonais, sa nature même lui est antipathique : toutes ses manières, son mode de vie, ses habitudes, sa patience inépuisable ainsi que sa satisfaction, son esprit cosmopolite orienté seulement vers le gagne-pain, d'autre part aussi son ardeur au travail immense et dévorante

⁵⁰ Ville de Galicie (aujourd'hui sud-est de la Pologne).

qui, avec l'appui des gouvernements allemands, s'implante de plus en plus en Pologne : tout, même ses vertus, paraît au Polonais ridicule ou hostile. C'est, en un mot, le rapport entre un maître d'école vertueux et pédant, quelque peu dur et racorni – les Allemands se sont en effet montrés durs en 1848 dans le Grand Duché [71] de Poznań – et un jeune homme de tempérament sanguin, impatient et un peu désordonné. Mais si l'on songe qu'on n'a pas envoyé dans le Grand Duché de Poznań et en Galicie précisément les maîtres d'école les plus vertueux et les plus honorables, et que dans ces provinces les Allemands sont le plus souvent représentés soit par le peuple le plus cosmopolite du monde, c'est-à-dire par des Juifs devenus Allemands, soit, ce qui est encore pire, par des fonctionnaires et leurs familles : alors on donnera aisément les derniers traits à ce tableau.

Ce n'est pas seulement de la haine que ressent le Polonais à l'égard de son maître allemand, c'est aussi un certain dédain, pour user d'un terme très modéré, et ces sentiments sont tout à fait ceux d'un Slave. Je touche ici, cher Monsieur, à un sujet extrêmement délicat et irritant, et je l'aurais volontiers passé sous silence, si sa grande importance politique ne donnait pas à réfléchir : c'est en effet la haine des Allemands, le mépris des Allemands, qui sont communs à tous les Slaves et qui imprègnent également toutes les branches de la race slave, les Russes, les Polonais, les Tchèques, les Moraves, les Silésiens et les Slovaques, tous les Slaves du sud non seulement en Autriche, mais même en Turquie. C'est comme un instinct puissant qui les domine tous et qui crée entre eux un lien indissoluble quoique négatif. C'est sur cette antipathie des Slaves à l'égard des Allemands que repose l'ensemble des plans du panslavisme russe.

Est-il besoin de vous dire que pour ma part je réproouve au plus haut point cette antipathie quand elle s'adresse à toute la nation allemande et non point seulement aux Allemands oppresseurs ? Vous le savez bien et vous trouverez dans mon dossier un [72] document montrant avec quelle ardeur j'ai combattu de pareils sentiments. Indépendamment de leur caractère injuste, je n'avais pas besoin d'être instruit seulement par les événements des deux dernières années pour savoir que la haine de races entre Slaves et Allemands entraînerait, – et entraînerait forcément –, les conséquences les plus malheureuses pour la cause commune de l'humanité et de la liberté, ainsi que pour le bien des deux races. Mais que peuvent les efforts d'un seul individu, et même de beaucoup d'individus isolés, contre un sentiment aussi puissant, profondément enraciné dans l'histoire et animant une masse de 80 millions de Slaves ? Car cette haine contre les Allemands n'est pas le brusque emportement d'une colère passagère, elle ne tombe pas davantage du ciel : elle est née de circonstances historiques, elle a été entretenue par une suite ininterrompue de vexations, d'injustices, d'oppressions et de cruelles souffrances, elle a mûri au cours des siècles et est devenue un facteur réel : **[[Cette haine est si grande que le qualificatif « Allemand » (Nemec) qui s'exprime de la même façon dans toutes les langues slaves, passe chez tous les peuples de cette race sans exception pour la pire des injures. Ce sont les Russes qui ressentent le moins cette antipathie : mais elle existe cependant chez ce peuple qui est peut-être le plus cosmopolite de tous les Slaves et qui a le moins de motifs de haïr les Allemands, et, – comme je l'ai déjà fait remarquer plus haut –, elle est entretenue, à l'occasion, par le gouvernement bien qu'il emploie de très nombreux Allemands à son service. Cette dernière circonstance ne joue pas un rôle négligeable dans la persistance et le renforcement de cette germanophobie. Les Allemands au service de la Russie, qui sont sans aucun doute les meilleurs serviteurs de l'Empereur, se donnent tout le mal possible pour cacher leur origine allemande, et affichent le plus ardent patriotisme russe.]]** on peut, dans une certaine mesure, l'ébranler par la parole et par l'écrit, mais on ne peut la détruire que par de nouveaux faits historiques, la dissiper et l'anéantir qu'en agissant pour la justice et la liberté. Il faut à la fin, en effet, que les Allemands en conviennent : aussi humains qu'ils soient certainement dans leurs [73] idées, dans toute leur culture, ils se sont montrés jusqu'à présent extrêmement tyranniques dans tous leurs rapports avec les nations étrangères : en Italie, contre les Polonais, contre les autres Slaves, partout où ils sont venus, ils ont amené avec eux l'esclavage. Ils n'agissaient, il est vrai, qu'en tant qu'instruments de leurs

gouvernements : mais un Russe peut aussi alléguer la même excuse, car il n'était lui aussi que l'instrument d'un pouvoir despotique et inhumain – et il n'est rien que cela –. Et, après tout, les Russes n'ont pas encore eu un Parlement de Francfort pour décréter de son plein gré l'annexion du Grand Duché de Poznań en violation des traités et au mépris de la nationalité, et pour saluer avec des transports de joie les victoires de Radetzky sur le peuple lombard luttant pour sa liberté : et je ne dis rien des Slaves de l'Autriche que le Parlement a considérés comme les valets naturels de cette Nation allemande qu'il venait seulement de mettre au monde. Il est vrai que ces injustices criantes du premier Parlement allemand ont trouvé leur contrepartie dans une adresse de remerciements qu'une société berlinoise groupant des conservateurs allemands et même, je crois, des aristocrates, a envoyé au ban Jelačić, au moment où ce dernier écrivait dans la *Slovanská Lípa*⁵¹ de Prague « qu'il avait marché sur Vienne et participé au bombardement et à l'assaut de cette ville, non pas parce qu'elle était le foyer d'une agitation révolutionnaire, mais parce qu'elle était le siège du Parti allemand. » [[A cette époque, cette lettre a été rendue publique et a été citée dans la plupart des journaux.]] Seuls les démocrates en Allemagne ont considéré que la liberté des autres peuples était la condition de leur propre liberté et ils l'ont défendue autant qu'il était en leur pouvoir : à eux seuls, je pense, il était réservé de triompher de la haine des Slaves contre la nation allemande, haine funeste mais qui n'est pas sans fondement. Les derniers événements ont montré aux Slaves que la chute de Vienne, ville allemande, et la défaite des Magyars en Hongrie – pour autant qu'ils y ont contribué – ne leur ont rien rapporté, mais ont même hâté la perte de leur liberté naissante : d'autre part, [74] ces mêmes événements ont forcément fait comprendre aux Allemands que l'annexion du Grand Duché de Poznań, le massacre et l'asservissement de la Lombardie devenue libre, n'étaient que le prélude à l'incorporation de toute la nation allemande dans le vieil ordre tyrannique : et j'espère que leur leçon n'a pas été perdue pour les deux races. Ceci dit, je reviens aux Polonais.

Cette antipathie à l'égard de tout ce qui est allemand est le sentiment dominant chez les Polonais comme chez tous les autres Slaves. Dans les masses populaires – et sans excepter le moins du monde les paysans de Galicie – elle est si prépondérante et se manifeste de façon si évidente, qu'il faut fermer volontairement les yeux pour ne pas la remarquer : essayez de dire à un paysan galicien qu'il est un Allemand : il vous montrera par sa réponse énergique combien un tel qualificatif lui paraît outrageant. Dans les classes instruites, au contraire, ce sentiment est généralement refoulé au fond du cœur par l'effet d'une culture artificielle : il continue à subsister de façon souvent inconsciente, mais il est rare qu'il soit entièrement surmonté. Tant que les Polonais ont espéré arracher leur liberté avec l'aide de l'Allemagne contre la Russie, ils ont essayé d'étouffer en eux cette antipathie innée. Ils commencent à se rendre compte maintenant que la domination allemande est beaucoup plus dangereuse que la russe elle-même. Les Russes, du moins, ne dénationalisent pas la Pologne : au contraire, quand ils entrent en contact avec elle, ils adoptent beaucoup du caractère polonais, et tous les efforts du gouvernement de Pétersbourg pour introduire la langue russe dans le royaume [75] de Pologne n'ont eu généralement pas d'autre résultat que de faire apprendre le Polonais aux fonctionnaires russes eux-mêmes qui, après quelques années de séjour, préfèrent à la fin parler polonais. Russifier la Pologne est donc impensable. La germanisation est beaucoup plus à redouter, car les moyens dont elle se sert sont non seulement les mesures gouvernementales, mais aussi l'action puissante d'une culture fortement accusée sous toutes ses faces et, par dessus tout, cette application au travail infatigable et dévorante, qui caractérise l'industrie allemande. Et ainsi, le Polonais préfère endurer les plus cruels tourments que se laisser germaniser : la pensée de devenir allemand lui est si insupportable que, pour échapper à ce péril, il préfère mille fois se jeter dans les bras de la Russie.

Il est difficile à un Allemand de comprendre comment est possible un tel acte de désespoir.

⁵¹ Le « tilleul slave » : association patriotique tchèque.

L'Allemand a beaucoup de raison et peu de passion : il a de la peine à concevoir le caractère passionné du tempérament slave. L'Allemand est en réalité cosmopolite, ce qui pourra être une grande vertu dans un proche avenir, mais cette qualité est pour le présent une source de faiblesse, car elle prive le peuple allemand d'un des plus puissants moyens de concentration. Seule la liberté, seul un jeune enthousiasme, pour ainsi dire religieux, pour les droits universels de l'homme, face au despotisme intérieur et extérieur – et surtout au despotisme russe –, seuls les puissants intérêts tant matériels que spirituels de la démocratie, peuvent unir le peuple allemand et lui créer une unité politique, et ceci ne sera pas l'œuvre de son sentiment national qui est trop faible et existe à peine. Ces derniers temps, l'Allemand a beaucoup ruminé sur sa nationalité, mais il en a pris peu conscience. Jusqu'à présent, il s'est senti chez lui partout où il était heureux, là même où il lui fallait endurer une oppression d'ordinaire insupportable, pourvu qu'il pût seulement gagner honnêtement son pain à la sueur de son front : pas [76] seulement en Amérique, mais aussi en Russie. Il y a des colonies allemandes dans le sud de la Russie, en Sibérie même, il y en a aussi en Espagne et en Grèce : le monde entier est aujourd'hui couvert de colonies allemandes, sans pour cela être devenu allemand, car le peuple allemand, à côté d'une force d'expansion dont la croissance est presque illimitée, ne possède pour ainsi dire aucune force de concentration. C'est là, je le répète, à la fois une vertu et une faiblesse : une vertu pour l'avenir dont l'esprit se révèle démocratique et nous conduit visiblement à une fusion totale de toutes les contradictions nationales en l'ensemble homogène d'une société englobant toute l'humanité et d'abord l'Europe : et une faiblesse pour le présent, tant qu'aucune autre force n'est arrivée à remplacer celle du patriotisme étroit qui pousse et rassemble les hommes.

Presque sur chaque point, et surtout sur celui-ci, le Slave est aux antipodes de l'Allemand. Il place son sentiment national au-dessus de tout, même au-dessus de la liberté : son sentiment racial ne vient qu'après l'amour de sa patrie particulière et il oppose l'indépendance et la force de tout le monde slave aux prétentions et aux empiétements de l'Allemagne. On a de la peine à se représenter avec quelle passion obstinée le Slave se cramponne à ces sentiments : pour eux, il est prêt à tout sacrifier : pour eux, il se jetterait, s'il le fallait, dans les bras du plus dur des tyrans, pourvu qu'il ne porte pas un nom allemand. Ces sentiments constituent sa religion, sa superstition, car le Slave, contrairement à l'Allemand, est tout sentiment et instinct. La pensée ne vient chez lui qu'après le sentiment et souvent n'apparaît pas sous sa forme pure : le Slave sait à peine ce que c'est que réfléchir : ses actions, bonnes ou mauvaises, sont presque toujours l'expression de la totalité de sa nature. Que cette nature soit aussi imparfaite que celle de l'Allemand, voilà qui va de soi : aussi n'ai-je pas ici le moins du monde l'intention de vanter la première aux dépens [77] de la seconde. Le Slave possède tous les défauts et toutes les qualités que n'a pas l'Allemand : avec de telles aptitudes, s'il n'y prend pas garde assez tôt, il deviendra l'instrument du plus abominable despotisme et usera du knout russe contre l'Europe et contre lui-même : cela devrait paraître évident aux yeux de tous, même si les événements de ces deux dernières années n'avaient pas si tristement confirmé cette crainte. Je ne veux donc point faire ici l'apologie des Slaves, je constate seulement que ce contraste frappant entre la nature de l'Allemand et celle du Slave est un facteur extrêmement important et qu'on ne saurait négliger : aussi servira-t-il de base à la suite de ma discussion.

[78] Les Polonais sont les seuls d'entre tous les Slaves qui ont combattu dans les rangs de la liberté au cours des deux dernières années. J'essaierai plus loin d'expliquer ce qui paralyse les tendances libérales des autres peuples slaves et précipite même une partie d'entre eux sous le drapeau de l'absolutisme. Ici, je veux simplement faire préalablement observer que les Polonais semblent avoir adopté une attitude plus favorable que celle des autres Slaves à l'égard du mouvement pour la liberté. En effet, tandis que l'indépendance nationale de ceux-ci est menacée ou, plus exactement, paraît menacée d'une destruction complète par les progrès de la Révolution en Europe, il semble que ces mêmes progrès soient une garantie du rétablissement de la nationalité

polonaise, – c'est du moins ce que pense et espère la grosse majorité des Polonais. Que disent les autres Slaves : Tchèques, Moraves, Silésiens, Slovaques, Slaves du Sud ? « Les Allemands, disent-ils, nous opprimeront d'autant plus qu'ils deviendront eux-mêmes plus libres : ils voudront nous germaniser par la force, ce qui est pour nous plus insupportable que le plus abominable esclavage et même pire que la mort. » « Les Allemands, rétorquent les Polonais, seront bien forcés, bon gré mal gré, de nous rendre libres pour nous opposer, tel un rempart vivant, à l'hégémonie de la Russie : leur propre sécurité leur imposera notre libération. » Ce même argument, parfaitement fondé, pourrait après tout apporter quelque espérance aux autres Slaves : seulement, leur situation est beaucoup plus complexe et moins facile à comprendre que celle des Polonais. Le nombre des gens en Allemagne qui peuvent concevoir une Allemagne sans la Pologne, qui considèrent même la libération de la Pologne comme la condition indispensable à la liberté de l'Allemagne et qui sympathisent avec la Pologne, ce nombre est très grand. En revanche, le nombre de ceux qui peuvent concevoir une Allemagne sans les deux-tiers de la Bohême et de la Moravie est très réduit. On a trop pris l'habitude de considérer ces Slaves comme des ressortissants allemands, et à cela vient encore s'ajouter la théorie de l'arrondissement du territoire : « la Bohême, dit-on, s'enfoncé absolument comme [79] un coin dans le cœur de l'Allemagne »⁵², mais on ne songe pas que le danger deviendra beaucoup plus inquiétant, si ce coin se transforme en un coin russe.

C'est ce qui explique pourquoi tout Polonais est partisan de la Révolution et comment il se trouve même des hommes chez les Polonais que leur naissance, leur richesse, toute leur culture et toutes leurs habitudes appelaient à être des ultraconservateurs parmi les conservateurs, qui certainement se seraient montrés sous ce jour s'ils étaient nés dans un autre pays ou dans une Pologne indépendante, et qui maintenant font preuve du plus grand libéralisme et se déclarent même en faveur des idées démocratiques. Ils attendent de la Révolution et de la démocratie la libération de leur Patrie soumise au joug étranger, et les meilleurs d'entre eux chérissent la Patrie au point d'être vraiment prêts à sacrifier pour sa résurrection leurs privilèges personnels et même leurs préjugés. Loin de moi la pensée que tous les démocrates polonais sont démocrates seulement parce qu'ils voient dans la démocratie le moyen de rétablir la Pologne : je ne parle ici que d'une certaine partie d'entre eux et je sais très bien que la grande masse de l'émigration polonaise, ainsi que de la jeunesse dans son propre pays, est animée d'idées démocratiques, sincèrement et je dirai même avec une espèce d'enthousiasme religieux. La douloureuse histoire de la Pologne, depuis son premier partage jusqu'à l'époque [80] actuelle, a été la plus rude école, mais en même temps la plus riche en enseignements, pour conduire à une formation démocratique intégrale, et certainement aucun autre peuple de la terre n'a été à pareille école. La Pologne, purifiée par un siècle de souffrances comme par le feu, a lutté contre son sort tragique avec une ténacité inépuisable, avec un héroïsme inébranlable et sans exemple : elle n'a jamais désespéré de son destin futur et s'est ainsi acquis de grands droits pour l'avenir. Elle est sans aucun doute le pays slave le plus libéral, le plus riche en forces agissantes, le plus chargé d'électricité, et dans ces conditions, elle est appelée à jouer un grand rôle parmi les Slaves et, vraisemblablement même, à les conduire au combat non pas contre la Russie, mais en accord avec le peuple russe contre le despotisme de la Russie.

Et malgré tout cela, qu'on prenne cent des Polonais les plus libéraux et qu'on leur pose la question suivante : « à supposer que l'Allemagne ne reconnaisse jamais la Pologne comme un état

⁵² On se rappelle que c'est également la position d'Engels dans son article sur *Le panslavisme démocratique* : « En fait, comme la position des Allemands et des Magyars serait agréable si les Slaves autrichiens recevaient de l'aide pour obtenir leurs prétendus « droits » ! Un État moravo-bohémien indépendant enfoncé comme un coin entre la Silésie et l'Autriche, l'Autriche et la Styrie coupées par la « république des Slaves du Sud », de leur débouché naturel l'Adriatique et la Méditerranée, l'Est de l'Allemagne déchiqueté comme un pain rongé par des rats ! Et tout cela en remerciement de la peine prise par les Allemands pour civiliser les Tchèques et les Slovaques à la tête dure, et pour introduire chez eux le commerce, l'industrie, une exploitation agricole rentable et la culture ! » (Édition citée, p. 72)

indépendant, que préférez-vous ? Devenir Allemands et, en tant que tels, jouir des institutions démocratiques les plus libérales, – à condition naturellement de renoncer à partir de ce moment à tout particularisme polonais et de vous considérer comme une fraction inséparable de la patrie allemande, telle l'Alsace en France –, ou bien tomber sous le joug pesant de la Russie ? » Quarante-vingt-dix au moins sur cent, pour ne pas dire tous, répondront sans hésiter qu'ils préfèrent la domination russe, aussi dure qu'elle soit. Car le démocrate polonais le plus décidé reste toujours un Polonais, et en tant que Polonais reste un Slave, et aucun Slave ne pourra se décider à devenir allemand. Comme sujet russe, il demeure au moins slave, et comme tout l'État russe n'est qu'une mécanique fabriquée de toutes pièces qui, en raison de sa tension constamment et nécessairement croissante, éclatera forcément tôt ou tard, il conserve en même temps l'espoir de redevenir avec le temps un Polonais libre, et ses chances et ses raisons d'espérer augmenteraient prodigieusement par la réunion de toutes les provinces polonaises sous une seule domination, fût-elle celle de l'autorité inhumaine de la Russie. Alors la Pologne retrouverait son unité et le gouvernement russe, déjà maintenant hors d'état de réprimer, même dans ce petit royaume de Pologne [81] l'effervescence constante des esprits et la tradition de révolte, serait encore moins capable de s'opposer au puissant essor spirituel, riche en effets imprévisibles, qui ne manquerait pas de se produire par la réunion des membres déchirés de ce pays qui ne veut jamais mourir.

On m'objectera peut-être que l'égoïsme et les intérêts particuliers de la noblesse polonaise ne lui permettront certainement pas de troquer la domination humaine de l'Allemagne contre celle, impitoyable, de la Russie. L'égoïsme ? Je suis bien loin de méconnaître sa puissante influence dans les affaires humaines : mais par contre, on m'accordera qu'il existe de violentes passions pouvant s'emparer de temps à autre de peuples tout entiers et les [82] arracher à leurs intérêts du moment, et que l'amour des Polonais pour leur malheureuse patrie, leur ardent désir de la faire revivre, leurs efforts infatigables pour parvenir à ce but sont une telle passion. Et s'il n'y avait pas d'autre exemple dans l'histoire, la Pologne serait un témoignage de cette vérité, un témoignage qui s'affirme depuis bientôt un siècle et qui, tous les ans, au lieu de s'affaiblir, grandit en force et en importance : c'est cette masse toujours plus nombreuse d'émigrants polonais qui, pour la plupart propriétaires terriens, ont risqué, et risquent encore aujourd'hui, non seulement leur vie, mais aussi ce qu'on met dans le siècle actuel à un plus haut prix que la vie : tout leur avoir, tous leurs biens : c'est cette foule de victimes qui peuplent les prisons autrichiennes, prussiennes et russes, sans parler de la Sibérie, et qui décorent les potences dressées en Russie et en Autriche. Mais qu'ai-je besoin de poursuivre cette énumération ? Tout le monde sait que la Pologne fournit chaque année une riche moisson de martyrs, comme pour faire ainsi connaître au monde que pour longtemps encore elle n'a pas renoncé.

En ne considérant même que ses intérêts personnels, la noblesse polonaise ne subirait avec ce changement qu'un très léger préjudice et la noblesse galicienne pas le moindre. « Ceux qui possèdent quelque argent se trouvent bien partout », dit un proverbe très ancien et plein de vérité : les aristocrates et les riches Galiciens se trouveraient donc certainement aussi bien sous le régime monarchique du tsar que sous la domination autrichienne. Car la constitution qu'on a promise en 1848 à la Galicie, ainsi qu'aux autres provinces autrichiennes, ne semble pas, selon toute probabilité, devoir donner des résultats bien brillants : et enfin ces Messieurs ont-ils besoin d'une constitution ? Elle ne leur sert pas à grand-chose, car ils ont bien d'autres moyens pour satisfaire leurs intérêts personnels. Sous la domination russe, au contraire, ils gagneront d'être considérablement rassurés : en effet, tant qu'ils seront sous sa protection et tant qu'elle aura le pouvoir, ils seront à l'abri [83] de surprises comme celle de Tarnów et défendus contre la propagande communiste des fonctionnaires autrichiens. Quant à la fraction patriote de la noblesse galicienne, elle non plus ne perdra rien : comme je l'ai dit, la constitution autrichienne – s'il y en a jamais une – ne peut être qu'un mirage tout à fait décevant, un simulacre de constitution. L'Autriche, dans sa situation, ne peut, avec la meilleure

volonté du monde, accorder à ses peuples le moindre droit sérieux et cette constitution ne favorisera en aucun cas le rétablissement futur de la Pologne, but unique que se proposent tous les patriotes polonais. Et je ne vois pas en quoi les bombardements, l'état de siège, les exécutions, la loi martiale, les tribunaux criminels ordinaires et extraordinaires, les prisons et les gibets, sont plus humains quand ils sont austro-allemands que lorsqu'ils sont russes ! Il en est tout autrement dans le Grand Duché de Poznań : là, le gouvernement est sans aucun doute mille fois plus humain et plus libéral que dans le royaume de Pologne : cette province n'est pas coupée de l'Europe : les propriétaires terriens, la classe cultivée y jouissent de tous les avantages et agréments d'un pays européen civilisé, et ceci n'est pas de peu d'importance. Et pourtant, c'est précisément dans cette province que la haine contre les Allemands est la plus vive, car c'est là que le danger d'être germanisé est le plus grand. Cette haine a atteint, durant les deux dernières années, un tel degré qu'un Allemand qui n'habite pas lui-même le Grand Duché ne peut s'en faire une idée. La noblesse et le peuple, en parfait accord, partagent ce sentiment. Les événements d'avril et mai 1848, la brutalité inouïe de la population allemande et juive, le décret d'annexion de Francfort, ont laissé au cœur des Polonais de Poznań une implacable rancune qui, tôt ou tard, soit avec l'aide d'une révolution allemande, soit avec l'aide de la Russie, éclatera au grand jour. Moi-même, Monsieur, – après les bombardements de Cracovie, de Prague et de Lviv⁵³ qui, comme vous le savez, se sont succédés assez rapidement et ont été en quelque sorte le prélude au bombardement de Vienne –, moi-même j'ai eu souvent l'occasion de me quereller avec plusieurs Polonais de Poznań comme de Galicie qui affirmaient avec passion que la seule issue pour eux était de souhaiter et d'appeler l'aide [84] et la domination de la Russie. Et je puis vous assurer que si la politique russe avait alors trouvé bon de dresser la bannière du panslavisme, ce ne sont pas seulement les provinces germano-polonaises qui, animées d'une haine de race contre les Allemands, se seraient ruées autour de ce drapeau, mais aussi certainement la grosse majorité des Slaves d'Autriche.

Je ne dis pas que tous les Polonais ont été de cet avis. Il y a eu certainement dans les deux provinces beaucoup de démocrates polonais auxquels ce remède a paru suspect, voire plus dangereux que la maladie elle-même : mais on a alors couvert leur voix, et ceux qui ont le plus énergiquement combattu cette tendance, à mon avis désastreuse, combien de fois les ai-je entendus déplorer avec amertume et presque avec désespoir les immenses progrès de la germanophobie et de la russomanie dans le Grand Duché de Poznań, surtout dans l'état d'esprit du peuple proprement dit et des paysans : progrès tels que l'entrée de quelques régiments russes, avec l'autorisation de massacrer Allemands et Juifs, eût suffi pour faire de toute la Pologne prussienne une Pologne russe.

La situation était alors différente en Galicie, et, par suite aussi, la mentalité du peuple. Il venait d'obtenir en 1848 d'être entièrement exempté des corvées et autres servitudes et redevances seigneuriales, il n'était pas le moins du monde menacé d'une germanisation brutale, il n'avait donc aucun motif d'être mécontent. On sait avec quel succès le gouvernement autrichien a réussi à endoctriner le paysan galicien : les rapports de la noblesse propriétaire des terres avec le paysan avaient un caractère féodal et, il faut le dire, extrêmement oppressif : ils ressemblaient beaucoup à ceux qui, encore aujourd'hui, sont de règle en Russie. La noblesse vivait de la sueur du pauvre serf et le maintenait ainsi dans une éternelle pauvreté. Un tel état de choses, quoi que puissent dire pour sa défense les admirateurs du vieil âge d'or patriarcal, était contraire à la nature, injuste au plus haut degré, funeste pour les deux classes, et ne pouvait en aucune manière être une source d'amour et de confiance réciproque entre le peuple traité en bête de somme et ses maîtres vivant dans l'oisiveté. C'est ce dont avait conscience [85] la partie éclairée de la noblesse galicienne qui gagna peu à peu à ses idées plus saines la majorité des propriétaires terriens. A partir de 1831, il ne se passa presque pas

⁵³ Bakounine donne le nom allemand (Lemberg) de cette ville située aujourd'hui dans l'ouest de l'Ukraine et qui appartenait en 1848, comme le reste de la Galicie, à l'empire austro-hongrois. En polonais, la ville a pour nom Lwów.

une année, sans que la noblesse, dans d'humbles pétitions, ne sollicitât la permission de changer cet état de choses et de libérer le peuple de ses charges : sans le très haut agrément du monarque, on n'avait pas le droit dans cet État absolutiste de hasarder un tel changement : c'eût été un crime de haute trahison. On sait que cette permission ne fut jamais accordée. Le gouvernement autrichien avait ses buts particuliers : il voulait non apaiser, mais nourrir la haine du paysan contre la noblesse. Pourquoi ? Son dessein est clair comme le jour et il faut reconnaître qu'il a poursuivi et atteint son but avec une extraordinaire habileté. Pendant que les nobles, jouant contre leur gré le rôle d'opresseurs, étaient contraints d'accabler de corvées le pauvre peuple, et étaient, auprès du gouvernement, garants des impôts des paysans et de la levée des recrues avec leurs biens et leurs personnes, la haine du peuple à leur égard – comme il va de soi – ne faisait que croître et, du côté gouvernemental, on créait des fonctionnaires spéciaux chargés, au nom de l'Empereur, de défendre les droits du peuple contre la noblesse. [[Il y a environ douze ans, on a voulu en Russie copier cette institution. On organisa une sorte de police rurale qui devait jouer un rôle de médiateur entre le paysan et le propriétaire terrien. Mais comme les conditions en Russie étaient différentes de celles de Galicie, cette institution a donné des résultats entièrement opposés. Elle n'a fait qu'accroître la haine du peuple contre le gouvernement, et le paysan russe ne redoute rien autant que cette médiation aussi barbare que coûteuse.]] Ainsi toute l'oppression venait de la noblesse, toute libération et toute espérance pour le pauvre paysan ignorant, et de plus endoctriné par les jésuites, venaient de l'Empereur, et de lui seul. Une telle situation fondée sur tant de mensonge et de contrainte devait forcément, dans bien des cas, pousser les propriétaires terriens les meilleurs et les plus libéraux aux actes les plus odieux. Qu'il y en eût parmi eux qui oppriment le peuple dans des buts égoïstes et selon une détestable habitude, c'est dans l'ordre des choses : rien ne corrompt autant les hommes que la possibilité qui leur est offerte d'asservir d'autres hommes. Mais le mal principal [86] venait de la politique sans décisions trop énergiques du Cabinet de Vienne qui ne manqua pas de récolter en 1846 les fruits mûrs de son long travail. Un soldat licencié, Szela⁵⁴, fut l'abominable instigateur des tueries de Tarnów qui, par leur férocité digne de cannibales, ne peuvent qu'évoquer les jours les plus sombres et les plus honteux de l'histoire de tous les peuples, et dépassent même en horreur ces journées de septembre tant reprochées à Danton : et ce Szela reçut alors, en récompense de ses mérites et de sa fidélité, une médaille et une pension à vie du gouvernement autrichien qui, par l'octroi de cette distinction, avouait ainsi à la face du monde qu'il était à l'origine des atrocités de Galicie. Le forfait, auquel ce gouvernement s'était depuis si longtemps préparé, était perpétré : l'insurrection de Cracovie, celle de Galicie – certainement très mal organisée – avaient jeté le gouvernement dans un désarroi causé par la peur et la mauvaise conscience et il avait déclenché sa dernière mine, la plus dangereuse aussi : moins dangereuse d'ailleurs pour ceux auxquels elle était destinée que pour celui qui la dirigeait. En effet, pour mettre en mouvement les paysans, les fonctionnaires autrichiens n'avaient épargné aucune promesse : on s'engageait à accorder, au nom de l'Empereur, l'exemption de toutes les corvées, bien plus : le partage des terres des nobles, à tous ceux qui participeraient au massacre de la noblesse. Mais comment pourrait-on tenir ces promesses, alors qu'on ne jugeait même pas opportun de supprimer les corvées ? Déjà avant 1848, le zèle du peuple trompé pour l'Empereur et ses fonctionnaires commençait visiblement à diminuer, lorsqu'au printemps de cette année fatale, une nouvelle tourmente obligea le gouvernement de plus en plus effrayé à mettre un terme à toutes les corvées et autres redevances. Le paysan galicien est devenu, cette année-là, un propriétaire terrien libre et entièrement indépendant : aussi ses rapports avec la noblesse et les fonctionnaires de l'Empire ont profondément changé. La noblesse ne conserve plus

⁵⁴ Jakub Szela (1787-1862 ou 1866) fit savoir aux paysans galiciens, à l'instigation de la monarchie autrichienne, après la prise de Cracovie par les insurgés polonais le 21 février 1846, qu'ils pouvaient régler eux-mêmes leurs différends avec leurs seigneurs polonais. S'ensuivirent plusieurs semaines de massacres.

que le droit et les moyens de lui faire du bien et, dans la plupart des cas, elle en a aussi la volonté. [87] Toutes les fonctions de police, la perception des impôts et surtout la levée des recrues, ce fardeau devenu si pesant depuis ces deux dernières années : tout est du ressort des seuls fonctionnaires, toute l'oppression vient d'eux, c'est-à-dire de l'Empereur dont ils sont les représentants, et ce n'est plus la noblesse, mais l'Empereur qui apparaît à partir de maintenant comme l'ennemi naturel du peuple. Déjà, à la fin de 1848, ce dernier se rapprochait de la noblesse et on remarquait sa défiance croissante à l'égard des fonctionnaires : encore quelques années, et on découvrira certainement que l'expérience de Tarnów n'a apporté aucun profit au gouvernement autrichien, mais seulement du tort et de la honte. Il est dangereux pour toute monarchie, et surtout pour une monarchie comme l'Autriche, de jouer avec les armes démocratiques : elles blessent facilement une main inexpérimentée et leurs blessures sont mortelles.

Mais pour revenir à mon sujet, il me faut ici faire encore observer que la moitié des habitants de la Galicie sont des Ruthènes, très proches des Petits-Russiens de Russie par la langue et les mœurs. En majeure partie, ils appartiennent à la religion grecque uniate, mais beaucoup aussi à la grecque orthodoxe et, depuis de nombreuses années, leur clergé est travaillé par les papes et les moines, émissaires du clergé russe, avec ténacité et persévérance – cette ténacité et cette persévérance qui caractérisent en général la politique russe ! – Et il y a déjà dans ce clergé un fort parti russe : ce sont là des faits indéniables qui démontrent de façon évidente – si une démonstration était nécessaire ! – que la Russie a des vues sur la Galicie. Et maintenant, je quitte la Galicie en faisant cette prédiction que je crois fondée : si les Polonais d'Autriche et de Prusse ne se libèrent pas bientôt des prétentions allemandes, si, devenus libres, ils ne font pas face à la Russie pour restaurer la Pologne dans son intégralité, alors ils tomberont rapidement sous la domination russe et deviendront, aux mains de la Russie, des armes très dangereuses dirigées contre l'Allemagne. Que gagnera l'Allemagne à cela ? Je laisse aux Allemands le soin d'y réfléchir.

[88] Le reste des Slaves menace la nation allemande d'un péril analogue, quoique moins immédiat. Ou ils deviennent indépendants et libres, ou ils deviennent russes : dans le premier cas, en union avec une Allemagne amie et réconciliée, ils combattront le despotisme russe : dans le second, ils seront les plus implacables ennemis de l'Allemagne. Ce dilemme n'est point une invention fantaisiste, il est réel et repose sur des faits indiscutables, et c'est ce que je vais maintenant chercher à démontrer⁵⁵.

⁵⁵ Le manuscrit s'arrête ici.